



CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL

UMR 6587

Section 37

Section CNU 05

RAPPORT SCIENTIFIQUE

Bilan 2006 - 2010

65, Boulevard François Mitterrand, B.P. 320

63009 Clermont-Ferrand Cedex 1- France

Tel. 04 73 17 74 00, Fax 04 73 17 74 28

Web site : www.cerdi.org

Septembre 2010

SOMMAIRE

I - PRESENTATION GENERALE DE L'UNITE

II - BILAN GENERAL DE L'UNITE

III - BILAN SCIENTIFIQUE DETAILLE

Le Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International (CERDI) a été reconnu en 1976 comme Unité de Recherche Associée au CNRS. Il est devenu Unité Mixte de Recherche (UMR 6587), en janvier 1996, et a conservé ce label depuis lors. Le CERDI est une entité de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Clermont1, Université d'Auvergne. Le laboratoire est composé d'un effectif d'une cinquantaine de personnes, tous statuts confondus, y compris les IATOS de l'université et les ITA du CNRS, mais également les personnels non permanents de recherche qui ont une activité au CERDI sans avoir nécessairement un engagement de publication. L'équipe permanente de recherche a fluctué entre 26 et 31 membres, effectif au 30 juin 2010 stable pour l'effectif des chercheurs CNRS en comparaison du précédent quadriennal et en augmentation pour les enseignants et chercheurs avec les arrivées successives de : Céline Carrère, Chargée de Recherche CNRS (2007) ; Christopher Grigoriou, Maître de conférences (2007) ; Ariane Tichit, Maître de conférences (2007) ; Grégoire Rota-Graziosi, Professeur (2008) ; Alexandru Minea, Maître de conférences (2008), puis Professeur (2010); Vianney Dequiedt, Professeur (2008) ; Michaël Goujon, Maître de conférences (2008) ; Nelly Exbrayat, Maître de conférences (2009) ; David Sahn, Professeur (2010) et Johanna Choumert, Maître de conférences (2010).

Organigramme et personnels de recherche

Organigramme

au 1^{er} juin 2010

lato sensu

Directeur du CERDI : Patrick PLANE, Directeur de recherches CNRS

Directeur adjoint : Jean-Louis COMBES, Professeur

Secrétaire général : Patrick DOGER, Docteur en économie du développement

Administration de la recherche : Odette GALLON, Assistant-Ingénieur CNRS

Thèmes de recherche

Les comportements microéconomiques et le développement

Responsables : Professeurs Vianney Dequiedt et Grégoire Rota- Graziosi

Macroéconomie ouverte et coopération internationale

Responsable : Professeur Jean-Louis Combes

Economie de la santé, économie de l'environnement et des ressources naturelles

Responsable : Martine Audibert, Directeur de recherche au CNRS

- **IDREC** (Institut de Recherche sur l'Economie de la Chine)

Responsable : Mary-Françoise RENARD, Professeur

- **Publications** :

. *Etudes et documents* : Catherine ARAUJO BONJEAN, Chargée de Recherche

. *Revue d'Economie du Développement* (secrétariat scientifique) :

Catherine LEFORT, Ingénieur d'Etudes CNRS

- **Séminaires :**

Responsable : Samuël GUERINEAU, Maître de Conférences

- **Bibliothèque et gestion de la documentation :**

. Livres : Michelle COMBAUD, Secrétaire Administratif de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur

. Périodiques et documentation : Annie COHADE, Ingénieur d'Etudes, CNRS

Section formation

Le CERDI accueille les formations de la Faculté des Sciences économiques et de Gestion au niveau :

- du doctorat, avec l'affiliation à l'Ecole Doctorale Droit, Economie, Gestion, n°245
- du Magistère de développement économique
- du Master « Analyse économique et développement international » avec cinq spécialités en formation initiale : Economie du développement, Développement économique et analyse de projets, Economie de la santé dans les économies en développement et en transition, Economie de la Chine, Développement durable dans les pays en développement et en transition et deux en formation continue : Gestion de la Politique Economique, Maîtrise d'ouvrages Publique et Privée.

Formation initiale

. Ecole doctorale d'affiliation

F. GARNIER, directeur de l'école doctorale n° 245, PR (Droit)

J-L. COMBES, directeur adjoint pour l'Economie

. Magistère de développement économique

J-L. COMBES, Professeur

. MASTER Recherche "Economie du développement"

J-L. COMBES, Professeur

A. MINEA, Professeur

. MASTER *Professionnel* "Développement économique et analyse de projets"

C. ARAUJO, Maître de Conférences

J-P. FOIRRY, Maître de Conférences

. MASTER *Professionnel* "Economie de la santé dans les pays en développement et en transition"

M. AUDIBERT, Directeur de Recherche
J. MATHONNAT, Professeur

. MASTER *Professionnel* "Economie de la Chine"

M-F. RENARD, Professeur

. MASTER *Professionnel* "Développement durable dans les pays en développement et en transition"

P. MOTEL-COMBES, Professeur
J. CHOUMERT, Maître de Conférences

Formation continue

. MASTER *Professionnel* "Gestion de la Politique Economique"

G. CHAMBAS, Chargé de Recherche

. MASTER *Professionnel* "Maîtrise d'Ouvrages Publique et Privée"

S. CALIPEL, Maître de Conférences

Administration de l'enseignement :

S. DEBAS, Secrétaire Administratif de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur
C. MONTIGNE, Adjoint administratif

Chargée des Relations Institutionnelles, Gestion et administration du GDR 2989 :

A. CUER, Ingénieur de Recherche CNRS

Administration réseau informatique :

M. BOUCHUT, Assistant Ingénieur, Université

Nouvelles technologies de l'information et de la communication :

V. MAZENOD, Ingénieur d'Etudes CNRS
Cl. ARAUJO, Maître de Conférences (information, site web)

Correspondant formation CNRS :

A. COHADE, Ingénieur d'Etudes CNRS

Le Conseil de Laboratoire

Le Conseil de Laboratoire, après validation par les autorités de tutelle, est constitué des membres suivants :

ARAUJO BONJEAN Catherine

ARAUJO Claudio

AUDIBERT Martine

CARRERE Céline

COMBES Jean-Louis

DEQUIEDT Vianney

DOGER Patrick

GRIGORIOU Christopher

GUERINEAU Samuel

MATHONNAT Jacky

MAZENOD Vincent

MOTEL COMBES Pascale

PLANE Patrick

RENARD Mary-Françoise

ROTA GRAZIOSI Grégoire

BALINEAU Gaëlle

I- PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'UNITÉ

I-1 LES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS

En avril 1991, le CERDI s'est implanté dans les locaux de l'immeuble *Gergovia* aux 63 et 65, boulevard François Mitterrand. La surface initiale a été acquise pour 30 % par le CNRS et pour le reste, par l'Université d'Auvergne et divers Ministères ou collectivités territoriales. Lors de la rentrée 1995, cette surface, occupée à la fois par les activités d'enseignement et de recherche, a été portée à 2000 m². Cette extension a été permise grâce à un financement conjoint de la Région Auvergne et de la DATAR, du Département du Puy de Dôme, de la ville de Clermont-Ferrand et de l'Université d'Auvergne. La surface occupée par le laboratoire est destinée aux activités d'enseignement et de recherche. L'augmentation du nombre d'étudiants sur le site, en relation avec l'ouverture de plusieurs spécialités du master professionnel, et du nombre de chercheurs ou d'enseignants chercheurs, à la faveur des recrutements, a eu pour conséquence de créer une forte pression sur l'espace. La volonté de poursuivre cette dynamique oblige le CERDI à penser son extension, si possible dans les locaux qui l'abritent actuellement.

I-11 Les personnels de recherche (au 1^{er} juin 2010)

Membres permanents

ARAUJO Claudio, Maître de Conférences

ARAUJO BONJEAN Catherine, Chargée de Recherche au CNRS

ARCAND Jean-Louis, Professeur (en disponibilité)

AUDIBERT Martine, Directeur de Recherche au CNRS

BATISSE Cécile, Maître de Conférences

BRUN Jean-François, Maître de Conférences

CALIPEL Stéphane, Maître de Conférences

CARRERE Céline, Chargée de Recherche au CNRS

CHAMBAS Gérard, Chargé de Recherche au CNRS

CHARASSE POUELE Cécile, Maître de Conférences

COMBES Jean-Louis, Professeur

COMBES MOTEL Pascale, Professeur

DEQUIEDT Vianney, Professeur

DULBECCO Philippe, Professeur

EXBRAYAT Nelly, Maître de Conférences
GOUJON Michaël, Maître de Conférences
GRIGORIOU Christopher, Maître de Conférences (en disponibilité)
GUERINEAU Samuel, Maître de Conférences
GUILLAUMONT Patrick, Professeur
GUILLAUMONT JEANNENEY Sylviane, Professeur
HE Yong, Chargé de Recherche au CNRS
HUA Ping, Chargée de Recherche au CNRS
LAPORTE Bertrand, Maître de Conférences
MATHONNAT Jacky, Professeur
MINEA Alexandru, Professeur
PLANE Patrick, Directeur de Recherche au CNRS
RENARD Mary-Françoise, Professeur
ROTA-GRAZIOSI Grégoire, Professeur (en détachement au FMI, juillet 2010)
SAHN David, Professeur (à compter d'octobre 2010)
TICHIT Ariane, Maître de Conférences
VEGANZONES-VAROUDAKIS Marie-Ange, Chargée de recherche au CNRS
VIALLEFONT Anne, Maître de Conférences

Chercheurs associés

(Régulièrement en collaboration de recherche avec le CERDI)

ADAM Christopher, Professeur, Université d'Oxford
BORODAK Daniela, Enseignante, Ecole Supérieure de Commerce, Clermont-Fd
CADOT Olivier, Professeur, HEC Lausanne
CHABE-FERRET Sylvain, Ingénieur, CEMAGREF
CHAFFAI Mohamed, Professeur, Université de Sfax
COLLIER Paul, Professeur, Université d'Oxford
FAFCHAMPS Marcel, Professeur, Université d'Oxford
FOIRRY Jean-Pierre, Maître de Conférences, Université Clermont-Fd 1
GEOURJON Anne-Marie, Chargée de mission
GOI Isabelle, Maître de Conférences, IUT, Université Clermont-Fd 1
GUNNING Jan, Professeur, Université d'Amsterdam
JANVRY Alain de, Professeur, Université de Californie à Berkeley
KPODAR Kangni, Economiste, Fonds Monétaire International
MELO de Jaime, Professeur, Université de Genève

MOURJI Fouzi, Professeur, Université Hassan II, Casablanca
PHELINAS Pascale, Directeur de Recherche, IRD
PIRARD Romain, Chercheur, IDDRI
SADOULET Elisabeth, Professeur, Université de Californie à Berkeley
SCHAFTER-DURY Marie-Eliette, Maître de Conférences, Université Clermont-Fd 1
SERRE Jean-Marín, Professeur, Université Clermont-Fd 1

Professeurs invités

AGENOR Pierre Richard, Université de Manchester
AKER Jenny, Tufts University
ARY TANIMOUNE Nasser, Université d'Ottawa
BIGSTEN Arne, Université de Göteborg
BOCCANFUSO Dorothée, Université de Sherbrooke
BORGES LEMOS Mauro, Université Federal de Minas Gerais
CADOT Olivier, Université de Lausanne
CARRIN Guy, OMS, Université d'Anvers
CHAFFAI Mohamed, Université de Sfax
COLLIER Paul, Université d'Oxford
CORNIA Giovanni Andrea, Université de Florence
DE MELO Jaime, Université de Genève
DERCON Stephan, Université d'Oxford
DODSON-MORENO Blanc, Banque Mondiale
DROR David, Université de Rotterdam
DUCLOS Jean-Yves, Université Laval Québec
FAFCHAMPS Marcel, Université d'Oxford
FAN Gang, Université de Pékin
FERES José Gustavo, IPEA Rio-de-Janeiro
FERREIRA Pedro Cavalcanti, Fundação Getulio Vargas
FOUCAULT Martial, Université de Montréal
GAUTHIER Bernard, Université de Montréal
GUNNING Jan Willem, Université d'Amsterdam
HELLER Peter, Banque Mondiale
HOTTE Louis, Université d'Ottawa
IMBEAU Louis, Université Laval Québec
KING Elisabeth, Banque Mondiale
MAVROTAS Georges, Global Development Network

MAC KAY Andrew, Université de Sussex
 MING Lu, Université Fudan
 MOURJI Fouzi, Université de Casablanca
 NAUGHTON Barry, Université San Diego
 OLARREAGA Marcello, Université de Genève
 OVER Mead, CEGEDEV
 PREKER Alexander, Banque Mondiale
 PRIME Pénélope B., Mercer University
 REIS Eustaquio José, IPEA Rio-de-Janeiro
 ROZELLE Scott, Université de Stanford en Californie
 SADOULET Elisabeth, Université de Berkeley
 SARRIS Alexander, Université d'Athènes
 SAVARD Luc, Université de Sherbrooke
 SEKKAT Khalid, Université Libre de Bruxelles
 STERNER Thomas, Université de Göteborg
 WANTCHEKON Léonard, New York University
 WOO Whing Thye, Université de Davis
 YIU Por Chen, Université De Paul Chicago
 ZHU Nong, Université de Montréal

L'évolution des personnels

Chercheurs et enseignants-chercheurs

Un départ

Septembre 2007 • Thi Kim Cuong PHAM, Maître de Conférences

Neuf arrivées

Janvier 2007 • Céline CARRERE, Chargée de Recherche, CNRS
 Septembre 2007 • Christopher GRIGORIOU, Maître de Conférences, Université Clermont1
 Septembre 2007 • Ariane TICHIT, Maître de Conférences, Université Clermont1
 Septembre 2008 • Vianney DEQUIEDT, Professeur, Université Clermont1
 Septembre 2008 • Michaël GOUJON, Maître de Conférences, Université Clermont1
 Septembre 2008 • Alexandru MINEA, Maître de Conférences puis intégration en qualité de professeur, concours agrégation 2009-2010
 Septembre 2009 • Nelly EXBRAYAT, Maître de Conférences, Université Clermont1
 Septembre 2010 • Johanna CHOUMERT, Maître de Conférences, Université Clermont1
 Octobre 2010 • David SAHN, Professeur, Université Clermont1

Ingénieurs, Techniciens et Administratifs (ITA-IATOS)

Quatre départs

- Novembre 2007 • Sylvie LEROY, Assistant-Ingénieur CNRS
- Juillet 2007 • Jacqueline REYNARD, Adjoint administratif Université (retraite)
- Juillet 2009 • Marie-Michelle CEYSSON, Adjoint administratif principal, Université (retraite)
- Juillet 2010 • Solange DEBAS, Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (retraite)

Deux arrivées

- Septembre 2007 • Michelle COMBAUD, Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
- Septembre 2007 • Christelle MONTIGNE, Adjoint administratif

Le prochain contrat quadriennal sera marqué par des départs significatifs au niveau des agents ITA du CNRS et IATOS de l'université. Le recrutement s'avère ici nécessaire et sur un rythme suffisamment rapide pour éviter les ruptures dans la formation initiale et la qualité des services d'accompagnement à la recherche. A cet égard, la demande faite lors du précédent quadriennal n'a pas été entendue, l'effectif du CERDI s'est même contracté à concurrence des départs indiqués ci-dessus. Les tutelles du laboratoire sont donc à nouveau sollicitées. Il conviendrait que ces tutelles prennent en compte cette dimension démographique de manière à faciliter la poursuite collective des efforts d'efficacité et de visibilité internationale.

I-12 Les moyens financiers mobilisés

En qualité d'unité mixte de recherche, le CERDI dispose principalement des crédits récurrents que lui octroient le CNRS et le Ministère. Les montants figurant ci-dessous se réfèrent à ceux produits sur la période 2006 à 2010.

. Au titre du Ministère

Crédits de fonctionnement : 303 362 €

. Au titre du CNRS

- Soutien de base et infrastructures : 302 600 €
- Contrat d'Objectifs Partagés (2010) 50 000 €
(en appui à la Constitution d'un Centre d'Excellence)
- Dotation exceptionnelle (mise en sécurité portes coupe-feu) 2 000 €

A l'ensemble de ces ressources consignées s'ajoutent des financements provenant de différentes sources, en relation avec l'organisation de la recherche (ACI, ANR, AUF, EGIDE, GDR n° 289 "Economie du Développement et de la Transition", Contrat d'Objectifs Partagés, NBER) et la manifestation de colloques sur le site de l'unité. C'est dans ce cadre que le CERDI a été bénéficiaire de subventions de l'Université, mais également de diverses collectivités locales dont la Région, le département, la ville et la communauté urbaine clermontoise pour l'organisation de colloques.

I-2 L'organisation des formations et de la recherche

Le CERDI réalise, sur son site propre, un ensemble d'activités de formation initiale à différents niveaux. Cette formation est dispensée dans le cadre d'un magistère de développement économique qui fonctionne sur la base d'une sélection internationale. Le recrutement s'opère au niveau L3. Parallèlement, le CERDI dispense des enseignements au niveau du master (M1, M2). Toutes les options, à l'exception du M1 intitulé : *Analyse et politique économique*, sont dédiées à des spécialisations relevant de la compréhension du développement international : *analyse de projets, économie de la santé, développement durable, gestion de la politique économique, économie de la chine* et, depuis 2007, *maîtrise d'ouvrages publique et privée*. La particularité de ce dernier diplôme est qu'il est dispensé, sur le site de Marseille, en partenariat avec le Centre d'Etudes Financières Economiques et Bancaires (CEFEB) de l'Agence Française de Développement (AFD). Les enseignants chercheurs du CERDI participent à l'équipe pédagogique d'un diplôme délivré par l'Université d'Auvergne. Sur le site du CERDI on dénombre plus de 200 étudiants de second et troisième cycles auxquels s'ajoutent plus de soixante doctorants.

Le doctorat prolonge en effet la carte des formations initiales. Il illustre le lien étroit entre la recherche et l'enseignement universitaire. Le CERDI est très impliqué dans le fonctionnement de l'Ecole doctorale 245 qui couvre à la fois l'économie, la gestion, mais également le droit et les sciences politiques. Le Professeur Jean-Louis Combes assure la sous-direction de cette école doctorale avec un mandat étendu aux activités relatives à la science économique. Plus de la moitié des thèses soutenues relèvent de l'économie avec un affichage systématique sur l'économie du développement et de la transition. Le laboratoire a l'ambition de combiner le plus efficacement possible la recherche et la formation initiale à partir du M2 « recherche ». Cette imbrication étroite se traduit par la qualité des publications des doctorants et la facilité d'insertion professionnelle obtenue.

Au 19 juillet 2010, le nombre de thèses en préparation au CERDI s'éleve à 62. Elles se répartissaient sur une vingtaine de directeurs et un taux de financement de l'ordre de 40%. Les allocations du Ministère de l'Education et de l'Enseignement Supérieur ainsi que du Ministère des Affaires Etrangères constituaient la source principale. A ces vecteurs traditionnels de financement s'ajoutaient des bourses de l'ingénieur du CNRS, fléchées ou non pour les pays en développement (BDI), quelques bourses financées soit par la FERDI (Bourse La Fayette), soit par la Région Auvergne dans le cadre du Programme Teilhard de Chardin sur la recherche appliquée à la Chine. A ces financements s'ajoutent, généralement pour un an et à titre de bouclage financier d'une quatrième année de thèse, les contrats d'Assistant Temporaire d'Enseignement et de Recherche. Le nombre de thèses en préparation, qui avait beaucoup augmenté lors du précédent quadriennal, a eu tendance à se contracter dans les dernières années. Cette contraction était en partie souhaitable du fait d'un ratio élevé de thèses par habilité à diriger des recherches et de l'atteinte de la saturation en termes d'accueil. Cependant, le risque est maintenant que le nombre de thèses financées se réduise sous une forme qui pourrait ultérieurement impliquer un appauvrissement du potentiel de recherche du fait de l'étroite imbrication des doctorants dans les activités du laboratoire.

La qualité de la formation dispensée et la reconnaissance du laboratoire dans les sphères académiques et professionnelles du développement international permettent une bonne insertion des diplômés. Pour ce qui est des docteurs, le CERDI assure, depuis plusieurs années, un suivi qui lui permet de revendiquer un taux d'emploi de l'ordre de 80% avec un cursus assurant une mobilisation des compétences acquises en cours de formation. Les emplois se situent d'abord dans le champ des Universités mais aussi des Etablissements Publics Scientifiques et Techniques (IRD, CIRAD,...). Les placements dans les universités étrangères ont été également significatifs, en particulier au Canada (Montréal, Sherbrooke, Ottawa). Les doctorants accèdent aussi à des emplois de l'administration française, notamment au niveau des Ministères des finances et des affaires étrangères ou de l'Agence Française de Développement (AFD). Par ailleurs, depuis quelques années, le CERDI est devenu un pourvoyeur régulier des organismes internationaux d'appui au développement, ceux dont il a été longtemps considéré qu'ils n'offraient de débouchés qu'aux seuls diplômés des grandes universités anglo-saxonnes. Sur chacune des années du quadriennal, le CERDI a placé de un à trois docteurs dans les cohortes étroites de recrutements très sélectifs de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire International (FMI).

I-21 La démarche scientifique

Le champ d'application

La recherche au CERDI est dédiée à l'étude des processus de développement international. Les économies de référence, à revenu faible ou intermédiaire, fonctionnent selon les principes généraux de l'économie de marché ou tendent vers cette situation à la faveur de la transition. Depuis la création du laboratoire, cette thématique a été constamment porteuse, largement renouvelée en raison de la diversité des situations afférentes aux pays du champ d'étude. Elle a permis au laboratoire de parvenir à un niveau de visibilité reconnu à la fois des sphères académiques de la recherche et de la formation, des institutions nationales et internationales en charge de l'aide au développement. L'économie du développement embrasse tous les questionnements sous-jacents à la science économique moderne. Le CERDI est donc utilisateur de tous les outils au service de la discipline (économétrie, théorie des jeux...), mais avec un souci d'application à ses terrains même si la réflexion purement théorique n'est pas dissuadée et s'est même développée ces dernières années, renforcée par des apports au titre des recrutements de professeurs et maîtres de conférences.

Jusqu'au milieu des années 90, l'Afrique sub-saharienne constituait le principal domaine d'analyse avec un intérêt particulier porté à l'Afrique francophone. En 1995, face à la dynamique de la transition de la Chine vers l'économie de marché et des problèmes inhérents à ce processus, un département interne au CERDI a été créé pour approfondir les connaissances sur cette économie devenant un pays leader : l'Institut de Recherche sur l'Economie de la Chine (IDREC). Ce département n'a pas de budget propre, mais bénéficie de ressources affectées, en particulier, celles du Conseil régional d'Auvergne et du Ministère des Affaires Etrangères au titre du programme Teilhard de Chardin, puis de la coopération décentralisée. La constitution d'un tel département, unique dans le paysage universitaire français, a été décidée en raison de notre volonté collective d'afficher, dans la communauté internationale, un engagement durable sur ce pays « continent ». Plus récemment, des initiatives ont également amené le laboratoire à inscrire le Maghreb et le Mashrek ou encore l'Amérique latine, notamment le Brésil, dans ses domaines géographiques d'analyse.

Le domaine d'application des recherches n'est exclusif d'aucune région du monde. L'essentiel est donc de comprendre la dynamique des économies à faible revenu ou à revenu intermédiaire qui aspirent à rejoindre le niveau de vie des pays industrialisés. La concentration géographique de nos recherches doit être vue comme une facilité d'analyse.

Elle s'explique avant tout par la difficulté de tout connaître en tous lieux à partir d'un effectif de taille encore limitée. Le domaine géographique d'application de nos recherches est par ailleurs secondaire et ne saurait constituer en soi un élément d'affichage thématique de nos axes. En d'autres termes, la question économique prime largement le terrain d'application. Le CERDI est un laboratoire ouvert à toutes les questions économiques, qu'elles soient de caractère microéconomique ou macroéconomique, mais entend appliquer ses raisonnements à des pays engagés, avec plus ou moins de difficultés, dans des processus internationaux de rattrapage ou de sortie de trappe de pauvreté.

Les méthodes

Les finalités de recherche laissent le laboratoire réceptif à toute approche méthodologique sous-tendue par une démarche de caractère scientifique. La tradition est cependant de modéliser les questions économiques sous une forme qui se prête ensuite à des tests de réfutation statistique. Cette orientation hypothético-déductive s'est amplifiée ces dernières années avec une utilisation intensive des techniques économétriques les plus récentes. Les chercheurs et enseignants chercheurs ont en effet recours aux meilleures pratiques d'estimation sur données longitudinales et transversales, mais également aux estimations empiriques sur données de panel qui permettent d'augmenter l'information disponible pour les procédures de tests.

Avec le développement du travail d'enquêtes et des capacités de calcul disponibles, de gros fichiers de données microéconomiques peuvent désormais être traités sur le site. Parallèlement, l'économétrie sur les variables qualitatives s'est beaucoup développée. Certaines de ces variables ont en effet un caractère tronqué ou censuré, définies de manière discrète ou non continue sur des intervalles de définition conventionnels. Ces orientations de la microéconométrie ont des retombées sensibles sur l'ensemble de notre analyse économique appliquée. Le rôle des institutions dans les modèles de croissance en situe clairement la portée potentielle, la variable pouvant être considérée comme endogène et discrète, mais se trouve souvent être d'une influence tout aussi déterminante que les facteurs primaires de production.

Les collaborations extérieures

Le nombre et l'intensité des collaborations extérieures ont progressé sur chacune des thématiques du rapport scientifique. Ces collaborations ont traditionnellement trouvé leur expression dans des relations personnelles, mais le CERDI a également travaillé à ce qu'elles soient institutionnalisées. Les coopérations s'intensifient dans un cadre national, en particulier avec les universités qui sont partie prenantes d'une école doctorale portant sur les

questions de développement international. Il faut ici faire référence aux universités de Paris 1 (CES, Sorbonne), mais également à l'Université d'Orléans avec laquelle des coopérations sur les questions de caractère macroéconomique comme sur le terrain de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement sont d'ores et déjà avancées. Elles se traduisent, au-delà des réunions concourant à l'évaluation du travail doctoral, par l'écriture d'articles en collaboration. Dans le même esprit, il existe des démarches collaboratives à la fois nombreuses, variées et anciennes avec plusieurs grandes universités européennes reconnues pour la qualité de leurs travaux dans notre domaine d'étude.

A travers ses activités de formation initiale, le CERDI entretient des échanges suivis et de qualité avec le monde académique international. Des professeurs des Universités d'Oxford, notamment P. Collier et M. Fafchamps, séjournent régulièrement pour des missions d'enseignement et de recherche. C'est également le cas de I. Gunning de l'Université d'Amsterdam ou encore J. de Melo, Université de Genève, O. Cadot, Université de Lausanne ou E. Sadoulet et A. de Janvry, Université de Californie à Berkeley. Plusieurs de ces enseignants-chercheurs de réputation internationale ont la qualité de Professeurs associés en raison de leur implication forte dans la vie scientifique du CERDI, de leur participation aux activités d'encadrement doctoral et d'évaluation de la recherche en interne. Les collaborations se densifient aussi avec plusieurs des différentes sphères académiques des champs géographiques d'intervention. Le CERDI est notamment en relation avec quelques-unes des meilleures universités de Chine, notamment les Universités de Pékin et Wuhan. Par le canal de son établissement universitaire, le CERDI est également bénéficiaire et animateur de conventions avec les universités de Dakar, Casablanca et Tunis. La capacité à maintenir et développer des démarches de coopération de haut niveau avec des organisations de bonne visibilité déterminera, à terme, la possibilité de progresser dans l'obtention de ressources complémentaires des dotations publiques de base du laboratoire et de dépasser la seule masse critique de recherche inhérente au seul effectif permanent du laboratoire.

I- 22 Le fonctionnement interne

Le laboratoire et son administration

La taille moyenne de l'unité permet une gestion largement participative. Dans sa composition, le Conseil de laboratoire est constitué pour partie de membres élus et pour partie de membres nommés. Il importe de souligner que cette instance consultative est toutefois accessible à tous les permanents, avec une voie délibérative réservée aux seuls personnels ayant cependant la qualité de membre, dans le respect de la composition

réglementaire du Conseil. La tenue des réunions du conseil de laboratoire prend la forme d'une assemblée générale. Ces réunions ont lieu autant que de besoin, en moyenne, de trois à quatre fois par an.

L'activité de séminaires internes

La mise en place d'axes thématiques de travail date du précédent quadriennal. Le fonctionnement organisationnel n'a été que partiellement modifié par cette initiative. En effet, les échanges au sein du laboratoire continuent de s'effectuer préférentiellement à deux niveaux. Il y a le niveau de l'équipe, en relation avec la notion de projet particulier, qui s'inscrit généralement dans un axe, mais peut avoir une dimension transverse. La compétitivité des entreprises relève, par exemple, de la thématique microéconomique, mais aussi de la politique macroéconomique. Il y a ensuite le niveau du laboratoire lui-même qui offre l'espace de discussion critique. Des séminaires « pléniers » ont l'intérêt d'être fédérateurs. Le laboratoire est de taille moyenne de sorte que les échanges entre tous maintiennent le lien social et suscitent des interactions utiles dans la mesure où la plupart des chercheurs sont plutôt positionnés sur deux axes qu'un seul.

Les séminaires institutionnels sont de trois types :

- Il y a d'abord les séminaires de recherche qui s'inscrivent dans le cadre de la formation initiale des étudiants de troisième cycle au niveau du master 2, plus particulièrement dédié à la recherche. Ces séminaires auxquels se joignent les chercheurs et enseignants chercheurs sont organisés par quinzaine, entre octobre et juin. Leur objectif est d'éveiller la démarche scientifique et d'amener les étudiants à discuter des publications internationales récentes ou des *working papers* émanant d'institutions (NBER, CEPR) et d'auteurs à forte visibilité. Les textes sont choisis de manière à assurer un certain équilibre à l'intérieur du laboratoire entre les différents axes thématiques. Ces séminaires bénéficient régulièrement des professeurs invités ou associés dont la participation tend à augmenter le rythme bimensuel.

- Il y a ensuite, organisés à la demande, généralement par quinzaine ou par mois, les séminaires d'analyse critique sur la recherche produite en interne. Ces présentations, ou séminaires « pléniers », pour reprendre l'expression ci-dessus, sont ouverts à des chercheurs extérieurs. Fondamentalement, ils ont toutefois pour objet de faciliter l'insertion des documents présentés dans la série : *Etudes et Documents*, en ligne sur le site Web du CERDI, et de favoriser le débouché ultérieur de la production dans les revues à comité de lecture.

▪ Il y a enfin le séminaire des doctorants, dédié à la discussion et à l'analyse critique des travaux de thèse. Une fois tous les deux mois, des doctorants procèdent à une présentation de leur travail et s'exposent ainsi à l'évaluation en présence de leur directeur de thèse. Une telle présentation est une condition *sine qua non* pour la soutenance. Elle équivaut à une véritable pré-soutenance comparable à celle que l'on peut connaître dans certaines universités françaises ou dans les pays du nord de l'Europe, mais ne porte que sur une partie de la thèse, souvent en relation avec l'écriture et la soumission d'un article de base dans des revues à comité de lecture. Ce séminaire de doctorants s'inscrit dans le cadre de l'école doctorale pluridisciplinaire (ED 245) à laquelle est affilié le CERDI. Il est aussi complémentaire des journées de l'école doctorale qui se tiennent annuellement avec les économistes du développement et de la transition de plusieurs universités françaises dont l'université d'Orléans et de Paris1. Cette activité, à la satisfaction mutuelle des parties, est reconduite avec efficacité depuis maintenant une dizaine d'années. En juin 2010, les doctorants du CERDI ont par ailleurs pu mesurer la qualité comparée de leurs travaux à la faveur de la tenue, à Clermont-Ferrand, des 9^{èmes} journées de *European Development research Network* (EUDN)

I- 23 La production scientifique de l'unité

De septembre 2006 à juin 2010, la production scientifique du CERDI a été abondante. Elle s'est inscrite dans une progression significative et continue de la qualité des supports où elle a trouvé place. Sur la période précitée, 179 articles ont été publiés dans des revues ou *Working papers* internationaux avec comité de lecture dont 111 relèvent des catégories A+, A ou B de l'AERES sous plusieurs des thématiques répertoriées par le Comité National du CNRS : "Revue généralistes", "Développement et transition" "Economie publique, "Macroéconomie, économie internationale et monnaie", "Economie de l'agriculture de l'environnement et de l'énergie"...

La production de connaissances s'est répartie sur tous les permanents du laboratoire. Le pourcentage de "publiants" est de l'ordre de 80 % si l'on définit cette qualité par une production d'au moins trois articles sur le quadriennal dans des revues à comité de lecture. La qualité des revues généralistes sollicitées avec succès s'est notamment traduite par des publications dans : *American Economic Review*, *Journal of Economic Theory*, *Journal of Public Economics*, *Review of Economics and Statistics*, *European Economic*

Review, Applied Economics, Oxford Bulletin of Economics and Statistics. Parallèlement, les grandes revues du champ thématique ont également accueilli la recherche du laboratoire, notamment les plus prestigieuses d'entre elles : *Journal of Development Economics, World Development, World Bank Economic Review, Journal of Development Studies*, sans oublier la *Revue d'Economie du Développement* dont le CERDI a la charge éditoriale et qui a été récemment classée, dans un article d'*Applied economics* traitant de la publilmétrie, parmi les revues non anglo-saxonnes de caractère influent.

En proportion des articles passés dans des revues à comité de lecture, le CERDI publie très largement en anglais. La montée de la production dans ce support linguistique a correspondu à l'effort d'élévation de la qualité des travaux menés. Les chercheurs demeurent cependant présents dans les revues de langue française, notamment la *Revue économique*, mais aussi *Economie et prévision* où P. Plane a coordonné, avec P. Malgrange, un numéro spécial dédié à l'"*économie du développement et de la transition*" faisant suite aux *Journées de l'Association française de science économique (AFSE)* de mai 2005.

Le tableau ci-dessous dresse le bilan annuel chiffré de la production scientifique (2006-2010). Comme indiqué, la présentation différencie les revues selon les niveaux de notoriété scientifique telle qu'appréciée par l'AERES. Dans un contexte où la bibliométrie et la notion d'"*impact factor*" gagnent du terrain dans les sciences sociales, le CERDI travaille à mieux mesurer son empreinte dans la communauté scientifique internationale, dans les instances nationales et européennes de la recherche. Un des moyens mobilisés consiste à développer le référencement de ses documents de travail et l'information sur les téléchargements de ses articles. Les statistiques disponibles sur ces points demeurent cependant trop récentes et trop partielles pour être interprétées de manière très significative.

Classification AERES des publications dans des revues scientifiques 2006-2010

Années	A+	A	B	C	TOTAL Revues	Autres	
2006	4 JCE EE SSM EER	2 CER JDS	16 BWHO (2) WTR EMR CJDS EP (2)	DE RED (5) RECEO EDE EL	22	12	
2007	3 AER JDE JET	4 CER (2) JAE WE	14 ADR EB (4) IJHP NSS RFE	DE (2) EP JID (2) RED	4 AC AE RDE RIO	25	17
2008	1 JDE	1 JAE	17 BWHO EP (4) JITED RD REL	EB JAG RE RED (5) REP	1 AEJ	20	16
2009	5 EE (4) WD	6 AE CER JAE (2) JM JPET	16 EJPE DE MEDJ RD RED (4) REP	ES JEI ODS RDE REL (3)	1 AC	28	15
2010	3 JPE RES WD	8 JPET JAE (3) ITPF CER WE RWE	11 ADR (2) HPP PH RERU TM	EB JWT RED (2) RFE	0	22	2
TOTAL	16	21	74	6	117	62	

(A+) : AER : American Economic Review ; EE : Ecological Economics ; EER : European Economic Review ; EI : Economie Internationale ; JCE : Journal of Comparative Economics ; JET : Journal of Economic Theory ; JDE : Journal of Development Economics ; JPE : Journal of Public Economics ; REF : Revue d'Economie Financière ; RES : Review of Economics and Statistics ; SSM : Social Science and Medicine ; WD : World Development.

(A) : AE : Applied Economics ; CER : China Economic Review ; JAE : Journal of African Economies ; JDS : Journal of Development Studies ; WE : World Economy. ; JPET : Journal of Public Economic Theory ; JM : Journal of Macroeconomics ; ITPF : International Tax and Public Finance ; RWE : Review of World Economics.

(B) : ADR : African Development Review ; BWHO : Bulletin of the World Health Organization, CJDS : Canadian Journal of Development Studies, DE : The Developing Economies ; EB : The Economics Bulletin ; EE : Ecological Economics ; EDE : Environment and Development Economics ; EL : Economics Letters ; EJPE : European Journal of Political Economy ; EMR : Emerging Market Review ; EP : Economie Publique ; EP : Economie et Prévision ES : Economic Systems ; HPP : Health Policy and Planning ; IJHP : International Journal of Health, Planning and Management ; JAG : Journal of Agricultural Economics ; JEI : Journal of Economic Integration ; JID : Journal of International Development ; JITED : Journal of International Trade and Economic Development ; MEDJ : Middle East Development Journal ; NSS : Nature Sciences et Sociétés ; PH : Public Health ; RE : Revue Economique ; RECEO : Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, RED : Revue d'Economie du Développement ; RFE : Revue Française d'Economie ; REL : Recherches Economiques de Louvain ; REP : Revue d'Economie Politique ; ODS : Oxford Development Studies ; RD : Région et Développement ; RDE : Review of Development Economics ; RERU : Revue d'Economie Régionale et Urbaine ; JWT : Journal of World Trade ; TM : Tiers Monde ; WTR : World Trade Review.

(C) : AC : Afrique contemporaine ; AE : Actualité économique ; AEJ : Asian Economic Journal ; RDE : Review of Development Economics ; RIO : Review of International Organizations.

Autres : Revues ou supports à comité de lecture mais non répertoriés à l'AERES ou par le Comité national du CNRS

Cette production de connaissances, que l'on reporte dans le tableau ci-dessus, n'est que partielle. En effet, à la production scientifique dans des revues académiques à comité de lecture, il conviendrait d'ajouter les publications dans des revues de large diffusion, les supports à comité de lecture non référencés par l'AERES, ce qui est en partie fait à travers la colonne de droite (Autres). Il conviendrait également d'y ajouter les publications individuelles et collectives sous forme notamment de contributions à ouvrages et bien sûr, les livres eux-mêmes. Toutes ces productions sont recensées plus loin de manière exhaustive avec le bilan scientifique détaillé de l'unité (E. Elgar, De Boeck, Economica, Bréal, Hachette...).

Le CERDI est largement impliqué dans l'animation extérieure de différentes sphères de recherche à la fois disciplinaires et inter-disciplinaires. Plusieurs de ses membres sont partie prenante de l'organisation et de la vie de réseaux scientifiques de portée nationale ou internationale. J-L Combes dirige le GDR 2989, S. Guillaumont a participé au Conseil d'Analyse Economique tandis que P. Guillaumont et P. Plane ont été impliqués dans *African Economic Research Consortium (AERC)*, *European Development Research Network* et le *Committee for Development Policy* des Nations unies. Certains membres se sont par ailleurs engagés dans des activités d'administration à haute visibilité. C'est ainsi que P. Dulbecco est devenu Président de l'Université d'Auvergne, que M-F. Renard est l'actuel Doyen de la Faculté de sciences économiques et de gestion, que P. Guillaumont est Président de la Fondation pour les Recherches sur le Développement International (FERDI).

I- 24 Information et diffusion de la culture scientifique

En la personne de P. Guillaumont, le CERDI assure la direction scientifique de la *Revue d'économie du développement* dont le secrétariat est géré par un ingénieur CNRS, en l'occurrence C. Lefort. Il s'agit d'une revue internationale, la plus importante en langue française dans le domaine du champ disciplinaire de l'économie du développement. Elle est éditée depuis 1993, d'abord par les PUF, puis par De Boeck. Les articles sont évalués par un comité de lecture et soumis à une double évaluation. Cette revue s'est récemment engagée à mettre en ligne, en anglais, des textes jusqu'ici publiés exclusivement en français. Cette démarche, dont le comité éditorial de la revue était demandeur depuis plusieurs années, a répondu à un objectif de promotion de la recherche en français dans le monde anglo-saxon.

La *Revue d'économie du développement* est un lieu de débat d'idées. Elle est animée par un conseil scientifique qui réunit quelques-uns des meilleurs spécialistes de

l'économie du développement. Par ailleurs, la revue est référencée dans les principales listes internationales de classement, notamment celle du *Journal of Economic Literature*. Elle entre également dans les revues identifiées respectivement par l'Agence d' Evaluation de la recherche et de l'Enseignement (AERES) et le comité national de la section 37 du CNRS.

En relation avec la diffusion de l'information scientifique, le CERDI a régulièrement organisé des colloques internationaux. La liste exhaustive s'établit comme suit :

- Premières journées du GDR 2989 "Economie du développement et de la Transition", Clermont-Ferrand, 2 et 3 juillet 2007 ;
- 6ème Colloque International sur l'Economie Chinoise "Le développement de la Chine est-il soutenable ? ", Clermont-Ferrand, 18-19 octobre 2007 ;
- Colloque GDR CNRS 2989 "Economie du développement et de la transition", Clermont-Ferrand, 15 février 2008 ;
- Second Summer School on the Chinese Economy, CERDI, Clermont-Ferrand, 30 juin-2 juillet 2008 ;
- Colloque du GDR CNRS "Economie du Développement et de la Transition", CERDI, Clermont-Ferrand, 3-4 juillet 2008 ;
- Colloque International Intégration des marchés et sécurité alimentaire dans les pays en développement, CERDI, Clermont-Ferrand, 3-4 novembre 2008 ;
- Atelier International : Déforestation tropicale : déterminants & implications politiques, CERDI, Clermont-Ferrand, 14 novembre 2008 ;
- 7th International Conference on the Chinese Economy : Thirty years of reforms : What about Capitalism in China ? (organisé en collaboration avec CCES, Fudan University, Shanghai), Clermont-Ferrand, 22-23 octobre 2009 ;
- Atelier international organisé par le "Réseau sur les incitations à la performance des prestataires de services de santé". Mécanismes d'incitation et performance des prestataires de services de santé dans les pays à faible revenu : développements récents, risques et nouveaux défis, Clermont-Ferrand, 17-18 décembre 2009 ;
- 9th European Development Network (EUDN) PhD Workshop, CERDI, Clermont-Ferrand, 24-25 juin 2010 ;
- Third Summer School on the Chinese Economy, CERDI-IDREC, CNRS/University of Auvergne, 5 July - 6 July 2010

I-3 La formation permanente et l'hygiène

I- 31 La formation permanente

Le laboratoire s'est investi dans le développement de la formation permanente de l'ensemble de ses agents. En 1999, un correspondant de formation continue a été désigné en la personne de A. Cohade, ingénieur d'études CNRS. Un plan de formation est rédigé chaque année, déposé à la délégation Rhône-Alpes Auvergne du CNRS. Ce plan met l'accent sur les domaines où la demande des agents a pu être satisfaite, mais également sur les besoins qui demeurent à couvrir.

D'une manière générale, les stages proposés ou demandés par le CERDI émanent plutôt des personnels ITA et IATOS et se révèlent à travers les entretiens individuels. Ils se rapportent à l'apprentissage des logiciels de comptabilité et de gestion financière, de fonctionnement des activités de secrétariat qui impliquent l'usage de l'informatique pour la communication de l'unité. Les besoins de ces personnels sont encore significatifs pour l'élévation des connaissances et la pratique orale de la langue anglaise. Dans cette optique, 3 agents : A. Cohade, O. Gallon et C. Lefort ont bénéficié d'une formation d'approfondissement de la pratique de l'anglais oral et écrit par e-learning et téléphone. Les chercheurs et enseignants chercheurs sont enclins à gérer par eux-mêmes les problèmes découlant de l'utilisation croissante de l'anglais en tant que langue de travail et de publication. Des apprentissages à l'intérieur de l'unité ont, par ailleurs, facilité la réduction des problèmes d'accès à la connaissance des logiciels de calcul et d'économétrie ou encore aux traitements de textes adaptés à l'usage de contenus formalisés et mathématiques.

Compte tenu du caractère international des activités du CERDI, du faible développement d'autres moyens de communication dans les pays en développement, le site internet du laboratoire joue un rôle important pour la mise en relation des chercheurs et des réseaux de recherche. Dans cette perspective, le CERDI entend bien faciliter la satisfaction des besoins de son webmaster, V. Mazenod, ingénieur d'études CNRS, dans les domaines relatifs à l'amélioration et à l'actualisation du site, à la mise en place d'un PLONE permettant la création d'un réseau de recherche ouvert vers l'extérieur. V. Mazenod a ainsi suivi plusieurs formations : en 2008 : référencement (2 jours), en 2009 : Google analytics / réseaux sociaux (3 jours) et Formation PSSI (4 jours), en 2010 : Gestion de projet informatique (3 jours). En 2010, deux formations individuelles inscrites au PFU ont été

accordées : C. Carrère, CR CNRS (LIMDEP), V. Mazenod, ITA CNRS, (Certification Symphony).

I- 32 L'hygiène et la sécurité

Le CERDI s'attache à respecter les contraintes d'hygiène et de sécurité demandées par les organismes de tutelle, mais également par la Commission départementale d'hygiène et de sécurité. Les bâtiments occupés par l'unité sont relativement récents, fin des années quatre-vingt. Jusqu'ici, il a été donc facile de satisfaire aux conditions en la matière. Sur recommandation de la Commission départementale susmentionnée, les portes coupe-feu ont été mises aux normes par une entreprise régionale dont la prestation a été couverte à hauteur de 2000 euros par une dotation exceptionnelle du CNRS.

Les 16 extincteurs que comportent les locaux ont par ailleurs été contrôlés en juillet 2006, tandis que les installations électriques ont fait l'objet de vérification par l'APAVE. A noter également qu'en matière de sécurité, 3 agents ont suivi une formation de "sauveteur secouriste du travail" : en février 2006, sur financement de l'Université d'Auvergne, pour M. Bouchut, assistant-ingénieur de l'Université, en juin 2008 pour A. Cohade et O. Gallon, ITA CNRS.

Cette formation est réactualisée et approfondie chaque année et devrait prochainement être complétée par un stage similaire en matière de protection incendie.

II- Bilan général de l'unité

La recherche du CERDI s'ordonne autour de 3 axes: Les comportements microéconomiques (Axe 1) ; La macroéconomie ouverte et la coopération internationale (Axe 2) ; Economie de la santé, économie de l'environnement et des ressources naturelles (Axe 3). La seule modification notable par rapport à la programmation quadriennale initiale a concerné le troisième axe qui a été allégé du sous-thème relatif aux institutions. Certes, la question est importante ; certains économistes y voient même le principal facteur de blocage du développement africain, malgré l'abondance de matières premières. Mais cette thématique institutionnelle s'est avérée largement transverse aux trois axes et par ailleurs, le principal producteur de connaissances sur le sujet, en l'occurrence P. Dulbecco, a pris les responsabilités de l'établissement universitaire. La préférence collective a donc été de réincorporer le sujet dans les autres axes et sous-thèmes existants.

Axe 1 : Les comportements microéconomiques et le développement

A) Economie de la production et des marchés agricoles

1) Contrats agraires

Dans un article paru dans le *Journal of Development Economics*, J.-L. Arcand (2007), C. Ai et F. Ethier formalisent le lien entre le contrat optimal de partage des coûts et la technologie de production en présence d'aléa moral. L'auteur montre que la structure contractuelle optimale est déterminée par des possibilités de substitution qui existent entre différents facteurs de production observables et aussi entre ces facteurs et l'effort inobservable. Le choix du contrat est endogène. L'approche est appliquée à un village tunisien, en recourant à une représentation Translog de la fonction de profit. Les termes du contrat se révèlent déterminer significativement l'usage des facteurs de production et conduisent à une inefficience Marshallienne.

2) L'impact des aides américaines et européennes sur le marché du coton.

Avec le soutien des Ministères de l'Agriculture et des Affaires Etrangères, et dans la perspective de la réunion ministérielle de l'OMC à Hong Kong (2005), un modèle du marché mondial du coton a été élaboré permettant d'effectuer des analyses comparatives, statiques et dynamiques, de l'impact relatif des aides américaines et européennes. L'originalité de ce travail est double : prendre en compte de façon détaillée les différentes mesures d'aides et, notamment, le nouveau dispositif européen applicable à partir de 2006 ; saisir le caractère contra- cyclique des aides, le risque de prix au niveau de l'offre de coton. La suppression des aides suscite des variations du prix mondial du coton de l'ordre de 4 à 17 % en fonction du montant initial de ces aides et des coûts de production aux USA. Il apparaît ainsi un effet déstabilisateur des aides qui amplifient les chutes de prix lorsque le marché est baissier et limitent la hausse quand le marché est porteur.

3) Formation des prix dans la filière de transformation du cacao

La Côte d'Ivoire, qui détient 45 % du marché mondial du cacao, subit une forte détérioration du pouvoir d'achat de ses exportations liée à la baisse des cours. Pourtant, en aval de la filière, le prix réel de la tablette de chocolat connaît une augmentation sensible. Cette évolution de prix relatif est une illustration de la dégradation des termes de l'échange des pays en développement par rapport aux pays industrialisés : *effet Singer Prebish*. Dans le prolongement des travaux de ces auteurs, C. Araujo Bonjean et J-F. Brun (2008) ont déterminé pourquoi la baisse du prix de la fève de cacao n'était pas répercutée sur le prix du produit transformé. Les auteurs proposent un modèle dérivé de la théorie des jeux dans lequel les prix dans la filière sont l'expression du rapport de force entre le producteur de fève (Côte d'Ivoire), et les multinationales de l'industrie de transformation. Deux cas de figure sont examinés. Dans le premier, la Côte d'Ivoire et les industriels exercent un pouvoir de marché partagé. Le pays est *price leader* « à la Stackelberg », il fixe le prix de vente de la fève en tenant compte de la réaction de l'industriel. Dans le deuxième cas, le pays n'a pas de pouvoir de marché et les industriels dominent la relation. Il en résulte un système d'équations du prix de la tablette de chocolat et de la fève de cacao qui diffère selon que la Côte d'Ivoire ou les industriels dominent dans le processus de formation des prix. Les équations de prix, de la tablette et de la fève, sont estimées pour le marché français (1960-2003). L'évolution des prix relatifs montre une forte dégradation dans les années 70-80. Cette dégradation amène à tester la stabilité des relations de long terme et à rechercher la présence éventuelle d'une rupture dans le modèle de formation des prix. Les estimations

des deux équations de prix par le filtre de Kalman, montrent que, dans la seconde moitié des années 80, les paramètres du modèle se modifient sur une période relativement courte.

4) Sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Les recherches engagées sous ce thème de l'intégration des marchés céréaliers s'inscrivent dans le cadre d'une Action de Recherche en Réseau (ACR) de l'AUF dirigée par C. Araujo Bonjean. Cette ACR, lancée en 2007, réunit des chercheurs du CERDI, de l'INRA, du CIRAD et de plusieurs laboratoires de pays africains : CIRES (Côte d'Ivoire), IER (Mali), Ecole Polytechnique de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Afristat (Mali). L'objectif de ce programme a été de mettre en évidence, à partir des prix de marchés, l'évolution des flux commerciaux au sein d'espaces nationaux et régionaux, et d'identifier les marchés qui demeurent à l'écart des flux d'échanges ainsi que les obstacles à leur intégration. Dans ces recherches, une place importante est accordée à l'évaluation des coûts de transaction qui sont au cœur de la relation d'arbitrage spatial. En 2007, ce programme de recherche a donné lieu à l'organisation d'un atelier de travail en collaboration avec le Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), le centre régional AGRHYMET, et, en 2008, à l'organisation d'un colloque international « *Market Integration and Food Security in Developing Countries* ». Ce dernier a donné lieu à un numéro spécial de la *Revue d'Economie du Développement* sur l'impact du choc pétrolier sur les marchés du mil et l'intégration régionale des marchés.

Parmi les travaux réalisés dans le cadre de ce programme, une attention particulière a été portée aux conséquences du récent choc pétrolier sur la performance des marchés du mil au Niger (cf. C. Araujo Bonjean, C. Araujo et J. Egg, 2010). L'impact de la hausse des prix du pétrole sur les marchés nigériens du mil est testé à partir d'une relation de long terme qui lie les prix du mil sur différentes places lorsque que les marchés sont arbitrés. Les résultats obtenus sur un panel de 66 paires de marchés (1990-2008), montrent une réduction de la vitesse de correction des déséquilibres de prix avec l'augmentation du prix du pétrole. L'hypothèse d'un ralentissement des échanges de céréales lié à l'augmentation du prix du pétrole ne peut donc être rejetée.

En 2009, un programme de recherche visant à renforcer les dispositifs d'alerte a été lancé sur quatre pays Sahéliens et 50 marchés (1990-2008). C. Araujo Bonjean et S. Brunelin, (2010) identifient, par un modèle VAR, deux types d'indicateurs d'alerte basés uniquement sur les prix céréaliers: un indicateur fondé sur l'écart entre le prix courant et sa valeur tendancielle et des indicateurs basés sur des modèles de prévision des prix. Les calculs

montrent que les crises sont généralement précédées d'une phase de prix élevés de sorte que l'alerte peut être donnée plusieurs mois à l'avance. S'il est bien sûr impossible de prévoir le niveau des prix futurs, les exercices de simulation, conduits à partir de modèles dynamiques simples, montrent que des prévisions à 12 mois peuvent apporter une information complémentaire utile pour la prévention des crises.

B) Microéconomie des entreprises

1) Territoire et stimulation de l'efficacité : concurrence et coopération.

Cette réflexion a été ouverte dans le cadre d'un Programme International de Coopération Scientifique (PICS) du CNRS et de la Direction Générale de la Recherche Scientifique Tunisienne (DGRST) entre le CERDI et l'Unité de la Production de la Faculté de sciences économiques de l'université de Sfax. Le PICS, conduit par P. Plane, a eu pour objectif d'identifier les moyens mis en œuvre pour aller vers une zone de libre échange entre les deux rives de la Méditerranée, notamment à travers la dynamisation de l'efficacité productive des activités manufacturières dans le textile à Sfax. La production procède ici des logiques de concentration spatiale d'entreprises ou de « districts industriels » Marshalliens qui engendrent des économies externes et facilitent la coopération. P. Dulbecco et P. Plane (2008) éclairent cette dynamique qui peut prendre des formes variées selon qu'elle est écrite ou informelle, qu'elle induit ou non des innovations partagées. Les contrats relèvent de la sous-traitance verticale et horizontale. Les données se réfèrent à une enquête réalisée en 2005 sur un échantillon représentatif de 25% des entreprises du gouvernorat. L'analyse des déterminants de la coopération est conduite en utilisant l'économétrie des variables qualitatives. Une des conclusions est que la coopération est positivement liée à la taille des entreprises et négativement à l'âge de leur dirigeant. L'émergence de la coopération est facilitée lorsque l'entreprise est exportatrice, non liée à une ascendance familiale qui est un facteur d'inertie.

2) Performance productive et convergence des productivités manufacturières

Ces travaux ont été effectués dans le cadre du PICS, en collaboration avec M. Chaffai (Sfax). En longue période, le secteur manufacturier Tunisien a-t-il obtenu de bonnes performances productives ? Un premier travail a donné lieu à une insertion dans les séries de *Working Papers* de la Banque mondiale et fait l'objet d'une publication dans *The Middle*

East Development Journal. La Productivité totale des facteurs est étudiée pour six secteurs (1983-2002). Une décomposition des productivités (PTF) à la Olley et Pakes (1996) est proposée, qui permet de distinguer les gains de productivité résultant de l'action " pure " de chacun des secteurs de l'effet de réallocation intersectorielle des ressources. L'étude se poursuit par une interrogation sur la dynamique d'intégration à l'économie mondiale par une analyse de convergence des productivités que relate l'axe 2 du présent rapport dans la mesure où ces convergences sont conditionnelles à certaines variables de politique macroéconomique. Le processus de rattrapage est marqué dans la plupart des secteurs étudiés à l'exception des industries agro-alimentaires.

3) Marché du travail, institutions, capital humain et performances productives

En prenant également la zone MENA comme terrain d'application, M-A. Veganzones-Varoudakis (2007, 2009) s'est intéressée à identifier les raisons des médiocres performances observées au sein de cet espace économique, du moins en comparaison des performances des branches et secteurs d'activités observés dans d'autres régions en développement. Les défaillances institutionnelles sont nombreuses. Elles sont autant de facteurs explicatifs qui trouvent place à côté de facteurs de caractère plus macroéconomique. Ces mesures d'inefficacité sont proposées par la construction de différents indicateurs permettant d'élaborer et de catégoriser, grâce à la technique d'analyse en composantes principales (ACP), les impacts inhérents à différents types de variables. Par ces catégorisations et techniques d'agrégation de l'information, M-A Veganzones-Varoudakis peut ensuite construire des tests de réfutation économétriques permettant de palier les problèmes classiques de colinéarité entre les différents déterminants potentiels. Dans la dimension microéconomique qui intéresse plus particulièrement cet axe, il s'avère que les marchés du travail sont particulièrement inefficaces, ce qui a pour effet d'entretenir un chômage structurel des jeunes diplômés. En élargissant les facteurs explicatifs, la gouvernance publique pose assurément problème. Elle suscite des coûts de transaction qui dissuadent les investissements privés et font obstacle à la démarche d'exportation et d'ouverture commerciale. D'une manière plus générale, M-A. Veganzones-Varoudakis met en évidence la responsabilité de l'ensemble du climat des affaires, facteur d'incertitude et de préférence des agents pour l'option d'attente plutôt que l'investissement intérieur. La poursuite des travaux dans cette voie conduira à mettre davantage en avant les entreprises à travers l'intensification des collaborations, notamment avec P. Plane.

C) Le développement et le rôle de l'Etat

1) Etats fragiles

Dans la continuité de ses travaux relatifs à la fragmentation politique et à la sécession, G. Rota-Graziosi (2007) a publié une note dans l'*American Economic Review* visant à corriger un article fondateur de cette littérature, celui de Buchanan et Faith (1987). Ces auteurs ont ignoré l'effet qu'induit la sécession sur le revenu privé des agents par la réduction de la taille des pays, donc des marchés. Leur conclusion doit alors être nuancée. La sécession demeure une menace pour le gouvernement qui pèse sur la politique fiscale de celui-ci, mais cette menace est double : elle ne concerne pas seulement la perte d'efficacité dans la production du bien public, mais également la réduction des revenus privés.

2) Interactions stratégiques inter-juridictionnelles et concurrence fiscale

N. Exbrayat (2009), en collaboration avec C. Gagné (Université Rennes) et S. Riou (Université St-Etienne), analyse l'influence du degré de flexibilité du marché du travail sur les choix fiscaux des gouvernements et la localisation des activités dans un contexte d'intégration économique. L'impact de l'intervention des syndicats sur l'intensité de la concurrence fiscale internationale est étudié à l'aide d'un modèle de commerce et de localisation à deux pays avec mobilité des capitaux. Des rigidités salariales amènent les gouvernements à alléger l'imposition des capitaux. L'intégration commerciale conduit, *in fine* à une réallocation des capitaux du pays bénéficiant d'un marché du travail concurrentiel vers celui dont le salaire est déterminé par un syndicat.

Dans N. Exbrayat (2010), avec T. Madiès (Université Fribourg) et S. Riou (Université St-Etienne), les auteurs adoptent une approche purement normative. L'objectif est de s'interroger sur l'existence de distorsions sur le marché du travail et de voir dans quelle mesure ces dernières aggravent les inefficiences dues à la concurrence fiscale. Les résultats indiquent que l'imposition des capitaux à l'équilibre non-coopératif est trop élevée dans le pays dont le salaire est concurrentiel alors qu'elle est trop faible dans le pays où le salaire est fixé par un syndicat. Ainsi, le bien-être total se verrait amélioré par une convergence fiscale. De manière intéressante, l'intégration commerciale réduit le besoin de coordination fiscale entre pays.

G. Rota-Graziosi (2010) applique, en collaboration avec H. Kempf (Université Paris 1), les jeux d'engagement proposés par Hamilton et Slutsky (1990) à la concurrence en taxe sur le capital et la consommation. Dans un article du *Journal of Public Economics*, les mêmes auteurs (2010a) montrent que le grand pays est toujours suiveur à l'Equilibre de Nash Parfait en Sous-jeu (ENPS). Ce résultat est une conséquence immédiate de la complémentarité stratégique des taux de taxe, hypothèse largement validée dans la littérature pertinente. Un corollaire important établit que le petit pays peut taxer à un taux supérieur à celui du grand pays. Ce résultat vient combler une lacune de la littérature théorique en matière de concurrence fiscale. H. Kempf et G. Rota-Graziosi (2010c) reprennent un autre modèle de concurrence fiscale, celui proposé par Kanbur et Keen (1993), qui formalise la taxation sur la consommation. Le petit pays y est également le meneur. La complémentarité stratégique des taux de taxation à la consommation induit un avantage à suivre. Le grand pays exploite l'avantage *ex ante* que lui confère sa taille et force le petit pays à mener l'ENPS. Un résultat important consiste à établir que l'harmonisation fiscale peut être inutile, car déjà atteinte à l'équilibre non-coopératif sous certaines conditions d'asymétrie entre les pays.

3) Efficacité de l'Etat

C. Grigoriou et G. Rota-Graziosi (2008, 2010) analysent l'effet de la composition optimale des dépenses publiques d'éducation et de santé sur le travail des enfants. Les auteurs proposent un modèle de ménage où le travail des enfants résulte d'un arbitrage entre scolariser ou faire travailler leur enfant. Le risque de mortalité infanto-juvénile rend le rendement de l'investissement en éducation risqué. L'impact des dépenses publiques d'éducation et de santé sur le travail des enfants est pris en compte en spécifiant un mécanisme de transmission propre à chaque type de dépense. Il apparaît plus particulièrement que les dépenses de santé permettent de réduire d'autant plus le travail des enfants que le taux de mortalité de ces agents est élevé. Par ailleurs, une aversion au risque modérée est une condition nécessaire pour que les dépenses d'éducation permettent de réduire le temps de travail. Ces résultats dérivés d'un modèle théorique sont validés empiriquement sur un panel de 66 pays en développement entre 1985 et 2000.

4) Décentralisation en Afrique Subsaharienne

Ce champ de recherche fait l'objet d'un ouvrage dirigé par G. Chambas (Axe 2) sur les ressources locales propres en Afrique Subsaharienne, ouvrage commandé par le Ministère des Affaires Etrangères. Il est aussi doté d'un financement du *National Bureau of Economic Research African Successes* sur un programme porté par G. Rota-Graziosi. Enfin, il est une partie importante d'une demande d'ANR Sud qui serait pilotée par G. Rota-Graziosi sur la question de la gouvernance supranationale et infranationale. L'analyse théorique et empirique est centrée sur les comptes budgétaires des 77 communes Béninoises. Un premier travail, récompensé par un prix Jeunes chercheurs de l'*International Institute of Public Finance*, établit qu'en dépit de la forte disparité des communes béninoises, une certaine compétition existe entre elles en matière de dépenses. De plus, cette compétition se caractérise par une complémentarité stratégique : une hausse des dépenses dans une commune induit une variation dans le même sens dans l'autre commune. Au-delà la question de l'efficacité de la décentralisation, la question de la production de biens publics est abordée en rapprochant notamment des données concernant une dizaine de pays de la région collectées par le Partenariat pour le Développement Municipal (Cotonou, Bénin) et les base DHS de la Banque Mondiale.

5) Bien public mondial

G. Rota-Graziosi (2009) a appliqué la notion de délégation stratégique à un contexte de relations internationales. Il montre qu'un accord signifiant une coopération entre deux Etats peut s'avérer inefficace tant que le choix des représentants désignés pour cette négociation demeure une compétence nationale. En effet, les populations de chaque pays auront tendance à choisir un représentant moins favorable au bien public objet de la négociation, de façon à transférer une partie de la charge financière sur l'autre pays. Ce comportement non-coopératif d'ordre politique vient annuler toute amélioration au sens de Pareto que permet la coopération visant à internaliser les externalités économiques. Il est par ailleurs montré qu'une clause de ratification du traité lui-même permettrait d'améliorer l'efficacité de ce traité en réduisant les effets néfastes de la délégation stratégique.

Dans un autre article, G. Rota-Graziosi, avec H. Kempf (2010b), propose une taxonomie des biens publics transnationaux selon que les externalités internationales sont positives ou négatives et que les interactions stratégiques induites par les biens publics nationaux sont

des compléments ou des substituts. Les auteurs développent ensuite un modèle d'engagement à la *Hamilton et Slutsky* (1990) afin d'établir, selon les cas, si un leader apparaît ou non à l'équilibre parfait en sous jeu.

6) L'Etat, les douanes et les entreprises de vérification des importations

Dans de nombreux pays en voie de développement, des Programmes de Vérification des Importations (PVI) ont été instaurés pour combattre la corruption des administrations douanières. Ils consistent à déléguer l'inspection des importations à une entreprise privée qui opère dans les pays exportateurs. De tels programmes s'avèrent particulièrement coûteux, car l'entreprise se paie généralement entre 0,5% et 0,8% de la valeur FOB des marchandises inspectées. A.M. Geourjon, V. Dequiedt et G. Rota-Graziosi (2009, 2010) analysent l'efficacité de ces programmes à la lumière de la théorie de l'agence. Recourant à un modèle d'agence hiérarchique, ils appréhendent les interactions entre le gouvernement, l'administration douanière, l'importateur et l'entreprise assurant le PVI. De cette analyse sont déduites des recommandations qui concernent notamment l'identité des contractants ou la modernisation des administrations douanières.

D) La microéconomie théorique

Les différentes recherches présentées ci-dessous ne sont pas directement liées à l'étude du développement international. Néanmoins, elles alimentent les réflexions sur les autres thèmes et fournissent des outils redéployables vers l'économie appliquée au domaine.

1) La théorie des contrats

En théorie des contrats, Vianney Dequiedt a étudié deux thèmes : le phénomène de collusion dans les enchères et les contrats bilatéraux. Le premier a donné lieu à une publication : « *Efficient collusion in optimal auctions* » dans le *Journal of Economic Theory*. Le second fait l'objet d'un projet de recherche en cours mené avec D. Martimort (EHES, Université de Toulouse 1). Concernant la collusion dans les enchères, V. Dequiedt (2007) s'intéresse au problème de mise en œuvre d'un accord collusif entre enchérisseurs dans une enchère à valeurs privées et types indépendants lorsque l'accord collusif peut décider d'une non-participation à l'enchère. Il établit que la possibilité de non-participation, suite à

l'accord de collusion, contraint significativement le profit du vendeur. Dans un modèle avec types binaires, l'enchère optimale du point de vue du vendeur est suivie par un accord de collusion qui maximise la somme des revenus des enchérisseurs.

L'étude des contrats bilatéraux s'inscrit dans le champ de recherche portant sur les contrats incomplets. V. Dequiedt et D. Martimort (2007, 2010) proposent un cadre d'analyse et un formalisme permettant d'étudier, dans une large gamme d'environnements caractérisés par de l'asymétrie d'information, le problème de décision auquel fait face un principal qui ne peut utiliser que des contrats bilatéraux pour organiser ses relations avec un groupe d'agents. La nouveauté de ce cadre d'analyse, c'est la possibilité de manipulation par le principal de l'information apprise par un contrat bilatéral, lorsqu'il traite avec les autres agents. Prendre en compte cette possibilité de manipulation et se concentrer sur les mécanismes qui sont robustes à de telles manipulations permet de retrouver la continuité du mécanisme optimal par rapport à la structure d'information et va dans la direction d'une modélisation rigoureuse d'institutions faibles.

2) La théorie des jeux

V. Dequiedt a analysé l'utilisation de la méthode axiomatique en théorie des jeux non-coopératifs. Cette recherche est menée conjointement avec P. Solal (CREUSET, Université de Saint-Etienne) dans le cadre d'un contrat d'édition avec *Economica* pour la rédaction d'un ouvrage de théorie des jeux proposant une utilisation systématique de cette méthode.

Dans cette utilisation d'outils théoriques, G. Rota-Graziosi et M. Hoffmann (Université Magdeburg) ont généralisé le modèle de Baik et Shogren (1992) en considérant la rente endogène dans un modèle de tournoi à la *Tullock*. Rota-Graziosi et Hoffmann (2010a) rapprochent ainsi la littérature sur les tournois (Dixit, 1987) de celle sur l'analyse économique des conflits (Skaperdas, 1992). Ils montrent que le joueur dominé (probabilité de victoire à l'EN inférieure à $\frac{1}{2}$, cf Dixit, 1987) peut suivre à l'ENPSJ le plus sûr (au sens d'Harsanyi et Selten, 1988). Ce résultat renverse les conclusions précédemment établies dans la littérature. Une difficulté technique apparaît liée à la non-monotonie des fonctions de réaction. G. Rota-Graziosi et M. Hoffmann (2010b) établissent, malgré tout, un résultat permettant d'identifier l'ENPS selon la pente des fonctions de réaction à l'équilibre de Nash du jeu statique uniquement.

Axe 2 : Macroéconomie ouverte et coopération internationale

Les travaux concernant cet axe de recherche se regroupent sous 5 rubriques : l'espace budgétaire (fiscalité, dépenses publiques, endettement, aide publique au développement), les flux de capitaux privés, la politique économique, l'intégration commerciale et la croissance, les changements structurels. En majorité, les travaux se situent dans le domaine de l'économie appliquée en ce sens qu'ils combinent modélisation théorique et tests économétriques avec mise en évidence des implications de politique économique. On observe cependant une progression notable de travaux de caractère théorique qui mobilisent les outils du contrôle optimal ou de la théorie des jeux. L'économétrie appliquée se réfère, pour une large part, à l'économétrie des panels dynamiques et aux séries temporelles (co-intégration linéaire et non linéaire, modèles à effet de seuil,...).

Les champs d'application sont pour l'essentiel des données internationales qui connaissent, depuis quelques années, un développement important, notamment à la faveur des efforts des institutions de Bretton Woods. Un nombre significatif de travaux se focalisent sur des pays (Chine, Madagascar, Vietnam,...) ou régions du monde, à commencer par l'Afrique au sud du Sahara, mais aussi : le Maghreb et Moyen Orient (MENA), l'ASEAN, l'ALENA, ou l'Amérique Latine. Les recherches sur la Chine sont regroupées au sein de l'Institut de Recherches sur l'Economie de la Chine (IDREC) sous la direction de M.-F. Renard. Les domaines traditionnels de réflexion (aide, union monétaire, fiscalité, taux de change, intégration commerciale,...) sont encore bien représentés, mais de nouvelles pistes ont été ouvertes en cours du quadriennal comme l'espace budgétaire ou encore, sous le chapitre de la politique économique, les interactions entre les décisions publiques et l'environnement. Les travaux sur l'aide ont bénéficié d'un financement sur 3 ans de l'Agence Nationale de la Recherche (sous la direction de G. Chambas).

A) L'espace budgétaire

Le CERDI participe à la compréhension des mécanismes de l'espace budgétaire, concept dont l'importance croît dans les instances internationales. Cet espace budgétaire peut être défini comme les ressources dont dispose un gouvernement pour atteindre ses objectifs, en particulier en matière de développement humain (J.F Brun 2009), sous les contraintes de stabilité économique et de soutenabilité de l'endettement. Autrement dit, le gouvernement doit augmenter les impôts, emprunter à des créanciers intérieurs (et au système bancaire) ou à l'étranger, mobiliser des dons extérieurs, réduire les dépenses inutiles pour accroître les dépenses publiques efficaces.

1) La Fiscalité

Des chercheurs ont porté un éclairage méthodologique sur l'évaluation des recettes publiques des pays en développement (J.F Brun, G. Chambas et J.L Combes, 2006), définissant les contours des politiques permettant d'optimiser la mobilisation des ressources publiques, en particulier dans le cadre des collectivités locales (J-F. Brun, G. Chambas et G. Rota Graziosi, 2010). Une attention particulière a été consacrée aux considérations d'économie politique de la réforme fiscale. G. Chambas et J.L Combes (2008), avec J. Attila, doctorant, ont analysé l'effet de la corruption sur la mobilisation des recettes publiques. Une analyse économétrique sur données de panel permet de ne pas rejeter l'hypothèse d'un effet négatif de la corruption sur ces recettes. De plus, et en raison probablement des opportunités différentes qu'offrent les rentes, la corruption modifie la structure du prélèvement public au profit des recettes tarifaires assises sur le commerce international et au détriment des impôts directs et indirects, en particulier la TVA. Il apparaît également qu'un canal de transmission important de la corruption sur le prélèvement public est celui transitant par un affaiblissement du civisme fiscal capté à travers des variables de l'action publique.

Malgré une littérature théorique qui semble établir l'existence d'une « courbe de Laffer de croissance économique », c'est-à-dire une courbe en cloche entre la croissance économique et le taux de prélèvement, les analyses économétriques peinent à mettre en évidence un tel lien. A. Minea (2009), en collaboration avec P. Villieu (Université d'Orléans), développe un modèle théorique explicatif. Selon leur modèle, l'indexation des courbes de Laffer de croissance par le ratio de déficit de long terme, génère une situation d'indétermination : les taxes et la croissance sont bel et bien reliées par une courbe de Laffer de croissance à déficit donné, mais, lorsque les taxes et le déficit changent conjointement, cette relation devient fortement indéterminée. Autrement dit, il existe non pas une seule courbe, mais une famille de courbes de Laffer. Cette intuition n'est pas invalidée par des estimations à l'aide de la technique de modélisation avec effet de seuil (PSTR). Dans cette ligne de travaux, H. Ehrhart (2009), doctorante, évalue empiriquement la contribution des variables institutionnelles à la mobilisation fiscale. Elle montre, en particulier, que la démocratie augmente la pression fiscale, généralement insuffisante dans les pays en développement, et cela en particulier dans les pays richement dotés en ressources naturelles.

2) L'Endettement public intérieur et financement des dépenses publiques

S. Guillaumont Jeanneney et S. Guérineau (2007) s'interrogent sur le recours possible des Etats à un endettement intérieur pour élargir l'espace budgétaire et ainsi, financer les dépenses publiques nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'article analyse cette question dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine, dont cinq Etats sur huit ont bénéficié d'importantes annulations de dettes. Il apparaît que le recours au marché financier régional est pour plusieurs pays non seulement possible, puisque le système bancaire est très liquide et que les obstacles institutionnels sont surmontables, mais également souhaitable, dans la mesure où les principaux risques associés (dette publique non soutenable, éviction des investissements privés, appréciation réelle de la monnaie) semblent actuellement limités.

3) L'Aide publique au développement

L'aide publique au développement (APD) connaît, depuis le début des années 90, de profonds changements pour répondre aux défis de la mondialisation et aux critiques sur une relative inefficacité. Elle constitue donc un objet de recherche central en économie du développement. Le CERDI a coordonné un projet de recherche intitulé « l'efficacité de l'APD ». Ce programme a été financé par une ANR qui a impliqué une dizaine de chercheurs seniors et 8 doctorants, mais aussi plusieurs chercheurs étrangers des Universités d'Oxford : C. Adam et P. Collier, d'Amsterdam (J. W. Gunning), ainsi que des chercheurs des Universités de Saint Louis (Sénégal) et de Yaoundé (Cameroun).

L'aide publique au développement est un instrument de lutte contre la pauvreté. Elle bénéficie largement aux pays les moins avancés. P. Guillaumont (2010) analyse l'origine et l'histoire de cette catégorie et en établit les fondements logiques. A cette fin, il propose une interprétation du décrochage de ces pays par rapport au reste du monde et soutient que le piège à pauvreté dans lequel ils se situent provient de la conjonction d'un faible capital humain et d'une forte vulnérabilité structurelle. Des travaux sont consacrés à l'analyse de la vulnérabilité, pour laquelle sont distinguées trois composantes : l'ampleur des chocs, l'exposition aux chocs et la résilience, les deux premières correspondant le plus à ce qui est de nature structurelle. Il apparaît que les diverses formes d'instabilité et de vulnérabilité ne sont pas seulement cause d'une moindre croissance, mais qu'elles rendent aussi la croissance moins favorable aux pauvres. (P. Guillaumont, 2006, 2007, 2009, 2010 ; P. Guillaumont (2009), en collaboration avec C. Korachais et J. Subervie, doctorantes).

S. Guillaumont Jeanneney (2006), avec D. Cohen, PSE, et P. Jacquet, AFD, a réalisé un travail visant à contribuer au renouvellement de l'analyse de l'APD et ainsi infléchir la politique de coopération de la France dans un sens plus favorable au développement des pays concernés. Ceci concerne à la fois les conditions politiques attachées à l'aide budgétaire, les modalités financières de l'aide et le choix des pays aidés (sélectivité) dans un contexte d'intenses débats de la communauté internationale sur ces questions. Dans ce même ouvrage, P. et S. Guillaumont ont montré comment une réforme des principes de sélectivité et de la conditionnalité de l'aide budgétaire devrait améliorer l'efficacité de l'aide française. Dans une contribution à ouvrage pour UN-WIDER (in Mavrotas, 2010), les mêmes auteurs établissent comment, en réformant les modalités de l'aide au développement, il est possible de concilier les deux visions souvent opposées du *Big push* et de la capacité d'absorption (cf. également L. Wagner, doctorant, 2008).

Si un courant dominant de la littérature soutient que l'aide devrait être accordée aux pays bien gouvernés, P. Guillaumont et S. Guillaumont Jeanneney, en collaboration avec J. Amprou, AFD (2007), ont montré qu'il est légitime pour les donateurs d'utiliser simultanément d'autres critères de sélection des pays aidés tels que leur vulnérabilité économique, leur faible niveau de capital humain et les liens historiques et linguistiques qui les lient à eux-mêmes, tant pour des raisons d'équité que d'efficacité. L'idée est de tenir compte, dans l'allocation géographique de l'aide, de la vulnérabilité structurelle (P. Guillaumont, S. Guillaumont Jeanneney, en collaboration avec D. Vencatachellum, Banque Africaine de Développement, 2009). Ces travaux mettent en lumière l'effet amortisseur des chocs ou effet stabilisateur de l'aide (Cf., P. Guillaumont, 2009, en collaboration avec L. Chauvet (IRD-DIAL). L'idée de tenir compte dans l'allocation géographique de l'aide de la vulnérabilité structurelle semble faire son chemin chez divers gouvernements européens. Ces travaux ont aussi été complétés (P. Guillaumont en collaboration avec R. Laajaj, 2006) par une recherche plus microéconomique reposant sur l'analyse des facteurs déterminant le taux de succès des projets de la Banque mondiale. Des travaux montrent, par ailleurs, que l'aide protège la démocratie dans les pays affectés par une forte instabilité des termes de l'échange (T. Kangoye, doctorant, 2008).

J-F. Brun, G. Chambas et S. Guerinéau (2010) analysent la relation entre l'aide reçue par les pays en développement et le niveau de leur prélèvement public. Il s'agit d'évaluer si l'aide incite les pays receveurs à réduire leur effort fiscal. Deux faits originaux sont mis en évidence. D'une part, un effet généralement positif de l'aide sur le niveau du prélèvement, mais conditionnel à la capacité institutionnelle des pays receveurs et, d'autre part, un effet homogène des prêts et des dons. Selon J. Attila, J. L. Combes et G. Chambas (2010), l'APD

peut être un facilitateur de la transition fiscale dans les pays en développement. La transition fiscale est définie comme la modification de la structure de la fiscalité consécutive aux politiques d'ouverture commerciale au détriment de la part des recettes tarifaires. Les canaux de transmission de l'APD sur la transition fiscale sont identifiés. Les auteurs montrent, à l'aide des outils économétriques sur des données de panel, que l'aide facilite la transition fiscale, le résultat étant robuste au contrôle de l'endogénéité de l'aide.

4) Les Dépenses publiques

Un certain nombre de travaux ont lié le niveau ou la composition des dépenses publiques à des variables d'économie politique. Ainsi, L.M Philippot (2008), doctorant, étudie l'impact de la rente en ressources naturelles sur la composition des dépenses publiques. Il apparaît que l'abondance en ressources naturelles génère un biais en faveur des dépenses courantes et, en particulier, des subventions. C. Vergnes (2009), doctorante, utilise des données de 42 pays en développement sur la période 1975-2001 pour tester un modèle de cycle politico-budgétaire. Elle montre, en particulier, que les années d'élection se caractérisent par une modification de la composition des dépenses publiques en faveur de dépenses « plus visibles » comme les salaires ou les subventions. Cet effet perdure, même lorsque les pays connaissent une phase d'expérience démocratique qui tend à s'étendre de par le monde en développement.

B) Les flux de capitaux privés

Les pays en développement ont connu, dans les années récentes, une croissance remarquable des flux de capitaux privés. Dans les pays à revenu intermédiaire, celle-ci est due principalement aux investissements directs étrangers et dans les pays à faible revenu, aux transferts des migrants. Si ces flux sont susceptibles d'accélérer la croissance, ils sont également potentiellement déstabilisateurs pour les économies.

1) Investissements directs étrangers

M. A Veganzones-Varoudakis, en collaboration avec K. Sekkat, Université de Bruxelles (2007), montre que la libéralisation commerciale et du marché des changes, mais aussi la présence d'infrastructures et la stabilité politique et macroéconomique favorisent les flux d'investissements directs étrangers. Ces résultats sont obtenus sur un panel de 72 pays en développement, étudiés de 1990 à 1999. Ils sont robustes aux changements de spécification et aux indicateurs de réforme commerciale et de change. Ils expliquent le faible

attire des pays MENA pour les investisseurs étrangers. Une conclusion intéressante concerne la libéralisation commerciale, dont l'impact sur l'IDE manufacturier s'avère deux fois plus fort que sur l'IDE total. Ce résultat fait de cet instrument un facteur de politique économique important pour la croissance et la compétitivité des pays en développement.

2) Transferts privés et flux migratoires

M. Goujon (2010), en collaboration avec M. Boussichas, doctorant, s'intéresse à la politique d'ouverture aux flux migratoires en provenance des pays en développement. Certes, il s'agit d'un élément important des débats relatifs à l'immigration dans les pays industrialisés, mais il n'existe pas, à l'heure actuelle, d'indicateurs satisfaisants de cette politique d'ouverture qui permettraient d'évaluer le caractère plus ou moins restrictif de la politique. Les auteurs proposent ici un indicateur original de politique d'ouverture « révélée », mesurée par l'écart entre les flux d'immigration observés et les flux d'immigration « normaux » qui résulteraient des facteurs structurels économiques, géographiques et culturels des migrations. Cet indicateur est un indicateur synthétique et relatif, permettant de comparer les différentes politiques des pays dans le temps. L'indicateur permet de distinguer les pays qui appliquent des politiques relativement ouvertes ou restrictives. Ce travail est caractéristique d'une réflexion entamée par le CERDI depuis de nombreuses années sur les indicateurs de politique économique.

C. Batisse (2009), en collaboration avec N. Zhu (Université Montréal), étudie la question de l'insertion sur le marché du travail des immigrants au Canada. Les résultats montrent que les immigrés forment un groupe hétérogène du point de vue de leurs caractéristiques individuelles et de leur employabilité. Certains restent marginalisés sur le marché du travail. C'est le cas notamment des femmes, des migrants âgés et dans un premier temps des moins qualifiés. L'assurance chômage et les prestations sociales jouent négativement sur la sortie de l'épisode de non-emploi. Le taux de chômage local exerce un effet significativement négatif sur la probabilité d'avoir un emploi et touche essentiellement l'emploi des immigrants peu qualifiés.

J.L Combes, en collaboration avec C. Ebeke, doctorant (2010), s'interroge sur l'impact des transferts de migrants sur l'instabilité de la consommation des pays bénéficiaires. D'une part, les transferts pourraient participer aux stratégies de gestion *ex ante* du risque (risk management) en favorisant la diversification des activités et en renforçant la résilience des agents aux chocs extérieurs; d'autre part, les transferts pourraient jouer *ex post* le rôle d'une assurance (risk coping) par leur caractère contra-cyclique. Des estimations économétriques obtenues par la méthode du système GMM montrent, en particulier, que les transferts

réduisent l'impact sur la volatilité de la consommation des chocs de revenus (désastres naturels, chocs agricoles, chocs budgétaires,...).

C. Ebeke (2010) examine l'impact des transferts des migrants sur les dépenses publiques. Il teste l'hypothèse selon laquelle, il s'opère une substitution partielle entre l'assurance publique et l'assurance privée qu'offrent les transferts des migrants dans les pays ouverts sur l'extérieur. Il apparaît que la contracyclicité des transferts des migrants concerne à peu près la moitié des pays de l'échantillon et qu'elle a été particulièrement marquée durant le milieu des années 1990. Par ailleurs, les estimations économétriques montrent que l'ouverture commerciale est une variable déterminante pour expliquer la contracyclicité des transferts. Il apparaît que c'est véritablement lorsque les transferts des migrants sont contracycliques qu'ils conduisent à une baisse de la consommation publique. C. Ebeke et M. Le Goff (2009), doctorants, testent l'impact des transferts de migrants sur les inégalités de revenus à l'aide d'un panel de 80 pays en développement sur la période 1970-2000. Le modèle permet de tenir compte de l'origine géographique des migrants et de leur position dans la distribution initiale des revenus. Il apparaît, en particulier, que les transferts réduisent les inégalités de revenus pour les migrants originaires du bassin méditerranéen. M. Le Goff (2010) met empiriquement en évidence l'effet favorable des transferts de migrants sur la pauvreté en particulier dans les pays les plus vulnérables.

C) La politique économique

On distingue ici les travaux portant sur la politique budgétaire, le développement financier, la politique monétaire et de change avec ses impacts sur le taux de change réel.

1) Politique budgétaire

S. Guillaumont Jeanneney (2010), en collaboration avec J. Tapsoba, FMI, évalue la pertinence du mécanisme de surveillance multilatérale des politiques budgétaires, qui impose un solde budgétaire constamment nul ou positif adopté en 1994 dans les unions monétaires africaines. Les résultats indiquent que la surveillance multilatérale crée un biais pro-cyclique de la dépense publique pendant les récessions qui s'avère plus fort que dans les autres pays africains. Ce biais pro-cyclique appelle une modification de la règle de la surveillance multilatérale afin d'y adjoindre une condition d'excédent budgétaire durant les périodes d'expansion.

J. L. Combes et P. Plane (2008), en collaboration avec N. Arry Tanimoune, Université Ottawa, étudient les effets de la politique budgétaire dans les pays de l'UEMOA, ces derniers ayant adopté, en 1999, un pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité. Le but premier du pacte est d'imposer des contraintes aux politiques budgétaires nationales de manière à prévenir les déséquilibres macroéconomiques et de préserver ainsi la crédibilité de la monnaie commune, en l'occurrence : le franc CFA. Si les efforts budgétaires peuvent entraîner une récession, par la mise en jeu des multiplicateurs keynésiens, des effets de seuil peuvent également exister dans la relation entre la politique budgétaire et l'activité. L'objectif de cet article est de tester un modèle dans lequel les effets de la politique budgétaire sont conditionnels au taux d'endettement public externe. En appliquant la logique de modélisation des seuils endogènes, initialement développée par Hansen, il apparaît qu'en moyenne, les Etats africains ont exercé une influence de type keynésien sur le produit intérieur lorsque le taux d'endettement est inférieur à 83%.

Ces effets non linéaires de la politique budgétaire trouvent une explication théorique dans A. Minéa (2009), en collaboration avec P. Villieu, (Université Orléans). Les auteurs montrent que l'existence d'un ratio de déficit constant à long terme génère une situation de multiplicité des équilibres. Par conséquent, lorsque la dette publique est faible, une hausse du déficit diminue la croissance stationnaire, alors que lorsque la dette publique est élevée, une variation du déficit a un effet indéterminé sur la croissance. Dans certains cas, notamment associés à une dette publique élevée, ce dernier effet peut être positif, mais avec un taux de croissance qui reste inférieur à la solution de Barro. Dans A. Minea (2008, 2009), en collaboration avec P. Villieu, une autre approche est développée, fondée sur la composition des dépenses publiques. A partir d'une situation initiale compatible avec la présence de dépenses publiques improductives en termes de consommation et/ou de gaspillages, une hausse du déficit peut augmenter la croissance économique de long terme à condition que le gouvernement substitue de l'investissement public à ces dépenses. Cependant, lorsque la hausse du déficit est importante, la charge de la dette l'est également et les dépenses publiques improductives ne peuvent plus être compressées. Par conséquent, les dépenses d'investissement font les frais de l'ajustement et la croissance économique diminue.

J.L. Combes (2006), en collaboration avec Saadi Sedik, FMI, analyse les effets de l'ouverture commerciale sur le solde budgétaire en distinguant l'ouverture naturelle, consécutive à des facteurs structurels et la politique d'ouverture. En utilisant la méthode du système GMM les auteurs montrent que l'ouverture commerciale, en augmentant le degré d'exposition aux chocs extérieurs, accroît l'impact négatif de l'instabilité des termes de l'échange sur le solde budgétaire. De plus, l'ouverture commerciale influence le solde

budgétaire à travers plusieurs canaux, notamment la corruption et l'inégalité des revenus... L'ouverture naturelle détériore les soldes budgétaires tandis que la politique d'ouverture les améliore.

2) Développement financier et politique monétaire

Après avoir expliqué (2006) que le développement financier peut être à l'origine d'une instabilité financière qui réduit l'impact positif du développement financier sur la croissance économique, S. Guillaumont Jeanneney (2008), en collaboration avec R. Kpodar, FMI, a étudié l'impact du développement financier et de son instabilité sur la pauvreté, au-delà de l'action à travers la croissance économique. Cette recherche amène à réhabiliter « l'effet de conduit » de Mc Kinnon. En d'autres termes, l'impact du développement financier passe par un effet de liquidité et non par le crédit. Cette hypothèse a été testée avec succès sur des données internationales en panel, avec la méthode du système GMM. S. Guillaumont Jeanneney (2006) et P.Hua (2006) avec Z. Liang, doctorant, ont aussi étudié l'effet du développement financier sur la productivité globale des facteurs, mesurée par la méthode DEA, et montré que l'effet positif du développement financier s'est plus particulièrement exercé sur l'efficacité, alors même que la plus grande part de la croissance de la productivité est due au progrès technique.

A. Minea (2008, 2009), en collaboration avec P. Villieu (Orléans), propose un modèle de croissance endogène avec dépenses publiques productives pouvant être financées par des taxes sur le revenu et par le seigneurage. Dans le modèle proposé, il existe une relation croissante entre le développement financier et les taxes et une relation décroissante entre le développement financier et le seigneurage. Ainsi, dans les pays où les institutions financières sont développées, la Banque Centrale ne récupère qu'une faible partie des recettes de seigneurage, c'est pourquoi ces pays financent leurs dépenses essentiellement par des taxes. Au contraire, lorsque la qualité des institutions financières est faible, les autorités monétaires font du seigneurage le principal moyen de financement des dépenses publiques. Des tests économétriques ne permettent pas de rejeter ces hypothèses. Sur le sujet de la Banque Centrale, S. Guillaumont Jeanneney (2006) s'est également intéressée aux avantages et aux conditions de l'indépendance de l'institution dans le cadre spécifique d'une union monétaire réunissant des pays en développement.

On considère, généralement, qu'une bonne qualité des institutions est un pré-requis pour l'instauration des régimes monétaires de basse inflation. Dans A. Minea (en collaboration avec P. Villieu, 2009), cette question est explorée dans un modèle statique de type principal-agent. Il apparaît que le fait d'imposer des règles monétaires strictes comme, par

exemple, une cible d'inflation ou un banquier central plus conservateur, force les gouvernements à augmenter leur effort afin d'améliorer la qualité des institutions de l'Etat. Une section économétrique basée sur l'analyse d'événements et une analyse en composantes principales permet d'affirmer qu'en moyenne, les pays ayant adopté des cibles d'inflation ont connu un progrès dans la qualité de leurs institutions.

M. Goujon (2006) s'intéresse au cas du Vietnam, qui s'est engagé dans une désinflation durable dans un contexte de dollarisation de son économie. L'article développe un modèle pour mettre en lumière les déterminants de l'inflation en cas de dollarisation. Les résultats des estimations montrent que l'inflation a été induite par les variations du taux de change et par un excès de monnaie au sens large. Par conséquent, la gestion des fluctuations du taux de change, combinée à une politique monétaire restrictive basée sur un agrégat monétaire large, explique le succès des autorités vietnamiennes dans la lutte contre l'inflation. M. Goujon (2006), en collaboration avec G. Duchêne, (Université Paris XII), présente l'expérience de trois économies : Vietnam, Roumanie et Ukraine, qui ont été particulièrement marquées par le phénomène de dollarisation et ont entrepris de mener une politique de dé-dollarisation avec un relatif succès. Une analyse économétrique indique que le processus de dollarisation est inertiel. Il ne réagit que peu aux réglementations, mais répond aux anticipations de dépréciation du taux de change et au taux d'intérêt sur les dépôts en monnaie nationale. Par conséquent, les politiques de change et de taux d'intérêt semblent être les instruments adéquats à la mise en œuvre d'une politique de dé-dollarisation.

A l'aide de la technique VAR, A. Minea (2008,2009), en collaboration avec C. Rault (Université Orléans), explore les réactions de l'économie Bulgare, un pays caractérisé par un système monétaire extrême, à savoir la caisse d'émission, à des chocs exogènes de politique monétaire comme, par exemple, un changement du taux d'intérêt directeur de la BCE. Les auteurs confirment le comportement endogène des variables monétaires bulgares. Pour répondre aux interrogations portant sur l'impact de long terme de la politique monétaire, A. Minea (2008), en collaboration avec C. Rault et P. Villieu (Université Orléans), construit un modèle de croissance endogène dans lequel les recettes de seignuriage, compatibles avec une règle de croissance de la masse monétaire à taux constant à long terme, peuvent financer des dépenses publiques productives. De cette manière, le seignuriage exerce un double effet : une hausse du taux de croissance de la masse monétaire génère davantage d'inflation et provoque un effet de richesse négatif sur l'accumulation de capital privé. A l'opposé, un taux de croissance monétaire plus important rapporte des ressources supplémentaires pour financer des dépenses publiques productives

avec un effet positif sur la croissance économique. Ainsi, les auteurs montrent l'existence d'une relation non-linéaire entre le taux de croissance de la masse monétaire et la croissance économique stationnaire.

3) Politique de change et taux de change réel

Bien que la plupart des pays en développement aient progressivement opté pour un taux de change flexible, qui permet une meilleure gestion du taux de change réel (TCR), la plupart des pays MENA ont donné préférence à des systèmes de change fixes. Cette politique a conduit à plusieurs épisodes de surévaluation. M-A Veganzones-Varoudakis (2007), en collaboration avec J. Keller et M. Nabli, Banque Mondiale, a pu le montrer à travers l'estimation d'un modèle de TCR à *la Edwards* sur un panel de pays à revenu intermédiaire (1970-1999). Or, cette surévaluation a un coût en termes de compétitivité et d'exportations manufacturières. Elle explique pourquoi les pays de la région sont restés à l'écart du mouvement de «globalisation». Après avoir chiffré ce coût par l'intermédiaire d'une équation d'exportation incorporant le mésalignement et la variabilité du TCR, l'auteur se pose la question du choix de cette politique de change. La réponse est donnée par l'estimation d'un modèle probit qui montre que l'adoption des taux de change fixes a été motivée par l'intérêt à la fois du secteur pétrolier et du secteur public (du fait du rôle économique de ce dernier en tant que producteur de pétrole et/ou détenteur de dettes). Ces considérations de politique économique vont à l'encontre de la compétitivité des pays MENA.

Dans le cadre d'un *Working paper* du FMI, J-L. Combes et P. Plane (2009), en collaboration avec T. Kinda, FMI, ont travaillé sur les conséquences d'une entrée massive de capitaux sur le taux de change réel. L'hypothèse testée est double. D'une part, les flux de capitaux privés sont-ils moins générateurs d'appréciation que les flux publics ? D'autre part, la flexibilité du taux de change contribue-t-elle à une moindre appréciation du taux de change et, plus généralement, à une plus forte croissance de l'économie ? Des techniques économétriques de cointégration sur données de panel sont mobilisées pour répondre à ces questions. Il apparaît que les flux publics et les flux privés contribuent à apprécier le taux de change réel. Parmi les flux privés, les investissements de portefeuille génèrent la plus forte appréciation. Par ailleurs, la flexibilité du taux de change nominal semble un instrument pertinent pour gérer l'entrée massive des flux de capitaux.

M. Goujon (2008) traite du lien entre le niveau de la démocratie et la surévaluation du taux de change à Madagascar. Une analyse de la cointégration entre les variables montre effectivement que le niveau de démocratie, mesuré par un indice des libertés de la Freedom House, est un des facteurs à long terme de l'évolution du taux de change réel dans la

période 1972-2003. Le manque de démocratie en 1972-1987 pourrait alors expliquer la forte surévaluation du taux de change réel de cette époque.

S. Guillaumont Jeanneney et P. Hua (2010) analysent les divers impacts de la politique de change de la Chine sur l'économie de ce pays. Les auteurs montrent que l'appréciation réelle du Renminbi a contribué à réduire la disparité des revenus entre la ville et la campagne, particulièrement dans les provinces de l'intérieur de la Chine. Les mêmes auteurs (2010) ont analysé les relations entre la variation du taux de change réel et la croissance de la productivité du travail et mis en évidence une sorte de cercle vertueux selon lequel l'appréciation de la monnaie accroît la productivité du travail alors même que, selon l'effet Balassa-Samuelson, la croissance de celle-ci tend à apprécier le taux de change réel. L'appréciation réelle de la monnaie a contribué à réduire l'écart de croissance de la productivité entre les provinces côtières et celles de l'intérieur, écart que les autorités chinoises souhaitent réduire voire inverser.

P. Hua (2008) estime économétriquement une fonction d'exportation bilatérale de la Chine vers les pays industrialisés. Elle met en évidence le rôle central joué par la demande des pays développés et le taux de change réel de la Chine. P. Hua (2007) teste l'impact du taux de change réel sur l'emploi en Chine. Elle révèle un impact négatif d'une appréciation du taux de change réel. De plus, elle identifie le principal canal de transmission, à savoir les transformations technologiques : l'appréciation du taux de change réel conduit à utiliser davantage d'inputs importés au détriment du travail. Les variations du taux de change réel jouent également avec le cycle d'activité un rôle crucial pour expliquer les changements dans les importations d'acier de la Chine.

4) Politique économique et interaction à l'environnement

Il s'agit là d'une rubrique qui se situe à l'intersection des axes 2 et 3 (cf infra). Dans un article paru dans le *Journal of Development Economics*, J. L. Arcand, S. Guillaumont Jeanneney et P. Guillaumont (2008) ont construit un modèle de choix entre agriculture et forêt en fonction de la rentabilité attendue de l'usage alternatif de la terre où les prix relatifs et les institutions jouent un rôle central. Le taux de change effectif réel, proxy du prix relatif du bois et des biens agricoles à l'égard des biens non échangeables, est utilisé dans une estimation économétrique sur données internationales extraites, pour les données forestières, des bases de données de la FAO. Le principal résultat est que la dépréciation réelle exerce un effet défavorable sur la couverture forestière dans les pays en développement contrairement aux pays développés. Ce résultat remet en cause, du point de vue du développement durable, les politiques systématiques de dépréciation de la monnaie.

Il conduit également à rejeter l'hypothèse d'une courbe de Kuznets environnementale pour la forêt.

P. Combes Motel, J-L Combes et A. Minéa, en collaboration avec P. Villieu (2010), s'intéressent à la compatibilité d'objectifs environnementaux et macroéconomiques en étudiant la substitution entre les recettes de seigneurage et les recettes issues de la déforestation. Un modèle théorique inspiré de Barro et Gordon (1983) est développé où les dépenses publiques peuvent être financées par les recettes de seigneurage et celles de la déforestation. Il est montré qu'une politique monétaire plus restrictive diminue le taux d'inflation optimal aux dépens de la forêt. Les résultats économétriques montrent que la substitution entre la composante exogène des recettes de seigneurage et celle issue de la déforestation est statistiquement significative. Enfin, le modèle théorique est étendu pour montrer qu'un transfert financier des pays développés vers les pays en développement peut inverser la relation et donner, par conséquent, des arguments supplémentaires aux défenseurs des mécanismes REDD.

P. Combes Motel, J-L. Combes et S. Guerineau (2010) mettent théoriquement et empiriquement en lumière le rôle joué par les phases de « credit crunch » et de « credit boom » sur la déforestation dans le continent latino américain. On reverra plus avant les implications de ce travail mais les résultats ne rejettent pas l'hypothèse que l'instabilité du crédit génère de la déforestation (infra Axe 3, B). En période de boom du crédit, celle-ci résulte principalement des grandes exploitations intensives en capital alors que dans les phases de restriction, la déforestation est la conséquence du développement des petites exploitations de type « slash and burn ».

D) L'intégration commerciale

On distingue, dans cette rubrique, les travaux relatifs à l'intégration régionale, ceux qui portent sur la diversité des exportations en longue période ou qui traitent de la politique commerciale, de ceux relatifs aux relations commerciales Chine - Afrique.

1) Intégration régionale

C. Carrère (2006) propose une méthode empirique d'évaluation des effets des accords régionaux de commerce sur l'orientation des flux commerciaux de leurs pays membres. L'objectif est d'identifier les effets de création ou de détournement de commerce. A cette fin, un modèle de gravité est estimé. De manière générale, il apparaît que la plupart des

accords ont augmenté le commerce entre leurs pays membres, mais souvent au détriment des importations en provenance du reste du monde.

C. Carrère (2006), en collaboration avec O. Cadot, (Université Lausanne), J. de Melo et Tumurchudur, (Université Genève), étudie l'accès effectif au marché offert par le régime de l'ALENA au secteur textile en se basant, entre autres, sur des estimations économétriques d'un modèle structurel. Il apparaît essentiellement une faible amélioration de l'accès au marché américain pour les exportateurs mexicains de textile suite à la mise en place de l'ALENA. Dans un travail de 2009, les mêmes auteurs développent des mesures synthétiques pour évaluer l'accès effectif au marché d'un pays bénéficiant d'un accès préférentiel. Ces mesures sont appliquées aux pays membres de l'ASEAN pour évaluer l'accès effectif dont devraient bénéficier ces pays après la signature de l'accord de libre échange avec l'UE. Il apparaît que l'accès effectif au marché européen pour les PMA membres de l'ASEAN serait divisé par deux en cas de signature de l'accord.

C. Carrère, en collaboration avec J. de Melo (2010), simule l'impact des négociations en cours (cycle de Doha) sur l'accès des PMA aux marchés de l'OCDE. Des données de commerce désagrégées au niveau HS6 sont mobilisées. Il apparaît qu'une fois prise en compte l'érosion des préférences, les PMA ne bénéficient que de 3% de marge préférentielle sur le marché européen et qu'ils sont discriminés sur le marché américain par rapport à des concurrents en développement non PMA.

J. Tapsoba, actuellement économiste au FMI et alors doctorant au CERDI (2010), étudie la relation entre la synchronisation des cycles économiques au sein des unions monétaires africaines. Celle-ci n'est pas particulièrement forte. Mais l'intensité des échanges commerciaux accroît le degré de synchronisation des cycles sur la période 1965-2004. Autrement dit, le critère d'optimalité des unions monétaires est fortement endogène.

2) Diversification des exportations et développement

C. Carrère (2010), en collaboration avec O. Cadot et V. Strauss-Khan, explore l'évolution du processus de diversification des exportations le long du processus de développement économique. Utilisant des données commerciales désagrégées au niveau HS6, les auteurs mettent en évidence une « courbe en cloche » de la diversification (diversification puis reconcentration) similaire à celle obtenue par Imbs et Wacziarg (2003) pour la production et l'emploi et compatible avec l'hypothèse de « cône de diversification ».

3) Chine-Afrique

Y. He (2010), en collaboration avec Yunnan, évalue l'évolution des positions de l'Union Européenne, des Etats-Unis et de la Chine en Afrique au niveau des échanges commerciaux, de l'IDE et de l'aide depuis 1999. Les auteurs observent une forte croissance de la présence chinoise en Afrique et constatent aussi une avancée significative des Etats-Unis dans cette région. Cependant, l'Europe occupe toujours une position dominante, en particulier en Afrique du Nord. Ils analysent ensuite l'implication de l'évolution des positions de ces puissances économiques pour le développement africain. Premièrement, l'impact positif de la présence chinoise sur le développement africain sera limité à plus long terme en raison d'un profond conflit d'intérêts entre la Chine et l'Afrique. M-F Renard (2010) évalue pour sa part l'impact du commerce et des IDE chinois sur les économies africaines.

4) Politique commerciale

B. Laporte (2006) évalue l'influence des activités de lobbying des groupes d'intérêts privés sur la politique commerciale des pays d'Afrique de l'Ouest. Les doctrines, un moment contradictoires de la Banque mondiale et du FMI, ont été un frein à la libéralisation commerciale dans les pays de l'UEMOA et ont fait le jeu des groupes de pression. Au cours des années 90, les réformes encouragées par ces deux institutions se sont rapprochées dans le cadre d'un soutien à l'intégration régionale. Bien que l'organisation institutionnelle de l'UEMOA soit plutôt favorable au statu quo en matière de réforme de la politique commerciale, ce soutien du consensus de Washington et de l'Union Européenne a permis la dé-privatisation partielle de la politique commerciale à travers la définition du tarif extérieur commun (TEC). Mais le maintien de régimes nationaux d'exonération et d'incitation fiscale réduit très largement la portée du TEC et risque de remettre en cause la pérennité de la réforme.

E) La croissance et les changements structurels

Trois thèmes ont fait ici l'objet de travaux : croissance et finance publique, croissance et réformes, croissance et inégalités territoriales : le cas de la Chine.

1) Croissance et finances publiques

A. Minea (2009), en collaboration avec P. Villieu, étudie théoriquement les effets du déficit permanent sur la croissance économique en présence de dépenses publiques productives.

Lorsque l'on considère des dépenses publiques productives, le taux de croissance économique de long-terme, en présence de déficits publics persistants (permanents, de long terme), ne peut jamais dépasser la solution de Barro (1990), à savoir un taux de croissance associé à un déficit permanent nul (ou à un budget équilibré à long terme). Pour le gouvernement, le déficit public ne s'avère pas un moyen de financement de la croissance à long terme: l'effet net de son utilisation est négatif, diminuant ainsi la croissance économique à l'état stationnaire (voir aussi A. Minéa et P. Villieu, 2008).

2) Croissance, productivité des facteurs et réformes structurelles

M-A. Veganzones-Varoudakis (2007), en collaboration avec M. Nabli, utilise l'économétrie des données de panel pour tester une équation de croissance et montrer, sur un échantillon de 44 pays en développement (1970-80 à 1999), la complémentarité entre réformes macroéconomiques et structurelles. Ces dernières, qui sont appréhendées à travers la politique commerciale et le développement financier, ne sont un facteur de croissance que dans un environnement macroéconomique stable. L'inverse est partiellement vrai, puisque les réformes macroéconomiques entraînent la croissance, même en l'absence de réformes structurelles. L'impact positif de la stabilité macroéconomique est néanmoins accru quand les réformes structurelles sont entreprises dans le même temps. L'analyse met également en évidence le rôle de l'éducation et des infrastructures physiques dans les performances de croissance des pays en développement.

M-A. Veganzones-Varoudakis (2007), avec A. Asyan et M. Nabli, Banque mondiale, montre, par ailleurs, que l'insuffisance des réformes et les incertitudes économiques expliquent le faible taux d'investissement privé des pays MENA. Ce résultat est déduit de l'estimation d'une équation d'investissement sur un panel de pays en développement. Ce travail quantifie l'impact d'une amélioration du niveau des réformes et d'une diminution de l'incertitude sur les performances d'investissement des pays MENA de l'échantillon. Un prolongement de ces résultats, en collaboration avec A. Asyan et G. Pang, Banque Mondiale (2009), a consisté à introduire dans l'analyse une autre dimension participant du climat de l'investissement: la gouvernance publique. Les conclusions empiriques ne rejettent pas l'hypothèse que la gouvernance joue un rôle décisif dans l'investissement des entreprises. Cela est particulièrement vrai pour la « qualité de l'administration », définie par le contrôle de la corruption, l'efficacité de la bureaucratie, l'attitude favorable du gouvernement vis-à-vis des investisseurs, l'indépendance du système législatif, le respect de la loi et la « stabilité politique ». En revanche, elle ne peut mettre en évidence le rôle positif joué par la « transparence du gouvernement », appréhendée par les libertés civiles et les droits politiques. Les estimations montrent, en outre, que les réformes structurelles

(ouverture commerciale, développement financier), de même que le développement humain, affectent l'investissement privé de deux façons : directement, et/ou à travers les institutions de gouvernance. Ces résultats novateurs apportent des évidences empiriques d'intérêt sur le sujet de la gouvernance et de l'investissement privé.

A. Tichit (2006) étudie les processus de transformation du marché du travail dans les anciens pays communistes pendant la phase de transition. En collaboration avec J. Fidrmuc (2009), elle identifie, par des techniques économétriques, les ruptures structurelles dans les processus de croissance des anciens pays communistes. Les ruptures apparaissent liées à des étapes dans les réformes visant à promouvoir l'économie de marché.

Dans P. Plane (2009), en collaboration avec M. Chaffai et D. Triki Guermazi, une analyse de la croissance est proposée sous l'angle des gains de productivité (PTF) observés au niveau du secteur manufacturier de la Tunisie (1983-2002). L'objectif est ici de dire dans quelle mesure il est possible de parler de rattrapage du système productif en comparaison des standards de productivité que l'on peut observer au niveau des pays de l'OCDE. Cette démarche de rattrapage est bien sûr importante pour un pays dont on connaît, par ailleurs, l'efficacité en termes de politique économique et de croissance du PIB. Les études économétriques appliquées suggèrent qu'en longue période, ce phénomène de rattrapage a été effectif pour certains des secteurs parmi les plus significatifs en regard de la structure des activités et des exportations du pays.

3) Croissance et inégalités territoriales : le cas chinois

Y. He, en collaboration avec O. Boissin (2010), analyse les enjeux, avantages et limites des principales composantes de l'ambitieuse politique de recherche scientifique et de valorisation industrielle chinoise. Piloté par l'Etat Central, le pays souhaite ainsi se positionner comme un des leaders mondiaux des activités à haut contenu technologique. Le travail les a conduits à mettre en évidence des résultats contrastés de cette politique. On observe d'abord l'enregistrement de résultats macroéconomiques spectaculaires depuis 1994 en termes de dynamique de développement, principalement induite par une politique ambitieuse de clusters sur la période 1979-2007. On observe ensuite la mise en évidence de profondes et durables inégalités régionales générées par ce même modèle de développement territorialisé de par la nature et les objectifs des acteurs présents au sein de ces zones.

M-F. Renard (2009), en collaboration avec L. Moulin, doctorant, travaillent sur l'intégration économique des provinces chinoises. J-F. Brun et M-F. Renard (2007), puis C. Batisse, J-F.

Brun et M-F. Renard (in Wu, 2006), se sont intéressés aux relations complexes entre la globalisation et l'urbanisation en Chine. A partir d'un panel de 54 villes réparties sur l'ensemble du territoire chinois, cet article étudie les déterminants de la concentration de la population urbaine sur la période 1992-2000, plus particulièrement les liens entre urbanisation et ouverture. L'analyse économétrique montre que les investissements directs étrangers jouent positivement sur la croissance urbaine. L'ouverture commerciale apparaît par ailleurs peu significative, l'influence de cette dernière semblant se répercuter essentiellement à travers la migration. Z. Liang, doctorant, (2007), montre, dans ce registre d'analyse sur la Chine, comment le développement financier est un facteur d'aggravation des inégalités entre provinces intérieures et côtières.

C. Batisse (2010), en collaboration avec C. Qin et N. Zhu, étudie l'insertion des migrants ruraux sur le marché du travail de la province du Guangdong à partir d'une base de données originales issues d'une enquête sur les paysans-ouvriers. A partir de modèles de durée, les auteurs portent attention aux caractéristiques individuelles, temporelles (évolution de la mobilité dans l'emploi au cours du temps) et spatiales (rôle du lieu d'origine). Les migrants forment un groupe hétérogène du point de vue de leurs caractéristiques individuelles et de leur employabilité. Les auteurs examinent également les déterminants du salaire urbain des paysans-ouvriers qui s'insèrent sur un marché du travail de plus en plus segmenté et fragmenté.

Axe 3 : Economie de la santé, économie de l'environnement et des ressources naturelles

Cet axe regroupe deux thématiques qui gagnent en importance à la fois dans les publications internationales du CERDI, mais également dans les formations initiales et manifestations scientifiques sous forme notamment de colloques. Pour l'une et l'autre, il y a, par ailleurs, un véritablement entremêlement des questionnements microéconomiques et macroéconomiques, d'où la légitimité de l'émancipation de cet axe par rapport aux deux précédents et la volonté d'un affichage particulier annoncée dans le précédent rapport quadriennal. Par ailleurs, sur les deux thèmes, les questions économiques afférentes bénéficient d'une actualité prolongée de nature à stimuler la réflexion scientifique et la production de connaissances dans le domaine du développement international. Pour le premier sous-thème, ce sont les engagements de la communauté internationale autour des Objectifs du Millénaire en faveur du Développement (OMD). La santé conditionne fortement

la réalisation de ces objectifs à l'horizon 2015. Pour l'autre, il suffit de mentionner l'attention portée à la problématique de gestion durable de l'environnement naturel sous une forme qui ne compromette pas le bien-être des générations futures.

A- Economie de la santé

Si la santé est un facteur de prospérité économique et de croissance, la relation entre ces variables est rendue complexe par une causalité qui peut être à double sens. Les travaux développés sur cette thématique se sont intéressés à cette relation en traitant de différents aspects :

- 1) le financement de la santé à travers l'assurance maladie, ses effets sur la performance de l'offre de soins et sur l'équité dans leur accès ;
- 2) l'efficacité des dépenses publiques de santé ;
- 3) les enjeux de l'évaluation des interventions en santé ;
- 4) le rôle des maladies sur le développement économique.

1) Assurance maladie

Une des fonctions de l'assurance est de protéger les ménages contre le risque, notamment celui du coût « catastrophique » des soins qui se manifeste lorsque les dépenses de santé représentent au moins 40% du revenu des ménages. Dans un article en révision, Xiaoxian Huang, Martine Audibert, Jacky Mathonnat et Aurore Pélissier étudient le rôle de l'assurance maladie dans la protection contre ce coût que supportent les ménages en Chine. Utilisant un modèle en panel avec effets fixes (enquêtes du CHNS), le travail empirique montre que, malgré un accroissement de la couverture sur la période étudiée (1991-2007), l'assurance maladie ne permet pas de protéger les ménages contre ces coûts et notamment contre les pertes de revenu inhérentes aux effets à long terme des maladies chroniques. Les auteurs ne rejettent pas, par ailleurs, le caractère pro-riche de l'assurance et suggèrent que cette dernière devrait compenser les pertes à long terme.

Les recherches menées par Cécile Charasse dans la province chinoise du Liaoning se situent également dans cette perspective. Les premiers résultats montrent que le système de santé offre des soins peu abordables, peu efficaces et non équitables. Ils confirment la

faible fréquentation des structures du fait de leur manque d'efficacité et de leur coût élevé de fonctionnement qui reste à la charge des ménages.

Comprendre ou identifier les facteurs qui retardent le développement de l'assurance maladie en Afrique constitue un enjeu de taille pour le financement de la santé. S'appuyant sur un échantillon de 83 pays sur la période 1995-2006, Y. Dukhan (2010) montre que l'environnement politique et institutionnel apparaît comme l'un des déterminants les plus importants pour le développement de l'assurance maladie.

2) Dépenses publiques de santé

Les mécanismes publics de financement de la santé occupent une place très hétérogène dans les pays en développement et souffrent généralement d'une faible efficacité allocative et technique. C'est dans cette problématique que s'inscrivent les travaux de J. Mathonnat publiés en 2008 dans les *Comptes Rendus de l'Académie des Sciences Morales et Politiques* ou le *Bulletin de l'OMS* et en 2009 (chapitres d'ouvrage). J. Mathonnat montre par ailleurs dans une étude (AP 27, 2010) que, malgré les contraintes budgétaires fortes, il existe des marges de manœuvre pour accroître les dépenses publiques de santé, que ces dernières soient couvertes par du financement interne ou par l'aide étrangère. Les États se doivent de mieux mobiliser ces dépenses dans une perspective d'efficacité.

3) Evaluation

L'évaluation économique est un outil permettant de mesurer l'impact et d'améliorer la performance des systèmes et programmes de santé. Dans deux articles, publiés en 2008 et en 2009, et une contribution à ouvrage, à paraître, en 2010, M. Audibert montre que les enjeux de l'évaluation sont non seulement économiques et financiers, mais aussi éthiques et sociaux. Le processus de mise en place de l'évaluation est décrit. Il fait apparaître plusieurs étapes auxquelles correspondent un ou plusieurs indicateurs spécifiques de suivi et une ou plusieurs analyses spécifiques d'évaluation (analyse logique, coûts de transaction, méthode des effets, analyse d'impact etc..). Ce processus a été appliqué dans le cadre des procédures de contractualisation et de programme de lutte contre le paludisme.

4) La santé comme facteur de la prospérité économique

Au-delà de la notion de bien-être individuel ou collectif, l'amélioration de l'état de santé des individus est un des éléments qui contribue à la croissance économique. Ce concept a été développé dans les années 1960 à la suite de nombreuses recherches visant à estimer l'impact économique d'une mauvaise santé. Après avoir connu un relatif déclin, cette problématique a été remise « au goût du jour ». Des chercheurs ont même affirmé que certaines affections, notamment le paludisme, auraient pu bloquer la croissance des pays au sud du Sahara. De vives controverses s'ensuivirent en ce qui concerne notamment les biais de mesure de l'indicateur de santé et de certaines des méthodes utilisées, y compris dans des travaux récents. L'article de M. Audibert, paru en working paper en 2009 (*AERC Framework Paper*), en cours de publication dans le *Journal of African Economies*, présente, à travers une méga-analyse, l'état des lieux de la recherche internationale récente sur cet aspect. Ces travaux mettent en évidence les insuffisances méthodologiques de nombreuses études qui ne tiennent pas suffisamment compte de la double causalité entre la santé et la croissance, mais également des erreurs de mesure de l'indicateur utilisé pour évaluer l'état de santé.

Dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique, l'assurance maladie est peu développée. Montrer que la maladie peut conduire à des pertes de revenu importantes, peut donc être une des justifications de l'investissement dans le secteur de la santé. Par ailleurs, si le développement économique peut être considéré comme un moyen d'amélioration de la santé, certaines activités économiques peuvent constituer des facteurs de risque. C'est sur ces interrelations que M. Audibert, J-F. Brun et J. Mathonnat (en collaboration avec M.C Henry) ont travaillé à partir de données originales recueillies, en Côte d'Ivoire, auprès de ménages producteurs de café, de cacao et de riz de bas-fonds. Cette étude a été menée en collaboration avec des chercheurs en épidémiologie et en entomologie de l'IRD à Bouaké. Trois équations (production de café, production de cacao, production de santé) sont estimées par les doubles moindres carrés en contrôlant pour l'hétérogénéité entre les villages et en appliquant les tests appropriés pour le contrôle de la qualité des ajustements. Les résultats d'estimation ont permis de répondre aux deux questions suivantes :

- le paludisme a-t-il un effet négatif sur la production de café et de cacao ?
- la culture irriguée de bas-fonds, permettant d'obtenir une double récolte annuelle, constitue-t-elle un facteur de risque dans la transmission du paludisme ?

L'étude ne conclut pas à un effet statistiquement significatif du paludisme sur le café et le cacao. Ce résultat s'explique, en partie, par le fait que le travail est peu déterminant dans la production de ces cultures. Par ailleurs, elle montre que les cultures de bas-fonds, malgré une présence quasi permanente de l'eau, ne constituent pas un facteur de risque du paludisme. Ce résultat est important dans la mesure où la culture irriguée a souvent été décriée par le passé à cause de ce risque potentiel, alors même qu'elle permet d'augmenter de façon significative les rendements. Ces résultats ont été présentés à différents colloques et publiés dans la *Revue d'Economie du Développement* en 2009, le *Bulletin de l'Académie Royale des Sciences d'Outre Mer*, en 2007 et une version actualisée, en Anglais, paraîtra dans la *Revue d'Economie du Développement*, juillet 2010.

B – Economie de l'environnement et des ressources naturelles

Cette thématique est relativement récente dans le laboratoire. Le positionnement du CERDI sur l'économie de l'environnement et des ressources naturelles se traduit maintenant par plusieurs publications, par la participation à des conférences dans le domaine et prochainement, par l'organisation d'une conférence internationale qui aura lieu en novembre 2010. Cette conférence bénéficiera du soutien de la *European Association of Environmental and Resource Economics* (EAERE).

La croissance économique forte que connaissent certains pays en développement ou émergents s'est accompagnée d'une exploitation plus ou moins maîtrisée des ressources naturelles et d'une pression accrue sur leur environnement. Les travaux menés sur la thématique de l'environnement et des ressources naturelles se sont articulés autour de 2 thèmes :

- 1) le rôle des institutions et notamment de l'insécurité des droits de propriété sur la terre ;
- 2) le rôle des politiques économiques et notamment des politiques macroéconomiques.

1) Le rôle des institutions

Si, d'une manière générale, l'insécurité foncière est préjudiciable à la croissance économique (Araujo et al. 2006), elle affecte principalement la pression exercée sur les ressources naturelles et l'environnement. Dans la cadre d'une collaboration avec *l'Instituto*

de *Pesquisa Ecomica Aplicada* (IPEA) de Rio de Janeiro, plusieurs études ont été menées sur l'impact de l'insécurité foncière à l'égard du phénomène de la déforestation.

Dans un article publié en 2009 dans *Ecological Economics*, Araujo et al. (2009), en collaboration avec E. Reis¹, ont étudié l'impact de l'insécurité foncière sur la déforestation. Ils ont estimé un modèle de déforestation à l'aide d'un panel sur données annuelles des états de l'Amazonie Légale au Brésil. Les conflits fonciers sont exacerbés par le fait que la législation brésilienne prévoit que des squatters peuvent acquérir un droit de propriété foncière en occupant puis en mettant en valeur des terres. La déforestation est un critère d'exploitation facile à contrôler, les propriétaires et les squatters sont alors incités à couper la forêt.

Les résultats économétriques montrent que l'insécurité foncière, mesurée par le nombre d'assassinats liés aux conflits fonciers, exerce un effet marginal positif et significatif sur la déforestation. Dans le prolongement de ce travail, un modèle théorique a été développé, qui décrit les interactions stratégiques entre les propriétaires et les squatters à travers un jeu non coopératif. La forêt vierge est considérée comme une ressource en accès libre et la déforestation génère des externalités positives (effet frontière) et négatives (effet de rareté). Ce modèle aboutit à deux propositions qui sont testées économétriquement : la déforestation augmente avec le nombre total de joueurs (exploitants agricoles) et avec le nombre de squatters, une fois contrôlée l'endogénéité de cet indicateur d'insécurité foncière. Une équation de déforestation a été testée sur un panel de 258 municipalités de l'Amazonie brésilienne sur les années 1985 et 1995. Les résultats, présentés à Berlin et à Rio Branco, questionnent les modalités de la réforme agraire au Brésil (Araujo et al. 2010).

Toujours sur le Brésil, S. Marchand (2010), doctorant, montre que l'efficacité technique exerce un effet non linéaire sur la déforestation : les exploitations agricoles les moins et les plus productives concourant à la déforestation dans l'Amazonie Légale. Ce travail montre aussi que ce ne sont pas nécessairement les grandes exploitations agricoles qui coupent le plus la forêt, une fois contrôlée pour leur productivité.

Les travaux menés dans le cadre du Programme Pluri-Formations (PPF) « Gouvernance internationale, universalisme et relativisme des règles et des institutions » mettent en évidence la contribution des institutions et notamment des origines légales dans le développement et notamment sur la déforestation. L'originalité de cette recherche est de

¹ Directeur des Etudes macroéconomiques à l'IPEA (Instituto de Pesquisa Economica Aplicada) de Rio de Janeiro et professeur invité au Cerdi.

concilier une approche juridique et économique. Elle consiste à étudier l'influence des règles juridiques et commerciales sur l'exploitation forestière. Il s'agit d'un travail d'économie appliquée (constitution de bases de données originales sur l'environnement institutionnel de l'exploitation forestière et applications économétriques), de droit comparé et d'histoire du droit. Cette recherche est menée par un doctorant bénéficiant d'une allocation de recherches ciblée sur le sujet et codirigée par un professeur en histoire du droit et dont le travail a été présenté lors du 4^{ème} congrès mondial des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (*World Congress of Environmental and Resource Economists*) à Montréal (Marchand 2010a).

Ongba (2007) s'intéresse, quant à lui, à l'économie politique de la rente pétrolière dans les Etats africains. Il met en évidence l'influence positive de la rente pétrolière sur la durée de l'exercice du pouvoir dans des pays Africains. Ce lien peut être le résultat d'une moindre pression de la communauté internationale en faveur de la transparence et du caractère démocratique des pays pétroliers.

2) Politiques économiques et déforestation

L'ACI « Politiques macroéconomiques et déforestation dans les pays en développement », obtenue en 2005, a permis de lancer plusieurs travaux qui montrent que si les politiques économiques, notamment de type macroéconomique, n'ont pas, de prime abord, des objectifs environnementaux, elles produisent un ensemble d'incitations qui affectent l'exploitation des ressources naturelles et la pression sur l'environnement. A titre illustratif, quelques auteurs soulignent que les politiques d'ajustement structurel menées par les pays en développement ont non seulement été préjudiciables au capital humain, mais aussi au capital naturel. L'idée développée dans les travaux menés au CERDI est que, même si les politiques macroéconomiques ne doivent pas être conçues uniquement dans un objectif de préservation de l'environnement, leur effet marginal sur l'environnement ne doit pas être négligé.

J. L Arcand *et al.* (2008) construisent un modèle théorique de la déforestation qui étudie, en particulier, le rôle du taux de change réel. Trois résultats sont établis : (i) un faible taux d'actualisation et de meilleures institutions réduisent la déforestation ; (ii) une dépréciation du taux de change accroît la déforestation dans les PED alors qu'il la réduit dans les pays développés ; (iii) paradoxalement, de meilleures institutions peuvent exacerber l'impact négatif d'une dépréciation du taux de change réel sur la déforestation. Ces hypothèses, testées sur un panel de 101 pays couvrant la période (1961-1988), ne sont pas rejetées. Ces

résultats suggèrent qu'à court terme, des politiques macroéconomiques, mais aussi les facteurs institutionnels et l'interaction entre les deux, sont des déterminants potentiellement importants des performances environnementales.

J. L Combes, S. Guérineau *et al.* (2010) étudient le lien pouvant relier deux caractéristiques des pays d'Amérique Latine. Ceux-ci ont d'une part connu une forte instabilité macroéconomique à l'origine de fluctuations de l'offre de crédit et, d'autre part, ont enregistré une déforestation rapide. Le travail entrepris consiste à mettre en évidence une corrélation puis une relation économétrique, dont les fondements théoriques sont examinés.

Le modèle théorique développé dans J.L Combes *et al.* (2010) en collaboration avec P.Villieu (Laboratoire d'Economie d'Orléans), montre qu'il peut, par ailleurs, exister une substitution entre les recettes de seigneurage et les recettes tirées de l'exploitation forestière. En conséquence, les politiques visant à réduire l'inflation, souvent recommandées par le FMI, peuvent conduire les décideurs politiques à accroître la pression sur leurs ressources forestières pour compenser la réduction des recettes de seigneurage. Autrement dit, il peut exister un arbitrage entre objectifs macroéconomiques et environnementaux. Cette proposition est testée sur un panel de pays en développement et n'est pas rejetée. En outre, une extension du modèle théorique permet de montrer qu'un transfert de ressources, comme celui pouvant émaner d'un mécanisme REDD, permet de concilier la politique monétaire restrictive avec la réduction de la déforestation. Ce travail a été présenté en 2010, au 50^{ème} congrès de la Société Canadienne de Science Economique.

P. Combes Motel *et al.* (2009), en collaboration avec R.Pirard (IDDRI, chercheur associé au CERDI)², reprennent ce thème des incitations directes visant à récompenser les pays ayant une déforestation relativement moins importante. Un exemple de ces incitations est le REDD qui est un mécanisme d'atténuation du changement climatique (REDD : Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation). Cet article a fait l'objet d'un commentaire dans la même revue, suivi, à la demande de l'éditeur, d'une réponse (Pirard et al. 2009). L'objectif de ces deux articles est de répondre à la question sous-jacente à la mise en œuvre du REDD. Celle-ci consiste notamment en l'établissement d'un critère : « *Compensated Successful Effort* », permettant de mesurer la déforestation évitée définie comme la différence entre la déforestation « structurelle » et la déforestation observée. Cette différence est considérée comme étant le résultat des efforts ou plus généralement de

² Romain Pirard a été recruté comme chercheur post-doctoral dans le cadre de l'ACI déjà mentionnée et a ensuite intégré l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales) où il est chargé de missions « Forêts et Climat ».

politiques favorables à l'environnement. Mais, plus fondamentalement, la question de la récompense des pays « vertueux » en matière de déforestation reste posée (Pirard & Karsenty 2009)

Enfin, on ne saurait apprécier la soutenabilité du développement sans la mise au point d'indicateurs. Gnègnè (2009) propose d'évaluer un des plus connus, l'épargne nette ajustée (ENA), que la Banque Mondiale diffuse depuis quelques années et que le récent rapport Stiglitz sur la mesure des performances économiques et du progrès social a mis en avant. S'il existe une relation positive entre l'ENA et les changements de bien-être, ce dernier s'avère faible.

III- Bilan scientifique détaillé

PUBLICATIONS CERDI

(ACL : Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées par l'AERES)

ACL 2006

- ACL 1** ARAUJO C., ARAUJO BONJEAN C., COMBES J-L., COMBES MOTEL P., "Insécurité foncière et croissance économique du Brésil", *Revue d'Economie du Développement*, N° 1, mars 2006, p. 79-97.
- ACL 2** ARAUJO C., ARAUJO BONJEAN C., COMBES J-L., COMBES MOTEL P., "Land Tenure Insecurity and Economic Growth in Brazil", *Revue d'Economie du Développement*, n° 1, 2006, p. 75-91.
- ACL 3** AUDIBERT M., "Fighting Poverty and Disease in an Integrated Approach" (Commentaire sur l'article de C.-E.A. Winslow : The Cost of Sickness and the Price of Health), *Bulletin of the World Health Organization*, Vol. 84, n° 2, February 2006, p. 151-152.
- ACL 4** BROU E.A., "On the Duration of the Financial System Stability Under Liberalization", *Emerging Markets Review*, Vol. 7, n° 2, 2006, p. 147-161.
- ACL 5** CARRERE C. (en collaboration avec CADOT O., MELO J. de, TUMURCHUDUR B.), "Product-Specific Rules of Origin in EU and US Preferential Trading Arrangements: an Assessment", *World Trade Review*, Vol. 5, n° 2, 2006, p. 199-224.
- ACL 6** CARRERE C., "Revisiting the Effects of Regional Trade Agreements on Trade Flows with Proper Specification of the Gravity Model", *European Economic Review*, 50, 2006, p. 223-247.
- ACL 7** CHARASSE C., FOURNIER M., "Health Disparities between racial groups in South Africa - A decomposition Analysis", *Social Science and Medicine*, Vol. 62, 2006, p. 2897-2914.
- ACL 8** CHEN H., "Development of Financial Intermediation and Economic Growth: The Chinese Experience", *China Economic Review*, Vol. 17, n° 4, 2006, p. 347-362.
- ACL 9** COMBES J-L., SAADI SEDIK T., "How Does Trade Openness Influence Budget Deficits in Developing Countries?", *Journal of Development Studies*, Vol. 42, n° 8, 2006, p. 1401-1416.
- ACL 10** DEMURGER S., YANG W., "Economic changes and afforestation incentives in rural China", *Environment and Development Economics*, Vol. 11, n° 5, 2006, p. 629-649.
- ACL 11** GOUJON M. (en collaboration avec DUCHENE G.), "La dé-dollarisation : les expériences du Vietnam, de l'Ukraine et de la Roumanie", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 37, n° 1, 2006, p. 127-163.

- ACL 12** GOUJON M., "Fighting inflation in a dollarized economy: The case of Vietnam", *Journal of Comparative Economics*, Vol. 34, n° 3, 2006, p. 564-581.
- ACL 13** GUILLAUMONT P., "La vulnérabilité macroéconomique des pays à faible revenu et les réponses de l'aide", *Revue d'Economie du Développement*, N° 4, décembre 2006, p. 21-77.
- ACL 14** GUILLAUMONT JEANNENEY S., KPODAR K., "Développement financier, instabilité financière et croissance économique", *Economie et Prévision*, n° 174 - 3, 2006, p. 87-111.
- ACL 15** GUILLAUMONT JEANNENEY S., "Independence of the Central Bank of West African States :An Expected Reform?", *Revue d'Economie du Développement*, n° 1, 2006, p. 43-73.
- ACL 16** GUILLAUMONT JEANNENEY S., HUA P., LIANG Z., "Financial Development, Economic Efficiency and Productivity Growth: Evidence from China", *Developing Economies*, XLIV-1, March 2006, p. 27-52.
- ACL 17** GUILLAUMONT JEANNENEY S., "L'indépendance de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest", *Revue d'Economie du Développement*, N° 1, mars 2006, p. 45-77.
- ACL 18** HE J., "Pollution Haven Hypothesis and Environmental Impacts of Foreign Direct Investment: the Case of Industrial Emission of Sulfur Dioxide (SO₂) in Chinese Provinces", *Ecological Economics*, Vol. 60, 2006, p. 228-245.
- ACL 19** LAPORTE B., "Dé-privatisation de la politique commerciale ? Le cas du tarif extérieur commun de l'UEMOA", *Canadian Journal of Development Studies*, Vol. XXVII, n° 2, 2006, p. 211-221.
- ACL 20** MATHONNAT J., "Contracting is not an end in itself? Commentaire", *Bulletin of the World Health Organization*, Vol. 84, n° 11, 2006, p. 912-913.
- ACL 21** PHAM T. K. C. (en collaboration avec AZOMAHOU T., OUARDIGHI J., VAN P. N.), "Estimation semi-paramétrique de la convergence des régions européennes", *Economie et Prévision*, n° 173, 2006, p. 97-110.

ACL 2007

- ACL 22** ARAUJO BONJEAN C., CALIPEL S., TRAORE F., "L'impact des aides américaines et européennes sur le marché international du coton : résultats d'un modèle dynamique d'équilibre partiel", *Notes et Etudes Economiques*, n° 27, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, avril 2007, p. 57-89.
- ACL 23** ARCAND J-L. (en collaboration avec AI C., ETHIER F.), "Moral hazard and Marshallian inefficiency : Evidence from Tunisia", *Journal of Development Economics*, Vol. 83, n° 2, 2007, p. 411-445.

- ACL 24** AUDIBERT M., MATHONNAT J. (en collaboration avec PAREIL D., KABAMBA R), "Analysis of hospital costs as a basis for pricing services in Mali", *International Journal of Health Planning and Management*, Vol. 22, n° 3, 2007, p. 205-224.
- ACL 25** AUDIBERT M., MATHONNAT J. et al. , "Contribution à l'épidémiologie de la malaria et à son contrôle en Côte d'Ivoire", *Bulletin des Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, Vol. 53, n° 2, 2007, p. 149-163.
- ACL 26** BRUN J-F., CHAMBAS G. (en collaboration avec LAURENT M.), "Economie politique de la réforme de transition fiscale : le cas du Maroc", *Afrique contemporaine*, n° 3/4, 2007, p. 309-324.
- ACL 27** CHAUVET P. (en collaboration avec YANITCH J-P.), "La Chine, nouvel investisseur et créancier du tiers-monde – Le cas de l'Afrique", *Techniques financières et développement*, N° 87, juin 2007, p.16-24.
- ACL 28** DEMURGER S., FOURNIER M. (en collaboration avec CHEN Y.), "The Evolution of Gender Earnings Gaps and Discrimination in Urban China, 1988-95", *The Developing Economies*, XLV, n° 1, March 2007, p. 97-121.
- ACL 29** DEQUIEDT V., "Efficient Collusion in Optimal Auctions", *Journal of Economic Theory*, Vol. 136, n° 1, 2007, p. 302-323.
- ACL 30** DEQUIEDT V. (en collaboration avec MARTIMORT D.), "Non-Manipulable Mechanisms: A Brief Overview", *Economie Publique*, n° 18-19-2006-1/2, 2007, p. 3-16.
- ACL 31** DULBECCO P. (en collaboration avec ALLEGRET J-P.), "The institutional failures of the International Monetary Fund conditionality", *The Review of International Organizations*, Vol.2, n°4, December 2007, p. 309-327.
- ACL 32** DULBECCO P. (en collaboration avec YELKOUNI M.), "Sustainable Development and Institutional Change: Evidence from the Tiogo Forest in Burkina Faso", *Journal of International Development*, Vol. 19, n° 8, 2007, p. 1043-1058.
- ACL 33** GUERINEAU S., GUILLAUMONT JEANNENEY S., "Le temps retrouvé de l'endettement interne en Afrique. Le cas de l'UEMOA", *Revue Française d'Economie* ,Vol. XXII, n° 1, juillet 2007, p. 73-105.
- ACL 34** GUILLAUMONT P., "La vulnérabilité économique, défi persistant à la croissance africaine", *African Development Review*, Vol. 19, n° 1, avril 2007, p. 123-162.
- ACL 35** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec AMPROU J.), "Aid Selectivity According to Augmented Criteria", *World Economy*, Vol. 30, n° 5, May 2007, p. 733-763.
- ACL 36** HAO R., "Efficience technique, croissance économique et égalité régionale en Chine: une approche de frontières stochastiques", *L'Actualité économique*, Vol. 83, n° 3, septembre 2007, p. 297-320.
- ACL 37** HUA P., "Real exchange rate and manufacturing employment in China", *China Economic Review*, Vol. 18, 2007, p. 335-353.

- ACL 38** KONSEIGA A., "Household Migration Decisions as Survival Strategy: The case of Burkina Faso", *Journal of African Economies*, Vol. 16, n° 2, March 2007, p.198-233.
- ACL 39** MELO J. de , "Migration, investissement et commerce : relation et implications politiques. Commentaires", *Revue d'Economie du Développement*, N° 2-3, Numéro spécial : Migrations et développement : des avantages partagés ?, Conférence AFD/EUDN, 2006, septembre 2007, p. 37-47.
- ACL 40** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Un modèle simple de croissance endogène avec effet de seuil des politiques monétaire et fiscale", *Revue Economique*, Vol. 58, n° 3, p. 649-659.
- ACL 41** OMGBA L.D., "Oil rents and the tenure of the leaders in Africa", *The Economics Bulletin*, Vol. 3, n° 42, 2007, p. 1-12.
- ACL 42** PIRARD R. (en collaboration avec KARSENTY A.), "Forêts tropicales : la question du Bien Public Mondial", *Revue Forestière Française*, Vol. 59, n° 5, 2007, p. 537-545.
- ACL 43** PIRARD R. (en collaboration avec KARSENTY A.), "Changements climatiques : faut-il récompenser la 'déforestation évitée' ?", *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 15, n° 4, 2007, p. 357-369.
- ACL 44** RENARD M-F. (en collaboration avec FLEISHER B.M.), "Editorial Introduction : "Symposium on China in the World Economy: Internal Challenge and International Challenges", *China Economic Review*, Vol. 18, n° 3, 2007, p. 207-208.
- ACL 45** ROTA GRAZIOSI G., "Secession and the Limits of Taxation: Toward a Theory of Internal Exit: Comment", *The American Economic Review*, Vol. 97, n° 1, March 2007, p. 534-537.
- ACL 46** TAPSOBA J-A., "Bilateral Trade and Business Cycles Synchronization: African Monetary Integration Perspective", *The Economics Bulletin*, Vol. 6, n° 25, 2007, p. 1-15.
- ACL 47** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A. et ERSOY Z.), "What Types of Perceived Governance Indicators Matter the Most for Private Investment in Middle East and North Africa", *The Economics Bulletin*, Vol. 5, n° 8, 2007, p. 1-16.
- ACL 48** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A. et NABLI M.K), "Do the Weaknesses in the Quality of Public Government Explain Low Private Investment in the Middle East and North Africa", *Asian-African Journal of Economics and Econometrics*, n° 1, 2007, p. 211-235.
- ACL 49** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A.F., NABLI M.K.), "Governance institutions and Private Investment: An Application to the Middle East and North Africa", *The Developing Economies*, Vol. XIV, n° 3, 2007, p. 339- 377.
- ACL 50** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec NABLI M. K.), "Reform Complementarities and Economic Growth in the Middle East and North Africa", *Journal of International Development*, Vol. 19, n° 1, 2007, p. 17-54.

ACL 51 VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec SEKKAT K.), "Openness, Investment Climate, and FDI in Developing Countries", *Review of Development Economics*, Vol. 11, n° 4, novembre 2007, p. 607-620.

ACL 2008

ACL 52 ARAUJO BONJEAN C., BRUN J-F., "Pouvoir de marché dans la filière cacao : l'hypothèse de Prébish et Singer revisitée", *Economie et Prévision*, n° 186, n° 5, 2008, p.133-144.

ACL 53 ARCAND J.-L., GUILLAUMONT JEANNENEY S., GUILLAUMONT P., "Deforestation and the Real Exchange Rate", *Journal of Development Economics*, Vol. 86, n° 2, June 2008, p. 242-262.

ACL 54 ARCAND J-L., LABAR K., "Santé et salaires : une estimation en variables instrumentales sur un panel de travailleurs chinois", *Economie et Prévision*, Vol. 186, n° 5, 2008, p. 89-100.

ACL 55 AUDIBERT M., "Enjeux, approches et contraintes de l'évaluation dans les pays à faible revenu", *Comptes Rendus de l'Académie des Sciences. Les Comptes Rendus Biologie*, tome 331, fascicule 12, décembre 2008, p. 1007-1015.

ACL 56 AUDIBERT M., MATHONNAT J., DUKHAN Y. (en collaboration avec CHEN N., MA A., YIN A.), "Activité et performance des hôpitaux municipaux en Chine rurale. Une analyse sur données d'enquêtes dans la province de Shandong", *Revue d'Economie du Développement*, n° 1, mars 2008, p. 63-100.

ACL 57 DJIOFACK C. (en collaboration avec CADOT O., MELO J. de), "Préférences commerciales et règles d'origine : perspectives des Accords de Partenariat Economique pour l'Afrique de l'Ouest et centrale", *Revue d'Economie du Développement*, n° 3, septembre 2008, p. 5-48.

ACL 58 GOUJON M., "L'indice de développement humain : une évaluation pour la Réunion", *Région et Développement*, n° 27, 2008, p. 225-244.

ACL 59 GOUJON M., "Démocratie et surévaluation du taux de change : le cas de Madagascar", *Revue d'Economie du Développement*, n° 3, septembre, 2008, p. 87-113.

ACL 60 GOURDON J. (en collaboration avec MAYSTRE N. and MELO J. de, "Openness, Inequality and Poverty: Endowment Matter?", *Journal of International Trade and Economic Development*, vol.17, n° 3, 2008, p. 343-378.

ACL 61 GRIGORIOU C., ROTA GRAZIOSI G., "Working versus schooling: the impact of social expenditure", *Recherches Economiques de Louvain*, Vol. 74, n° 1, 2008, p. 33-52.

ACL 62 GUILLAUMONT JEANNENEY S., HUA P., "L'appréciation du renminbi et l'inégalité des revenus entre la ville et la campagne en Chine", *Revue d'économie du développement*, n° 2, juin 2008, p. 97-124.

- ACL 63** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S., "L'aide au développement revisitée .*Commentaire*", Vol. 31, n° 121, Printemps 2008, p. 293-296.
- ACL 64** HAO R., "Opening up, Market Reforms, and Convergence Clubs in China", *Asian Economic Journal*, Vol. 22, n°2, June 2008, p. 133-160.
- ACL 65** HUA P., "Exports Towards Industrialized Countries", *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, Vol. 6, n° 3, August 2008, p. 241-259.
- ACL 66** HUA P. (en collaboration avec XIAOLING H., CHARLENE X., XIAOJU H.), "Globalisation and China's iron and steel industry: modelling China's demand for steel importation", *Journal of Chinese Economic and Foreign Trade Studies*, Vol. 1, n° 1, 2008, p. 62-74.
- ACL 67** KANGOYE T., "Instability from trade and democracy: the long-run effect of aid", *Economics Bulletin*, vol. 6, n° 41, 2008, p. 1-16.
- ACL 68** KINDA T., "Infrastructures et flux de capitaux privés vers les pays en développement", *Revue économique*, Vol. 59, n° 3, mai 2008, p. 537-547.
- ACL 69** LAAJAJ R. (en collaboration avec CHHIBBER A.), "Disasters, Climate Change and Economic Development in Sub-Saharan Africa: Lessons and Directions", *Journal of African Economies*, Vol. 17, AERC supplement 2, 2008, p. ii7-ii49.
- ACL 70** MATHONNAT J., "The case for public intervention in financing health and medical services", *Bulletin of the World Health Organization*, Vol. 86, n° 11, November 2008, p. 905-908.
- ACL 71** MATHONNAT J., "Financement public de la santé en Afrique, contraintes budgétaires et paiements directs par les usagers : regards sur des questions essentielles", *Comptes Rendus de l'Académie des Science, Les Comptes Rendus Biologies*, tome 331, fascicule 12, décembre, 2008, p. 942-951.
- ACL 72** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.) , "Un réexamen de la relation non linéaire entre déficits budgétaires et croissance économique", *Revue Economique* Vol. 59, n° 3, 2008, p. 561-570.
- ACL 73** MINEA A. (en collaboration avec RAULT C., VILLIEU P.), "Further Theoretical and Empirical Evidence on Money to Growth Relation", *Economics Bulletin*, Vol. 5, n° 21, p. 1-7.
- ACL 74** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Faut-il financer l'investissement public par emprunt ? Les enseignements d'un modèle de croissance endogène", *Revue Economique*, Vol. 59, n° 1, 2008, p. 5-32.
- ACL 75** MINEA A., "The Role of Public Spending in the Growth Theory Evolution", *Journal for Economic Forecasting* , Vol. 9, n° 2, 2008, p. 99-120.
- ACL 76** PLANE P., COMBES J-L. (en collaboration avec. ARY TANIMOUNE N.), "La politique budgétaire et ses effets de seuil sur l'activité en Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA)", *Economie et Prévision*, Vol. 186, n° 5, 2008, p. 145-162.

- ACL 77** PHAM T.K.C., "L'hypothèse d'utilité relative dans l'analyse économique : enjeux et conséquences", *Revue d'Economie Politique*, Vol 118, n° 4, juillet-août 2008, p. 541-572.
- ACL 78** PHILIPPOT L-M., "Rente Naturelle et Composition des Dépenses Publiques", *Reflets et Perspectives de la Vie Economique*, Vol. 47, n° 4, 2008, p. 49-63.
- ACL 79** PIRARD R., "Estimating opportunity costs of avoided deforestation (REDD): application of a flexible stepwise approach to the Indonesian pulp sector", *International Forestry Review*, Vol. 10, n° 3, September 2008, p. 512-522.
- ACL 80** PLANE P. (en collaboration avec MALGRANGE P.), "L'économie du développement et de la transition". Introduction au numéro spécial, *Economie et Prévision*, Vol. 186, n° 5, 2008, p.1-9.
- ACL 81** PLANE P., DULBECCO P., (en collaboration avec BRESSON F., CHAFFAI M.), "Coopération industrielle et développement territorial : le textile et l'habillement à Sfax", *Revue d'économie du développement*, n° 2 juin, 2008, p. 37-60.
- ACL 82** SUBERVIE J., "The variable response of agricultural supply to world price instability in developing countries", *Journal of Agricultural Economics*, vol. 59, n° 1, février 2008, p. 72-92.
- ACL 83** TRANCHANT J-P., "Fiscal Decentralisation, Institutional Quality and Ethnic Conflict: A Panel Data Analysis (1985-2001)", *Conflict, Security & Development*, Vol. 8, n° 4, December 2008, p. 491-514.
- ACL 84** XU Z. (en collaboration avec ZHU N.), "Urban Growth Determinants in China", *The Chinese Economy*, Vol. 41, No.1, 2008, p.7-35.

ACL 2009

- ACL 85** ARAUJO C., ARAUJO BONJEAN C., COMBES J-L., COMBES MOTEL P. (en collaboration avec REIS E.J.), "Property rights and deforestation in the Brazilian Amazon", *Ecological Economics*, Vol. 68, 2009, p. 2461-2468.
- ACL 86** ATTILA G., CHAMBAS G., COMBES J-L., "Corruption et mobilisation des recettes publiques : une analyse économétrique", *Recherches économiques de Louvain*, Vol. 75, n° 2, 2009, p. 229-268.
- ACL 87** AUDIBERT M., "Evaluation de la lutte anti-vectorielle : approche économique", *Médecine Tropicale*, Vol. 69, n° 2, 2009, p. 185-193.
- ACL 88** AUDIBERT M., BRUN J-F., MATHONNAT J. (en collaboration avec HENRY M-C.), "Effets économiques du paludisme sur les cultures de rente : l'exemple du café et du cacao en Côte d'Ivoire", *Revue d'économie du développement*, n° 1-2, 2009, p. 145-166.
- ACL 89** AUDIBERT M., MATHONNAT J. (en collaboration avec BERTHELEMY J-C.), "Introduction", *Revue d'économie du développement*, n° 1-2, 2009, p. 5-7.

- ACL 90** CADOT O., MELO J. de (en collaboration avec DUTOIT L.), "The Elimination of Madagascar's Vanilla Marketing Board, 10 Years on", *Journal of African Economies*, Vol. 18, n° 3, 2009, p. 388-430.
- ACL 91** COMBES J.-L., COMBES MOTEL M. (en collaboration avec PIRARD R.), "A response to the commentary on "Compensated Successful Efforts", *Ecological Economics*, Vol. 68, 2009, p. 2179-2181.
- ACL 92** COMBES MOTEL P., COMBES J.-L. (en collaboration avec PIRARD R.), "A methodology to estimate impacts of domestic policies on deforestation: Compensated Successful Efforts for "Avoided Deforestation" (REDD)", *Ecological Economics*, Vol. 68, 2009, p. 680-691.
- ACL 93** DEQUIEDT V., GEOURJON A.-M., ROTA-GRAZIOSI G., "Les programmes de vérification des importations (PVI) à la lumière de la théorie de l'agence", *Afrique contemporaine*, n° 230, 2009/2, 2009, p. 151-166.
- ACL 94** DJIOFACK-ZEBAZE C. (en collaboration avec KECK A.), "Telecommunications Services in Africa: The Impact of WTO Commitments and Unilateral Reform on Sector Performance and Economic Growth", *World Development*, Vol. 37, n° 5, 2009, p. 919-940.
- ACL 95** EXBRAYAT N. (en collaboration avec CASSETTE A.), "De la nature des interactions fiscales au sein de l'UE27", *Région et Développement*, Vol. 30, n° 2, 2009, p. 119-140.
- ACL 96** EXBRAYAT N. (en collaboration avec GAGNE C., RIOU S.), "Trade integration and the destination of subsidies", *Recherches Economiques de Louvain*, Vol. 75, n° 4, 2009, p. 407-423.
- ACL 97** GNEGNE Y., "Adjusted net saving and welfare change", *Ecological Economics*, Vol. 68, 2009, p. 1127-1139.
- ACL 98** GOURDON J., "Explaining Trade Flows: Traditional and New determinants of Trade Patterns", *Journal of Economic Integration*, Vol. 24, n° 1, 2009, p. 53-86.
- ACL 99** GUILLAUMONT P., "An Economic Vulnerability Index: Its Design and Use for International Development Policy", *Oxford Development Studies*, Vol. 37, n° 3, September 2009, p. 193-228.
- ACL 100** GUILLAUMONT P. (en collaboration avec CHAUVET L.), "Aid, Volatility, and Growth Again: When Aid Volatility Matters and When it Does Not", *Review of Development Economics*, Vol. 13, n° 3, 2009, p. 452-463.
- ACL 101** GUILLAUMONT P., KORACHAIS C., SUBERVIE J., "Comment l'instabilité macroéconomique diminue la survie des enfants", *Revue d'économie du développement*, n°1-2, 2009, p. 9-32.
- ACL 102** HAO R. (en collaboration avec WEI Z.), "Measuring inter-provincial income inequality in China: a sensitivity Analysis", *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, Vol. 7, n°1, February 2009, p. 55-76.
- ACL 103** HAO R. (en collaboration avec WEI Z.), "Sources of Income Differences Across Chinese Provinces During the Reform Period: A Development Accounting Exercise", *The Developing Economies*, Vol. 47, n° 1, March 2009, p. 1-29.

- ACL 104** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Investissement public et effets non-linéaires des déficits budgétaires", *Recherches économiques de Louvain*, Vol. 75, 2009/3, 2009, p. 281-311.
- ACL 105** MINEA A. (en collaboration avec RAULT C.), "Some New Insights into Monetary Transmission Mechanism in Bulgaria", *Journal of Economic Integration*, Vol. 24, n° 3, 2009, p. 563-595.
- ACL 106** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Borrowing to Finance Public Investment? The "Golden Rule of Public Finance" Reconsidered in an Andogenous Growth Setting", *Fiscal Studies*, Vol. 30, n° 1, 2009, p. 103-133.
- ACL 107** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Threshold effects in monetary and fiscal policies in a growth model: Assessing the importance of the financial system", *Journal of Macroeconomics*, Vol. 31, 2009, p. 304-319.
- ACL 108** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Impôt, déficit et croissance économique : un réexamen de la courbe de Laffer", *Revue d'Economie Politique*, n°4, juillet-août 2009, p. 653-675.
- ACL 109** PIRARD R. (en collaboration avec KARSENTY A.), "Climate Change Mitigation: Should "Avoided Deforestation" (REDD) Be Rewarded?", *Journal of Sustainable Forestry*, Vol. 28, n° 3, April 2009, p. 434-455.
- ACL 110** PIRARD R. (en collaboration avec MAYER J.), "Complementary labour opportunities in Indonesian pulpwood plantations with implications for land use", *Agroforestry Systems*, Vol. 76, n° 2, juin 2009, p. 499-511.
- ACL 111** PLANE P. (en collaboration avec CHAFFAI M., TRIKI GERMAZI D.), "TFP in Tunisian Manufacturing Sectors: Convergence or Catch-up with OECD Members", *Middle East Development Journal*, Vol. 1, n° 1, 2009, p. 123-144.
- ACL 112** ROTA-GRAZIOSI G., "On the Strategic use of Representative Democracy in International Agreements", *Journal of Public Economic Theory*, Vol. 11, n° 2, 2009, p. 281-296.
- ACL 113** TAPSOBA S. J-A., "Trade Intensity and Business Cycle Synchronicity in Africa", *Journal of African Economies*, Vol. 18, n° 2, March 2009, p. 287-318.
- ACL 114** TAPSOBA S. J-A., "Hétérogénéité des chocs et viabilité des unions monétaires en Afrique de l'Ouest", *Revue Economique et Monétaire*, n° 1, Juin 2009, p. 29-48.
- ACL 115** TAPSOBA S. J.A., "West African Monetary Integration and Interstates Risk-Sharing", *Journal of Monetary and Economic Integration*, Vol. 9, n°1, June 2009, p. 31- 50.
- ACL 116** TICHIT A. (en collaboration avec FIDRMUC J.), "Mind the Break! Accounting for Changing Patterns of Growth during Transition", *Economic Systems*, Vol. 33, n° 2, juin 2009, p. 138-154.
- ACL 117** TSAFACK TEMAH C., "Les déterminants de l'épidémie du VIH/SIDA en Afrique subsaharienne", *Revue d'économie du développement*, n° 1-2, 2009, p. 73-106.

- ACL 118** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A. et PANG G.), "Uncertainty, Economic Reforms and Private Investment in the Middle East and North Africa", *Applied Economics*, Vol. 41, 2009, p. 1379-1395.
- ACL 119** VERGNE C., "Democracy, elections and allocation of public expenditures in developing countries", *European Journal of Political Economy*, Vol. 25, n°1, 2009, p. 63-77.
- ACL 120** YANG W., "Economic Structural Changes and Rural Income: Evidence from Chinese Provinces during the Reform Period", *China Economic Review*, Vol. 20, n° 4, 2009, p. 742-753.

ACL 2010

- ACL 121** ARAUJO BONJEAN C., COMBES J-L., "De la mesure de l'intégration des marchés agricoles dans les pays en développement", *Revue d'Economie du Développement*, N° 1, mars 2010, p. 5-20.
- ACL 122** ARAUJO C., ARAUJO BONJEAN C. (en collaboration avec EGG J.), "Choc pétrolier externe et performance des marchés des céréales : le marché du mil au Niger", *Revue d'Economie du Développement*, N° 1, mars 2010, p. 47-70.
- ACL 123** AUDIBERT M. (en collaboration avec AJAKAIYE O.), "Endemic Diseases and Development: An overview", *Journal of African Economies*, Supplement 2010, sous presse.
- ACL 124** AUDIBERT M., "Endemic diseases and agricultural productivity: Challenges and policy response", *Journal of African Economies*, Supplement, 2010, sous presse .
- ACL 125** AUDIBERT M., BRUN J-F., MATHONNAT J. (en collaboration avec HENRY M-C.), "Malaria and agricultural production: Are there bi-directional effects? The case of coffee and cocoa in Côte d'Ivoire", *Revue d'Economie du Développement*, 2010, sous presse.
- ACL 126** BOUSSICHAS M., GOUJON M., "Un indicateur de politique d'ouverture à l'immigration", *Revue Française d'Economie*, n° 3, Vol. XXIV, janvier 2010, p. 41-78.
- ACL 127** CARRERE C. (en collaboration avec MELO J. de), "The Doha Round and Market Access for LDCs: Scenarios for the EU and US Markets", *Journal of World Trade*, Vol. 44, n° 1, Janvier 2010, p. 251-290.
- ACL 128** CARRERE C. (en collaboration avec MELO J. de, TUMURCHUDUR B.), "Disentangling Market Access Effects of Preferential Trading Arrangements with an Application for ASEAN Members under an ASEAN-EU FTA", *The World Economy*, Vol. 33, n° 1, January 2010, p. 42-59.
- ACL 129** CARRERE C. (en collaboration avec CADOT O. et STRAUSS-KHAN V.), "Export Diversification: What's behind the Hump? ", *Review of Economics and Statistics*, 2010, à paraître.
- ACL 130** CASSILDE S., "Couleur et race au Brésil. Stratégies individuelles et stratégies collectives", *Raison Présente*, numéro thématique "Racisme, race et sciences

sociales" (coordonné par Juan Matas et Roland Pfefferkorn), n° 174, 2ème trimestre 2010, à paraître.

- ACL 131** DECAMPS M., VICARD F. : "Mesurer le développement durable : jeux d'indicateurs et enjeux locaux", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 2010, à paraître.
- ACL 132** DRABO A., "Environment Quality and Economic Convergence: Extending Environmental Kuznets Curve Hypothesis", *Economics Bulletin*, Vol. 30, n° 2, 2010, p. 1617-1632.
- ACL 133** EBEKE C. "The Effect of Remittances on Child Labor: Cross-Country Evidence", *Economics Bulletin*, Vol. 30, n° 1, 2010, p. 351-364.
- ACL 134** EXBRAYAT N. (en collaboration avec RIOU S. et MADIES T.), "International tax competition: do public good spillovers matter?", *International Tax and Public Finance*, 2010, à paraître.
- ACL 135** GUILLAUMONT P., "Assessing the Economic Vulnerability of Small Island Developing States and the Least Developed Countries", *Journal of Development Studies*, Vol. 46, n° 5, May 2010, p. 828-854.
- ACL 136** GUILLAUMONT JEANNENEY S., HUA P., "How does real exchange rate influence labour productivity in China?", *China Economic Review*, 2010, à paraître.
- ACL 137** GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec KPODAR K.), "Financial Development and Poverty Reduction: Can There Be a Benefit Without a Cost?", *Journal of Development Studies*, 2010, à paraître.
- ACL 138** HE Y. (en collaboration avec SHI Y.), "Les positions de l'Europe, des Etats-Unis et de la Chine en Afrique: Implication pour son développement", *Tiers Monde*, N°201, 2010, p.193-214.
- ACL 139** HUANG X., AUDIBERT M., MATHONNAT J., PELISSIER A., "Catastrophic costs of health shock on income losses: What implications for insurance in China?", *Health Policy and Planning*, 2010, à paraître.
- ACL 140** KINDA T., "Investment Climate and FDI in Developing Countries: Firm-Level Evidence", *World Development*, Vol. 38, n° 4, 2010, p. 498-513.
- ACL 141** KINDA T. (en collaboration avec LOENING J.L.), "Small Enterprise Growth and the Rural Investment Climate: Evidence from Tanzania", *African Development Review*, Vol. 22, n° 1, 2010, p.173-207.
- ACL 142** KPODAR K., DJIOFACK C., "The Distributional effects of oil price changes on household expenditures: Evidence from Mali", *Journal of African Economies*, 2010, à paraître.
- ACL143** MALIKI AMADOU M. (en collaboration avec SANOGO I.), "Rice market integration and food security in Nepal: The role of cross-border trade with India", *Food Policy*, Vol. 35, n° 4, 2010, p. 312-322.

- ACL 144** MELO J. de (en collaboration avec GRETHER J-M., MATHYS N.A.), "Global manufacturing SO2 emissions: does trade matter?", *Review of World Economics*, Vol. 145, n° 4, 2010, p. 713-729.
- ACL 145** MIJIYAWA A., "Fighting inflation in developing countries: Does democracy help? An empirical investigation", *Journal of International Development*, 2010, à paraître.
- ACL 146** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Endogenous Growth, Government Debt and Budgetary Regimes (by A. Greiner & W. Semmler): A Corrigendum", *Journal of Macroeconomics*, 2010, à paraître.
- ACL 147** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Développement financier, institutions et croissance : les enseignements d'un modèle simple", *Région et Développement*, 2010, à paraître.
- ACL 148** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "NS « Développement financier, institutions et croissance » : introduction", *Région et Développement*, Vol. 32, n° 2, à paraître.
- ACL 149** MINEA A. (en collaboration avec VILLIEU P.), "Financial Development, Institutional Quality and Maximizing-Growth Trade-Off in Government Finance", *Economic Modelling*, Vol.27, n° 1, p. 324-335.
- ACL 150** ROTA GRAZIOSI G. (en collaboration avec KEMPF H.), "Leadership in Public Good Provision: a Timing Game Perspective", *Journal of Public Economic Theory*, 2010, p. 763-787.
- ACL 151** ROTA GRAZIOSI G. (en collaboration avec KEMPF H.), "Endogenizing leadership in tax competition", *Journal of Public Economics*, Vol. 94, 2010, p. 768-776.
- ACL 152** TAPSOBA S. J-A., "Trade Intensity and Business Cycle Synchronicity in Africa", *African Development Review*, Vol. 22, n° 1, March 2010, p. 149-172.
- ACL 153** TOURE H., AUDIBERT M. (en collaboration avec DABIS F.), "Could pay-for-performance schemes help improve programs effectiveness in resource-limited settings? The case of prevention of mother-to-child transmission of HIV (PMTCT)", *Public Health*, 2010, à paraître.

(ACLN : Articles dans des revues avec comité de lecture non répertoriées dans des bases de données internationales)

ACLN 2006

- ACLN 1** ARAUJO C., ARAUJO BONJEAN C., COMBES J-L., COMBES MOTEL P., "Relação entre mercado de terras, crescimento econômico e insegurança fundiária explicada por um modelo a geração imbricada", *Revista de Economia Política*, vol. 26, n° 4 (104), octobre-décembre, 2006, p. 575-595.
- ACLN 2** BATISSE C., "Lectures critiques sur l'ouvrage de Yanrui Wu intitulé : « China's Economic Growth. A Miracle with Chinese Characteristics", *Perspectives chinoises*, N° 94, mars-avril, 2006, p. 67-68.
- ACLN 3** BRUN J-F., CHAMBAS G., COMBES J-L., "Recettes publiques des pays en développement. Méthode d'évaluation", *Statéco*, N° 100, 2006, p. 163-171.
- ACLN 4** DEMURGER S., FOURNIER M. (en collaboration avec SHI L.), "Urban Income Inequality in China revisited, 1988-2002", *Economic Letters*, Vol. 93, n° 3, 2006, p. 354-359.
- ACLN 5** DEMURGER S., FOURNIER M. (en collaboration avec SHI L. et ZHONG W.), "Economic Liberalization and Rising Segmentation in China's urban labor market", *Asian Economic papers*, Vol. 5, n° 3, 2006, p. 58-101.
- ACLN 6** GOUJON M., GUERINEAU S., "The modification of the Chinese exchange rate policy : Its rationale, extent and recent developments", *China Perspectives*, N° 64, 2006.
- ACLN 7** GOUJON M., GUERINEAU S., "The modification of the Chinese exchange rate policy : its rationale, extent and recent developments", *China Perspectives*, N° 64, 2006.
- ACLN 8** GUILLAUMONT P., LAAJAJ R., "When Instability Increases the Effectiveness of Aid Projects", *World Bank Policy Research Working Paper*, n° WPS4034, 2006, 29 p.
- ACLN 9** KPODAR K., "Distributional Effects of Oil Price Changes on Household Expenditures: Evidence from Mali", IMF Working Paper n° 06/91, 2006, 31 p.
- ACLN 10** KPODAR K. (en collaboration avec COADY D., EL-SAID M., GILLINGHAMR., MEDAS P., NEWHOUSE D.), "The Magnitude and Distribution of Fuel Subsidies: Evidence from Bolivia, Ghana, Jordan, Mali, and Sri Lanka" ,IMF Working Paper n° WP/06/247, International Monetary Fund, 2006, 37 p.
- ACLN 11** MINEA A., "Méthodes de décomposition tendance-cycle : quelques enseignements théoriques et empiriques", *Studia Oeconomica*, 2006, Vol. 51, n° 1, p.3-26.
- ACLN 12** PLANE P. (en collaboration avec CHAFFAI M., TRIKI GUERMAZI D.), "Total Factor Productivity in Tunisian Manufacturing Sectors. Convergence or Catch-

up with OECD Members" ,World Bank Working Paper Series,n° 45, June 2006, 27 p.

- ACLN 13** RENARD M-E., "Inégalités et soutenabilité de la croissance chinoise", AGIR, n° 26/27, mai 2006, p. 111-117.
- ACLN 14** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A.F. et NABLI M.K.), "Governance Institutions and Private Investment. An Application to the Middle East and North Africa", Bogazici University Research Papers, ISS/EC 2006-08, Istanbul, 2006, 52 p.
- ACLN 15** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec A.F. AYSAN et G. PANG), "Uncertainty, Economic Reforms and Private Investment in the Middle East and North Africa", Bogazici University Research Papers, ISS/EC 2006-07, Istanbul, 2006, 35 p.
- ACLN 16** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A. F. et NABLI M A.), "Governance and Private Investment in the MENA Countries", Policy Research Working Paper Series, the World Bank, Washington D.C, N° 3934, 2006, 64 p.

ACLN 2007

- ACLN 17** GOURDON J., "Explaining Trade Flows: Traditional and New Determinants of Trade Patterns", Munich Personal RePEc Archive n° 4175, November, 2007, 53 p.
- ACLN 18** GOURDON J. (en collaboration avec CERNAT L.), "Is the concept of sustainability sustainable? Developing the Sustainable Tourism Benchmarking Tool?", In series : Assuring Development Gains from the International Trading System and Trade Negotiations?, UNCTAD publication, United Nations, 2007, 27 p.
- ACLN 19** GRIGORIOU C. (en collaboration avec CADOT O. et TUMURCHUDUR B.), "Commerce méditerranéen du textile-habillement: vers une amélioration des préférences", *Die Volkswirtschaft*, n° 80, Nov. 2007, p. 19-22.
- ACLN 20** GRIGORIOU C., "Landlockedness, infrastructure and trade: new estimates for Central Asian countries", Policy Research Working Paper n°4335, The World Bank, Washington, 2007.
- ACLN 21** GUILLAUMONT P., "Assessing the Economic Vulnerability of Small Island Developing States and the Least Developed Countries", United Nations University/UNU-WIDER, *Research paper* n° 2007/40, June, 37 p.
- ACLN 22** GUILLAUMONT P., "Aid Works Best in Vulnerable Countries, Poverty in Focus", International Poverty Centre, October 2007, p.14-15.
- ACLN 23** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S., "Big Push versus Absorptive Capacity. How to reconcile the Two Approaches", UNU-WIDER Discussion Paper n° 2007/05, October 2007, 23 p.
- ACLN 24** PIRARD R. (en collaboration avec BILLE R.), "La conservation de la biodiversité dans le cadre de l'aide au développement : une synthèse

critique ,Institut du Développement Durable et des Relations Internationales", *Collection Analyses*, n° 1, 2007, 27 p.

ACLN 25 PIRARD R. (en collaboration avec COSSALTER C.) , "The Revival of Industrial Forest Plantations in Indonesia's Kalimantan Province", Center for International Forestry Research, *Working Paper* ,n° 37, 2007, 64 p.

ACLN 26 VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A (en collaboration avec AYSAN A.F. et ERSOY Z.), "What Type of Perceived Governance Institutions Matters the Most for Private Investment in the Middle East and North Africa", Bogazici University Research Papers, ISS/EC 2007-01, Istanbul, 2007,18 p.

ACLN 27 VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A.F.), "How Do Political and Governance Institutions Affect Private Investment Decisions? An Application to the Middle East and North Africa", Bogazici University Research Papers, ISS/EC 2007-05, Istanbul, 2007, 38 p.

ACLN 2008

ACLN 28 ATTILA G., "Is corruption contagious? An econometric analysis", *NUP Working Paper n° 742, Department of International Economics, Norwegian Institute of International Affairs*, 2008, 33 p.

ACLN 29 BATISSE C. (en collaboration avec SELIM M.), "Du socialisme (de marché) au post-communisme - Singularités et unicité dans la globalisation du capitalisme", *Autrepart*, N° 48, décembre 2008, p. 3-12.

ACLN 30 GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec KPODAR K.), "Financial Development and Poverty Reduction: Can There Be a Benefit Without a Cost?", *IMF Working Paper, WP/08/62, International Monetary Fund*, March 2008, 36 p.

ACLN 31 GUILLAUMONT P., "An Economic Vulnerability Index: Its Design and Use for International Development Policy", *UNU-WIDER Research Paper n° 2008/99*, November 2008, 32 p.

ACLN 32 GUILLAUMONT P., "Adapting Aid Allocation Criteria to Development Goals" An Essay for the UN Development Cooperation Forum, FERDI Working Paper, May 2008 (also available on UN website).

ACLN 33 GUILLAUMONT P., CHAUVET L., "Aid, Volatility and Growth Again. When Aid Volatility Matters and When It Does Not", *UNU-WIDER Research Paper n° 2008/78*, 2008,13 p.

ACLN 34 GUILLAUMONT P., KORACHAIS C., SUBERVIE J., "How Macroeconomic Instability Lowers Child Survival", *UNU-WIDER Research Paper n° 2008/51*, May 2008,17 p.

- ACLN 35** MATHONNAT J., "Financement de la santé, recouvrement des coûts et contrainte budgétaire dans les pays en développement", *Comptes Rendus de l'Académie des Sciences Morales et Politique*, Elsevier, décembre 2008.
- ACLN 36** MIJIYAWA A.G., "Sustained Economic Growth: Do Institutions Matter, and Which One Prevails?", *Cato Journal*, Vol. 28, n° 3, 2008, p. 385-420.
- ACLN 37** PIRARD R. (en collaboration avec DURAND F.), "Quarante ans de politique forestière en Indonésie, 1967-2007", *Cahiers d'Outre-Mer*, Vol. 244, 2008, p. 407-431.
- ACLN 38** RENARD M-F., " Quel développement économique pour la Chine ? ", *Constructif*, n°21, 2008.
- ACLN 39** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A.F., NABLI M.K.), "The Role of Governance Institutions on Private Investment: The Case of Middle East and North Africa", *Economic Research Forum Working Papers*, N. 384, 2008, Le Caire.

ACLN 2009

- ACLN 40** BATISSE C. (en collaboration avec ZHU N.), "Migrations intra-contininentales, emplois et discriminations : le cas des paysans-ouvriers de la province du Guangdong", *Espaces - Populations – Sociétés*, 2010, à paraître.
- ACLN 41** DIALLO A.B. (en collaboration avec BANERJEE S., FOSTER V., WODON Q.), "Trends in Household Coverage of Modern Infrastructure Services in Africa", *Policy Research Working Paper n° 4880*, The World Bank, March 2009, 29 p.
- ACLN 42** DIALLO A.B. (en collaboration avec WODON Q., BANERJEE S., FOSTER V.), "Is Low Coverage of Modern Infrastructure Services in African Cities due to lack of Demand or lack of Supply", *Policy Research Working Paper n° 4881*, The World Bank, March 2009, 22 p.
- ACLN 43** GOUJON M., "Indice de développement humain: des progrès depuis 20 ans mais un retard persistant", INSEE, *Economie de la Réunion*, n° 134, 2009, p. 32.
- ACLN 44** GUILLAUMONT JEANNENEY S., GUILLAUMONT P. (en collaboration avec VENCATACHELLUM D.), "Accounting for Vulnerability of African Countries in Performance Based Aid Allocation" *Working paper series*, African Development Bank Group, Working paper n° 103, October 2009, 24 p.
- ACLN 45** GUILLAMONT JEANNENEY S., GUILLAUMONT P., "State Fragility and Economic vulnerability: What is Measured and Why?", Paper prepared for the Conference on "The challenges of fragility to development policy" in Barcelona, Spain, 7-8 May 2009, *European Report on Development*, 2009, 23 p.
- ACLN 46** GUILLAUMONT P., "Faut-il abandonner l'objectif du 0,7% ?", *L'ENA hors les murs*, Dossier : L'aide publique au développement face aux crises, n° 388, janvier-février, 2009, p. 34-36.

- ACLN 47** GUILLAUMONT P., "Assessing the impact of the special support measures for least developed countries: an analytical framework and some preliminary results", UN Department of Economic and Social Affairs, CDP Secretariat, March 2009.
- ACLN 48** GUILLAUMONT P., "World Crisis and Protecting Low-Income Countries against Exogenous Shocks". Communication au "*Joint Ministerial Forum on Debt Stability*" Commonwealth Secretariat and Organisation internationale de la francophonie, Washington, April 23, 2009. Version française "Crise mondiale et protection des pays à faible revenu contre les chocs exogènes », *Working Paper Ferdi/ P4*, 2009, 22 p.
- ACLN 49** GUILLAUMONT P. (en collaboration avec AUDIGUIER C.), "Aid effectiveness for poverty reduction : macroeconomic overview and emerging issues", A report for the Department of Economic and Social Affairs (DESA), United Nations, *Working Paper Ferdi /P5*, April, 2009, 37 p.
- ACLN 50** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S., "State Fragility and Economic Vulnerability. What is measured and why?", *European Report on Development*, 2009, 23 p.
- ACLN 51** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec VENCATACHELLUM D.), "Accounting for Vulnerability of African Countries in Performance Based Aid Allocation", Working paper series, African Development Bank Group, Working paper n° 103, October 2009, 24 p.
- ACLN 52** KINDA T., PLANE P., VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A., "Firms' Productive Performance and the Investment Climate in Developing Economies. An Application to MENA Manufacturing", The World Bank Middle East and North Africa Region, Policy Research Working Paper 4869, March 2009, 51 p.

ASCL 2010

- ACLN 53** KPODAR K. (en collaboration avec GBENYO K.), "Short-Versus Long-Term Credit and Economic Performance: Evidence from the WAEMU", IMF Working Papers 10/115, International Monetary Fund, 2010.
- ACLN 54** GUILLAUMONT P., KORACHAIS C., "When Unstable, Growth is Less Pro-Poor", *UNU-WIDER Research paper*, 2010, à paraître.
- ACLN 55** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S., "Why to stay on the wrong way in aid allocation?", *FERDI Working Paper*, March 2010.

(OS : Ouvrages scientifiques ou chapitres de ces ouvrages)

OS 2006

- OS 1** BASSOLE L., "Responsabilité conjointe et performance des groupes de crédit", Plane P., Decaluwé B., Mourji F. (dirs.), *Le Développement face à la Pauvreté*, Economica, 2006, p. 126-139.
- OS 2** BATISSE C., BRUN J-F., RENARD M-F., "Globalization and the Growth of Chinese Cities", *Globalization and the Chinese City*, Wu F. (dir.), Routledge, 2006, p. 47-59.
- OS 3** BRESSON F., "Effet du développement financier sur les inégalités au travers des investissements productifs et éducatifs", Plane P., Decaluwé B., Mourji F. (dirs.), *Le Développement face à la Pauvreté*, Economica, 2006, p.75-94.
- OS 4** BRUN J-F., Commentaire sur "Faut-il une autorité financière unique pour assurer la stabilité financière", 3^{ème} Colloque BCEAO « Stabilité financière et gestion macroéconomique dans l'UMOA », Dakar 22-23 août 2005, 2006, p.69-70.
- OS 5** CARRERE C. (en collaboration avec MELO de J.), "Are different Rules of Origin Equally Costly? Estimates from NAFTA", *The Origin of Goods, Rules of Origin in Regional Trade Agreements*, Chapitre 5. Cadot O., Estevadeordal A., Suwa-Eisenmann A., Verdier T. (dirs.), Oxford University Press, 2006, p.191-212.
- OS 6** DEMURGER S., "Croissance", *Dictionnaire de la Chine*. Sanjuan T. (dir.), Armand Colin, 2006, p. 58-59.
- OS 7** FOIRRY J-P., *L'Afrique : continent d'avenir ?*, Transversale, Débats. Collection dirigée par Alain Nonjon, Ellipses, 2006, 238 p.
- OS 8** GOI I., "Services", *Dictionnaire de la Chine*. Sanjuan T. (dir.), Armand Colin, 2006, p. 233-234.
- OS 9** GUERINEAU S., "Budget", *Dictionnaire de la Chine*. Sanjuan T. (dir.), Armand Colin, 2006, 26 p.
- OS 10** GUILLAUMONT P., "Convergence et mondialisation : quand les économistes rencontrent Teilhard", Actes du colloque international Pierre Teilhard de Chardin 2005, Aubin, 2006, p. 238-242.
- OS 11** GUILLAUMONT P., "Macroeconomic Vulnerability in Low-Income Countries and Aid Responses", *Securing Development in an Unstable World*, Bourguignon F., Pleskovic B., Van der Gaag J. (dirs.), Annual Bank Conference on Development Economics, Europe 2005, Washington DC., The World Bank, 2006, p. 65-108.
- OS 12** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S., "Vers une nouvelle aide au développement", *De l'économie industrielle à la stratégie d'entreprise. Mélanges en l'honneur de Jean Parent*, Pelé M. (dir.), PUF, 2006, p. 139-149.

- OS 13** GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec COHEN D. et JACQUET P.) , "La politique d'aide au développement de la France ", *La France et l'aide publique au développement*, Cohen D., Guillaumont Jeanneney S. et Jacquet P. (dirs.), Introduction générale, Le Conseil d'Analyse Economique, La documentation française, 2006.
- OS 14** GUILLAUMONT P. (en collaboration avec GUILLAUMONT JEANNENEY S.), "Efficacité, sélectivité et conditionnalité de l'aide", *La France et l'aide publique au développement*, Cohen D., Guillaumont Jeanneney S., Jacquet P. (dirs.), Conseil d'Analyse Economique, La Documentation Française, 2006, p. 97-166.
- OS 15** GUILLAUMONT JEANNENEY S., KPODAR K., "Développement financier, instabilité financière et réduction de la pauvreté", *Le Développement face à la Pauvreté*, Plane P., Decaluwé B., Mourji F. (dirs.), Economica, 2006, p. 48-74.
- OS 16** HE J., "L'environnement en Chine. Une dimension négligée ?", Chapitre 6, Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 119-143.
- OS 17** LAPORTE B., "Country Studies : Bénin", African Economic Outlook, OECD, La Documentation Française, 2006, p. 121-135.
- OS 18** MATHONNAT J., AUDIBERT M., "Aide extérieure au secteur de la santé – Choix des instruments et enjeux", *L'assurance maladie en Afrique francophone. Améliorer l'accès aux soins et lutter contre la pauvreté*, Dussault G., Fournier P. et Letourmy A. (dirs.), Banque mondiale, Economica, 2006, p. 163-193.
- OS 19** PLANE P. (en collaboration avec DECALUWE B. et MOURJI F.), "Développement économique, croissance et réduction de la pauvreté : arbitrage ou synergies ?", *Le Développement face à la Pauvreté*, Chapitre introductif, Decaluwé B., Mourji F., Plane P. (dirs.), Economica, 2006, p.1-19.
- OS 20** RENARD M-F., "Consommation", *Dictionnaire de la Chine*. Sanjuan T. (dir.), Armand Colin, 2006, p. 48-49.
- OS 21** RENARD M-F., "Inégalités de revenus", *Dictionnaire de la Chine*. Sanjuan T. (dir.), Armand Colin, décembre, 2006, p. 133-134.
- OS 22** SOUCHE S., "Transport", *Dictionnaire de la Chine*. Sanjuan T. (dir.), Armand Colin, 2006, 258 p.
- OS 23** VEGANZONES M-A. (en collaboration avec AYSAN A. et NABLI M.K.), "Are Governance Institutions Responsible for Deficient Private Investment in the Middle East and North Africa?" ,International Management Development Yearbook,Vol. XV, Erdener K. et Talha H. (dirs.), International Business Press (IBP), the Haworth Press of New York, London and Oxford, 2006, p.124-130.
- OS 24** VEGANZONES-VAROUKAKIS M-A. (en collaboration avec PISSARIDES C.), "Labor Markets and Economic Growth in the MENA Region?", *Explaining Growth in the MENA Region*, Pesaran H. et Nugent J.B. (dirs.), décembre, 2006, p.137-158.

OS 2007

- OS 25** DULBECCO P. (en collaboration avec ALLEGRET J-P.), "Enforcing the IMF in the Global Economy: an Institutional Analysis", *Post-Keynesian Principles of Economic Policy*. Gnos C., Rochon L.P. (dirs.), Volume II, Cheltenham: Edward Elgar, 2007.
- OS 26** GUILLAUMONT JEANNENEY S., "Comment je suis devenue économiste". Assen Slim (dir.), Le Cavalier Bleu Editions, Paris, novembre 2007, p. 133-152.
- OS 27** GUILLAUMONT P., GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec JACQUET P., CHAUVET L., SAVOYE B.), "Attenuating through Aid the Vulnerability to Price Shocks", *Economic Integration and Social Responsibility*. (2004 Annual World Bank Conference on Development Economics-Europe). Bourguignon F., Jacquet P., Pleskovic B. (dirs.), World Bank, Oxford University Press, 2007, p. 337-349.
- OS 28** MATHONNAT J., AUDIBERT M., "AIDS: free access to treatment : A public health necessity or economic heresy? Issues and challenges from an economic perspective", *Humanitarian Stakes*, MSF Switzerland's Review on Humanitarian Stakes and Practices, Médecins Sans Frontières, Artze Ohne Grenzen, 2007, p. 44-47.
- OS 29** PIRARD R. (en collaboration avec ROKHIM R.), "Asia Pulp and Paper: a business rationale based on debt entrenchment and financial expropriation", *Corporate Governance in the 21st Century*, Lowery K.V. (dir.), Nova Publishers, New York, Chapter 2, 2007, p. 67-88.
- OS 30** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec NABLI M.K.), "How Does Exchange Rate Policy Affect Manufactured Exports in the MENA countries", *Breaking the Barriers to Higher Economic Growth. Better Governance and Deeper Reforms in the Middle East and North Africa*, Nabli M.K. (dir.), The World Bank, Washington, D.C, octobre, 2007, p. 381-398.
- OS 31** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec NABLI M.K.), "Reform Complementarities and Economic Growth in the Middle East and North Africa", *Breaking the Barriers to Higher Economic Growth. Better Governance and Deeper Reforms in the Middle East and North Africa*, Nabli M.K.(dir.),The World Bank, Washington D.C., octobre 2007, p. 29-76.
- OS 32** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A.A. et NABLI M.K), "Governance, Institutions, and Private Investment", *Breaking the Barriers to Higher Economic Growth. Better Governance and Deeper Reforms in the Middle East and North Africa*, Nabli M.K. (dir.), The World Bank, Washington D.C, octobre 2007, p. 423-463.
- OS 33** VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A.F., NABLI M.K.), "Do the weaknesses in the quality of public governance explain low private investment in Middle East and North Africa?", *Global Economic Integration and Inequality*, Siddhartha Sarkar, New Delhi, Serials Pub (ed.), 2007, p. 171-195.

OS 34 VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec KELLER J. et NABLI M.K), "Exchange Rate Management within the Middle East and North Africa Region", *Breaking the Barriers to Higher Economic Growth. Better Governance and Deeper Reforms in the Middle East and North Africa*, Nabli M.K. (dir.), The World Bank, Washington, D.C, octobre 2007, p. 355-380.

OS 2008

OS 35 ARAUJO C., BRUN J-F., COMBES J-L., *Econométrie*, 2^{ème} édition, Bréal, Paris, 2008, 312 p. (ISBN 978 2 7495 0301 1).

OS 36 BATISSE C., BRUN J-F., RENARD M-F., "Globalisation et urbanisation en Chine", *Les nouvelles proximités urbaines*, Rallet A. et Torre A. (dirs.), L'Harmattan, 2008, p. 119-136.

OS 37 DULBECCO P. (en collaboration avec DUTRAIVE V.), "The Meaning of the Market: Comparing Austrian and Institutional Economics", *The Evolution of Economic Institutions: A Critical Reader*, Hodgson G. (dir.), Edward Elgar, 2008.

OS 38 VEGANZONES-VAROUDAKIS M-A. (en collaboration avec AYSAN A. et ERZOY Z.), "Does the Perception of Governance Institutions Matter for Private Investment: the Case of Middle East and North Africa", *Public Finance, Monetary Policy and Market Issues*, Shinnick E. (dir.), INFER Research Perspectives, Vol.5, Lit-Verlag, Berlin, 2008, p.69-102.

OS 2009

OS 39 AUDIBERT M., "La santé comme élément du développement économique et la nécessité d'évaluer les actions de santé", *Le défi de l'équité et de l'accessibilité en santé dans le tiers-monde*, Hachimi Sanni Yaya (dir.), L'Harmattan, Chapitre 8, 2009, p. 219-240.

OS 40 BATISSE C. (en collaboration avec ZHU N.), "L'effet des politiques sociales sur l'emploi des nouveaux immigrants à Montréal, Emploi et politiques sociales - Trajectoires d'emploi et rémunérations", Barnay T. et Legendre F. (dirs.), L'Harmattan, 2009, p. 145-160.

OS 41 BRUN J-F., CHAMBAS G. (en collaboration avec MOURJI F.), "Guaranteeing Fiscal Space for Human Development in Morocco", *Fiscal Space, Policy Options for Financing Human Development*, Roy R. and Heuty A. (dirs.), Earthscan, 2009, p. 165-247.

OS 42 CHABE FERRET S. (en collaboration avec GOURDON J., MAROUANI M.A., VOITURIEZ T.), "Trade-induced Changes in Economic Inequality: Assessment Issues and Policy Implications for Developing Countries ?", *Trade, Globalization and Sustainability Impact Assessment*, Ekins P., Voituriez T. (dirs.), Earthscan, London, 2009, p. 19-44.

OS 43 GUERINEAU S., GUILLAUMONT JEANNENEY S. (en collaboration avec DIAW A.), "Securing Fiscal Space for the Millennium Development Goals in Senegal", *Fiscal Space : Policy Options for Financing Human Development*, Roy R. and Heuty A. (dirs.), Earthscan, 2009, p. 249-323.

- OS 44** GUILLAUMONT P., *Caught in a trap. Identifying the least developed countries*, Economica, 2009, 386 p.
- OS 45** KPODAR K. (en collaboration avec SINGH R. J. et GHURA D.), "Financial Deepening in the CFA Franc Zone: The Role of Institutions", *African Finance in the 21st Century*, Quintyn M. and Verdier G. (dirs.), Palgrave Macmillan, Hampshire, UK, 2009, p. 45-62.
- OS 46** MATHONNAT J., "Financement de la santé, équité et accessibilité aux soins de santé dans les pays à faible revenu", *Le défi de l'accessibilité et de l'équité en santé dans le tiers-monde: entre droit fondamental, justice sociale et logique marchande*, Yaya, S. (dir.), Presses Universitaires de Laval, Canada, 2009.
- OS 47** MATHONNAT J., "Contraintes dans l'accès aux soins dans les pays en développement", *Traité d'économie et de gestion de la santé*. Bras, P-L, De Pourville G. et Tabuteau R. (dirs), Presses de Sciences Politiques, Paris, 2009.
- OS 48** PLANE P. (en collaboration avec NDIKUMANA L., ONDIEGE P.O. et VENCATACHELLUM D.), "Enhancing Competitiveness in Four African Economies: The Case of Botswana, Mauritius, Namibia, and Tunisia", *The Africa Competitiveness Report 2009*, World Economic Forum, World Bank and African Development Bank, Chapter 1.6, 2009, p. 139-162.
- OS 49** VEGANZONES-VAROUKAKIS M-A. (en collaboration avec FARUK A.), "Do political and governance institutions matter for private investment decisions: the case of the Middle East and North Africa", *Economic Performance in the Middle East and North Africa: Institutions, Corruption and Reform*, Sayan S. (dir.), January, 2009, p. 94-119.
- OS 2010**
- OS 50** AUDIBERT M. (en collaboration avec ELOVAINIO R., PERROT J.), "Evaluation of contracting", *Strategic contracting for health systems and services*, Chapter I, part VI, Perrot J. et Roodenbeke E. de (dirs.), Transaction Publishers, New Jersey, USA, 2010, à paraître.
- OS 51** BATISSE C. (en collaboration avec ZHU N.), "Discriminations sur le marché du travail au sein de la population immigrante à Montréal : l'effet du sexe et des qualifications", *Partager la prospérité : équité et intégration socio-économique des immigrants au Canada depuis les années 1990*, 2010, à paraître.
- OS 52** CARRERE C., GUILLAUMONT P., "Trade Marginalization of Least Developed Countries: Geographical Determinism or Policy Failure?", *The Least Developed Countries: Escaping the Trap of Underdevelopment*, Economica and The Brookings Institute, Vol. 2, Chap. 9, 2010, à paraître.
- OS 53** CHAMBAS G., BRUN J-F., "Regressive nature of VAT exemptions for commodities in Africa" and: "Taxation of small and micro enterprises in Africa: the role of assessment by indices" Box 2 and 8 (in *2010 African Economic Outlook "The State of Public Resources Mobilization"* OECD, 2010.

- OS 54** COMBES MOTEL P., "Causes of deforestation", *Encyclopedia of Earth*, Hogan C.M. (dir.), Cutler J. Cleveland (ed.) (Washington, D.C.: Environmental Information Coalition, National Council for Science and the Environment), April 2010.
- OS 55** GUILLAUMONT P., *Pris au piège. Identifier les pays les moins avancés*, Economica, 2010, à paraître.
- OS 56** GUILLAUMONT JEANNENEY S., GUILLAUMONT P., "Big Push versus Absorptive Capacity. How to Reconcile the Two Approaches?", Mavrotas G. (ed) *Foreign Aid for Development Issues, Challenges and New Agenda*, UNU-WIDER, Oxford University Press, 2010, p. 297-322.
- OS 57** GUILLAUMONT JEANNENEY S., "L'indexation des créances selon Maurice Allais: leçon pour la crise actuelle", *Maurice Allais et la science économique*, Chapitre 17, Diemer A., Lallement J., Munier B. (dirs.), Juglar C. (ed.), 2010, p. 297-308.
- OS 58** GUILLAUMONT P., KORACHAIS C., SUBERVIE J., "How Macroeconomic Instability Lowers Child Survival in WIDER", *Health Inequality and Development*. Dutta I., Lawson D. et McGillivray M. (dirs.), Palgrave Macmillan, 2010, à paraître.
- OS 59** RENARD M-F., MOULIN L., "Market integration across regions", *Reform and Development in China*, Lin J.Y. (dir.), Ho Mou Wu et Yang Yao (eds.), 2010.
- OS 60** ROTA GRAZIOSI G., CHAMBAS G., BRUN J-F. : *Mobiliser des ressources locales pour les collectivités décentralisées en Afrique subsaharienne*, Economica, 2010, à paraître.

(DO : direction d'ouvrages ou de revues)

2006

GUILLAUMONT JEANNENEY S., GUILLAUMONT P. (en collaboration avec COHEN D., JACQUET P., NAUDET J-D., REISEN H.), *La France et l'aide publique au développement*, Conseil d'Analyse Economique, La Documentation Française, 2006, 355 p.

PLANE P., DECALUWE B., MOURJI F. (dirs.), *Le Développement face à la pauvreté*, Economica, 2006, 346 p.

2010

CHAMBAS G., *La fiscalité locale dans les pays d'Afrique subsaharienne* (direction de l'ouvrage avec contribution personnelle à chacun des chapitres), Economica, 2010, 234 p., à paraître.

(AP : autres productions)

AP 2006

- AP 1** CALPEL S., CHAMBAS G., GEOURJON A-M., LEHEN J.B., Etude sur l'accord de partenariat économique entre l'Afrique de l'Ouest et la communauté européenne, Impacts et politiques d'accompagnement (cas du Sénégal), analyse à partir d'un modèle d'équilibre général, Etude réalisée à la demande du Ministère de l'Economie et des Finances du Sénégal, novembre 2006.
- AP 2** GUERINEAU S., GUILLAUMONT JEANNENEY S., Garantir l'espace budgétaire pour le développement humain au Sénégal, Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2006.
- AP 3** RENARD M-F., L'aménagement du territoire en Chine, Participation à un Rapport sur l'Aménagement du territoire dans les pays du sud, Ministère des Affaires étrangères, 2006.

AP 2007

- AP 4** ARAUJO BONJEAN C., CALPEL S., TRAORE F., L'impact des aides américaines et européennes sur le marché international du coton : résultats d'un modèle d'équilibre partiel dynamique, Notes et Etudes Economiques, n° 27, avril, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 2007, p.57-89.
- AP 5** BRUN J-F., Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement, Rapport thématique Jumbo, Agence française de développement, 2007.
- AP 6** CHAMBAS G., CALPEL S., LAPORTE B., DJOFACK C., Impact de la réforme de la fiscalité indirecte sur l'économie calédonienne, Etude réalisée à la demande de L'Agence Française de Développement, novembre 2007.
- AP 7** GEOURJON A-M., LAPORTE B., Impact budgétaire de l'adhésion du Burundi à l'Union douanière de la communauté est-africaine, programme PAGE, Banque Mondiale, 2007.
- AP 8** GUERINEAU S., BRUN J-F., CHAMBAS G., Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement, Agence Française de Développement (AFD), 2007.
- AP 9** LAPORTE B., Cadre Intégré Comores. Etude de la politique commerciale, PNUD, 2007.

AP 2008

- AP 10** BRUN J-F., Evaluation de l'espace budgétaire au Cameroun. BAD-Banque Mondiale, 2008.
- AP 11** CARRERE C. : The Doha Round and Market Access for LDCs: Scenarios for the EU and US Markets, Travail en collaboration avec la Banque Mondiale (International Trade Department), Washington DC, 2008.
- AP 12** GEOURJON A.M., LAPORTE B. (en collaboration avec DOUA-BI K.) Évaluation des besoins du commerce et de l'assistance technique liée au commerce, Côte d'Ivoire, UE, (2008, 2009).
- AP 13** GEOURJON A.M., CHAMBAS G., LAPORTE B. : Bénin – Modernisation du système fiscal, orientations et stratégie de réforme, FMI, 2008.
- AP 14** LAPORTE B. : Impact de la réforme de la fiscalité indirecte sur l'économie calédonienne, AFD/gouvernement de Nouvelle calédonie, 2008.
- AP 15** LAPORTE B. : Impact budgétaire pour Sao Tomé et Principe de l'adhésion à la CEMAC, à l'APE et à l'OMC, PNUD, 2008.
- AP 16** LAPORTE B. et ROTA-GRAZIOSI G. (en collaboration avec MANSOUR M.) : Mauritanie –La réforme des impôts sur le revenu et des incitations à l'investissement, FMI, 2008.

AP 2009

- AP 17** BRUN J-F., Le potentiel fiscal du Sénégal. BAD, 2009.
- AP 18** CARRERE C. : Synthèse des connaissances académiques concernant les Barrières Non-Tarifaires et leur impact sur le commerce, "Non-Tariff Barriers: A Guide and Exploratory Analysis".Travail en collaboration avec la Banque Mondiale (International Trade Department), Washington DC, 2009.
- AP 19** GUERINEAU S. (en collaboration avec BERTHELEMY J-C., CHAUVET L.) : Efficacité des institutions multilatérales dans les pays africains de la zone de solidarité prioritaire (ZSP), Ministère des finances, DGTPE, 2009.
- AP 20** LAPORTE B., Mali – Appui à la mise en œuvre d'un système d'analyse et de gestion des risques en douane, Afritac de l'Ouest/FMI, 2009.
- AP 21** VEGANZONES-VAROUdakis M-A. : From Privilege to Competition: Unlocking Private-Led Growth in the Middle East and North Africa. MENA Development Report. Washington, D.C., the World Bank, 2009.
- AP 22** VEGANZONES-VAROUdakis M-A. : United Nations Development Assistance Framework, UNDAF 2010–2014: Armenia . New York: the United Nations, 2009.

AP 2010

- AP 23** ARAUJO BONJEAN C., BRUNELIN S., Prévenir les crises alimentaires au Sahel : des indicateurs basés sur les prix de marchés, Document de travail, n° 95, AFD, mai 2010.
- AP 24** BRUN J-F., Regressive nature of VAT exemptions for commodities in Africa, (avec G.Chambas), box 1, African Economic Outlook, dans le chapitre : The state of public resources mobilization, OECD, Paris, 2010;
- AP 25** BRUN J-F., CHAMBAS G., Taxation of small and micro enterprises in Africa: the role of assessment by indices, box 8, African Economic Outlook, dans le chapitre : Policy options, OECD, Paris, 2010.
- AP 26** HE Y. (en collaboration avec ARCAND J-L. et CHEN Y.P.) : Gambia Social Network Project for the Evaluation of the Community Driven Development Project. Projet financé par la Banque Mondiale, constitution de la base des données et rapport final, 2010.
- AP 27** MATHONNAT J., Disponibilité des ressources financières pour la santé dans les pays d'Afrique subsaharienne, Notes et Documents, Agence Française de Développement, Paris, 2010, 284 p.
- AP 28** RENARD M-E. : Impact of Chinese Trade and FDI on African Economies, African Development Bank, 2010.

Autres publications (AP)

ETUDES ET DOCUMENTS

2006 (non enregistrés dans le dernier Rapport Scientifique)

- 2006 - 41 La vulnérabilité économique, défi persistant à la croissance africaine, Patrick GUILLAUMONT
- 2006 - 40 Aid, Volatility and Growth, with special reference to Africa, Lisa CHAUVET, Patrick GUILLAUMONT
- 2006 - 39 How Macroeconomic Instability Lowers Child Survival, Patrick GUILLAUMONT, Catherine KORACHAIS, Julie SUBERVIE
- 2006 - 38 Macroeconomic instability makes growth less pro poor, in Africa and elsewhere: A preliminary examination, Patrick GUILLAUMONT, Catherine KORACHAIS
- 2006 - 37 When instability increases the effectiveness of aid projects, Patrick GUILLAUMONT, Rachid LAAJAJ
- 2006 - 36 Taux de change réel et productivité en Chine, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY, Ping HUA

2007

- 2007 - 33 Garantir l'espace budgétaire pour le développement humain au Maroc, Jean-François BRUN, Gérard CHAMBAS (co-auteur Fouzi MOURJI)
- 2007 - 32 Financial Reforms, Growth and Regional Disparity in China, Zhicheng LIANG
- 2007 - 31 Endogenous Discounting, Precautionary Savings and the Current Account: the Case of China, Tianding ZHANG
- 2007 - 30 Migration, urban population growth and regional disparity in China, Mary-Françoise RENARD, Zelai XU (co-auteur Nong ZHU)
- 2007 - 29 Intergenerational Mobility in China, Kelly LABAR
- 2007 - 28 Vulnerability and public service delivery in China from 1985 to 1999, Mary-Françoise RENARD, Richard SCHIERE
- 2007 - 27 "Leftist", "Rightist" and Intermediate Decompositions of Poverty Variations with an Application to China from 1990 to 2003, Florent BRESSON, Kelly LABAR
- 2007 - 26 Regional Agreements and Welfare in the South: When Scale Economies in Transport Matter, Céline CARRERE
- 2007 - 25 Fiscal Policy Space and Economic Performance: Some Stylized Facts, Céline CARRERE, Jaime MELO de

- 2007 - 24 Export Diversification:What's behind the Hump?, Céline CARRERE, Olivier CADOT (co-auteur Vanessa STRAUSS-KHAN)
- 2007 - 23 Sources of income differences across Chinese provinces during the reform period: A development accounting exercise, Rui HAO
- 2007 - 22 Rupture et asymétrie de la transmission des prix agricoles internationaux, Julie SUBERVIE
- 2007 - 21 Mind the Break! Accounting for Changing Patterns of Growth during Transition, Ariane TICHIT MINISCLOUX (co-auteur Jan FIDRMUC)
- 2007 - 20 Can domestic debt contribute to the financing of the "Millennium Development Goals"? The case of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU), Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY, Samuel GUERINEAU
- 2007 - 19 Evolution de l'activité et de la performance d'un échantillon d'hôpitaux municipaux en Chine, Martine AUDIBERT, Yohana DUKHAN, Jacky MATHONNAT (co-auteurs Ningshan CHEN, Anning MA, Anning YIN)
- 2007 - 18 L'appréciation du renminbi et l'inégalité des revenus entre la ville et la campagne en Chine, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY, Ping HUA
- 2007 - 17 Economie politique de la réforme de transition fiscale : le cas du Maroc, Jean-François BRUN, Gérard CHAMBAS (co-auteur Martial LAURENT)
- 2007 - 16 Corruption et mobilisation des recettes publiques : une analyse économétrique, Gbewopo ATTILA, Gérard CHAMBAS, Jean-Louis COMBES
- 2007 - 15 A Retrospective EVI: Methodological Aspects, Patrick GUILLAUMONT
- 2007 - 14 EVI and its Use. Design of an Economic Vulnerability Index and its Use for International Development Policy, Patrick GUILLAUMONT
- 2007 - 13 Les délocalisations françaises vers la Turquie, Julien GOURDON
- 2007 - 12 Trade-Induced Changes in Economic Inequality: Assessment Issues and Policy Implications for Developing Countries, Sylvain CHABE-FERRET, Julien GOURDON (co-auteurs Tancredi VOITURIEZ, Mohamed Ali MAROUANI)
- 2007 - 11 Openness, Inequality, and Poverty: Endowments Matter, Julien GOURDON, Jaime MELO de (co-auteur Nicolas MAYSTRE)
- 2007 - 10 Trade and Wage Inequality in Developing Countries: South-South Trade Matter, Julien GOURDON
- 2007 - 9 Openness and Inequality in Developing Countries: a New Look at the Evidence, Julien GOURDON
- 2007 - 8 Is the concept of sustainable tourism sustainable? Developing the Sustainable Tourism Benchmarking Tool, Julien GOURDON (co-auteur Lucian CERNAT)
- 2007 - 7 Aid, Volatility and Growth Again When Aid Volatility Matters and When it Does Not, Patrick GUILLAUMONT (co-auteur Lisa CHAUVET)

- 2007 - 6 Explaining Trade Flows: Traditional and New Determinants of Trade Patterns, Julien GOURDON
- 2007 - 5 Decentralization and Ethnic Conflict: The Role of Empowerment, Jean Pierre TRANCHANT
- 2007 - 4 Un cadre général pour le calcul des élasticités inégalités de la pauvreté, Florent BRESSON
- 2007 - 3 Le temps retrouvé de l'endettement interne pour les pays en voie de développement ? L'exemple de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), Samuel GUERINEAU, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY
- 2007 - 2 Absorptive Capacity: More Than the Volume of Aid, its Modalities Matter, Patrick GUILLAUMONT, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY
- 2007 - 1 Impact de l'accroissement du prix des produits pétroliers sur la distribution des revenus au Mali, Kangni KPODAR

2008

- 2008 - 31 Commerce du mil en Afrique de l'Ouest : les frontières abolies ?, Catherine ARAUJO BONJEAN (co-auteurs Magali AUBERT, Johny EGG)
- 2008 - 30 Choc pétrolier et performance des marchés du mil au Niger, Claudio ARAUJO, Catherine ARAUJO BONJEAN (co-auteur Johny EGG)
- 2008 - 29 Corruption, taxation and economic growth: theory and evidence, Gbewopo ATTILA
- 2008 - 28 Disentangling Market Access Effects of Preferential Trading Arrangements Application for ASEAN Members under an ASEAN-EU FTA, Céline CARRERE, Jaime MELO de (co-auteur Bolormaa TUMURCHUDUR)
- 2008 - 27 When unstable, growth is less pro poor, Patrick GUILLAUMONT, Catherine KORACHAIS
- 2008 - 26 Rente naturelle et composition des dépenses publiques, Louis-Marie PHILIPPOT
- 2008 - 25 L'utilisation de variables explicatives estimées dans les régressions économétriques, Michaël GOJJON
- 2008 - 24 Appreciation of the renminbi and urban-rural income disparity, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY, Ping HUA
- 2008 - 23 Endemic diseases and agricultural productivity: Challenges and policy response, Martine AUDIBERT
- 2008 - 22 Thresholds in Aid Effectiveness, Laurent WAGNER
- 2008 - 21 On the potential of foreign aid to protect democracy against instability from trade, Thierry KANGOYE

- 2008 - 20 Property rights and deforestation in the Brazilian Amazon, Claudio ARAUJO, Catherine ARAUJO BONJEAN, Jean-Louis COMBES, Pascale COMBES MOTEL (co-auteur Eustaquio J. REIS)
- 2008 - 19 Firm-Level Productivity and Technical Efficiency in MENA Manufacturing Industry: The Role of the Investment Climate, Tidiane KINDA, Patrick PLANE, Marie-Ange VEGANZONES-VAROUDAKIS
- 2008 - 18 Mind the Break! Accounting for Changing Patterns of Growth during Transition, Ariane TICHIT MINISCLOUX (co-auteur Jan FIDRMUC)
- 2008 - 17 Leadership in Public Good Provision: a Timing Game Perspective, Grégoire ROTA-GRAZIOSI (co-auteur Hubert KEMPF)
- 2008 - 16 Quelques éléments pour faciliter l'utilisation des bases de données sur l'aide du CAD, Aline MONIER
- 2008 - 15 Survival Convergence: Specification Matters, Christopher GRIGORIOU
- 2008 - 14 Child Mortality Reacts to Relative Prices, Christopher GRIGORIOU, Patrick GUILLAUMONT
- 2008 - 13 Corruption and quality of public institutions: evidence from Generalized Method of Moment, Gbewopo ATTILA
- 2008 - 12 Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement, Jean-François BRUN, Gérard CHAMBAS, Samuel GUERINEAU
- 2008 - 11 How do African populations perceive corruption: microeconomic evidence from Afrobarometer data in twelve countries, Gbewopo ATTILA
- 2008 - 10 Adapting Aid Allocation Criteria to Development Goals, Patrick GUILLAUMONT
- 2008 - 9 Les fondements éthiques de l'aide publique au développement : une application à la France, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY
- 2008 - 8 Deforestation and credit cycles in Latin American countries, Jean-Louis COMBES, Pascale COMBES MOTEL, Samuel GUERINEAU
- 2008 - 7 La fuite des cerveaux incite-t-elle la scolarisation ?, Matthieu BOUSSICHAS
- 2008 - 6 Un indicateur de politique d'ouverture « révélée » des pays OCDE à la migration du Sud, Matthieu BOUSSICHAS, Michaël GOUJON
- 2008 - 5 A methodology to estimate impacts of domestic policies on deforestation: Compensated Successful Efforts for "avoided deforestation", Jean-Louis COMBES, Pascale COMBES MOTEL, Romain PIRARD
- 2008 - 4 Buoyant Capital Spending and Worries over Real Appreciation: Cold Facts from Algeria, Kangni KPODAR (co-auteurs Boileau LOKO, Oumar DIALLO)
- 2008 - 3 Why Has Unemployment in Algeria Been Higher than in MENA and Transition Countries?, Kangni KPODAR

2008 - 2 What Types of Perceived Governance Indicators Matter the Most for Private Investment in Middle East and North Africa, Marie-Ange VEGANZONES-VAROUDAKIS (co-auteurs Ahmet Faruk AYSAN, Zeynep ERSOY)

2008 - 1 Landlockedness, Infrastructure and Trade:New Estimates for Central Asian Countries, Céline CARRERE, Christopher GRIGORIOU

2009

2009 - 35 Un indicateur de politique d'ouverture « révélée » des pays industrialisés à l'immigration en provenance des pays en développement, Matthieu BOUSSICHAS, Michaël GOUJON

2009 - 34 Export Diversification: What's behind the Hump?, Olivier CADOT, Céline CARRERE (co-auteur Vanessa STRAUSS-KHAN)

2009 - 33 Non-Tariff Measures: What do we Know, What Should be Done?, Céline CARRERE, Jaime MELO de

2009 - 32 Notes on Detecting the Effects of Non Tariff Measures, Céline CARRERE, Jaime MELO de

2009 - 31 Trade Diversification, Income, and Growth: What Do We Know?, Olivier CADOT, Céline CARRERE (co-auteur Vanessa STRAUSS-KHAN)

2009 - 30 Assessing the relationship between democracy and domestic taxes in developing countries, Hélène EHRHART

2009 - 29 Turnout in Developing Countries: The Effect of Mass Media on National Voter Participation, Clémence VERGNE

2009 - 28 Enhancing Competitiveness in Four African Economies: Botswana, Mauritius, Namibia and Tunisia, Patrick PLANE (co-auteur Désiré VENCATACHELLUM)

2009 - 27 Rente naturelle et institutions. Les Ressources Naturelles : Une « Malédiction Institutionnelle » ?, Louis-Marie PHILIPPOT

2009 - 26 Deficit, Seigniorage and the Growth Laffer Curve in developing countries, Hélène EHRHART, Alexandru MINEA (co-auteur P. VILLIEU)

2009 - 25 L'effet des politiques sociales sur l'emploi des nouveaux immigrants à Montréal : une analyse longitudinale et conjoncturelle, Cécile BATISSE (co-auteur Nong ZHU)

2009 - 24 The power of Remittances on the Prevalence of Child Labor, Christian EBEKE

2009 - 23 Textile manufacturing in eight developing countries:How far does the business environment explain firms' productive inefficiency?, Tidiane KINDA, Patrick PLANE (co-auteur Mohamed CHAFFAI)

2009 - 22 Issues and Challenges of Measurement of Health:Implications for Economic Research, Martine AUDIBERT

- 2009 - 21 Leading and losing the tax competition race, Grégoire ROTA-GRAZIOSI (co-auteur Hubert KEMPF)
- 2009 - 20 Zipf's Law for Cities: On a New Testing Procedure, Sébastien TERRA
- 2009 - 19 Why Migrants' Remittances Reduce Income Inequality in some Countries and not in Others?, Christian EBEKE, Maëlan LE GOFF
- 2009 - 18 State fragility and economic vulnerability: what is measured and why?, Patrick GUILLAUMONT, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY
- 2009 - 17 Aid effectiveness for poverty reduction: macroeconomic overview and emerging issues, Patrick GUILLAUMONT
- 2009 - 16 Aid and Income Stabilization, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY, Sampawende Jules TAPSOBA
- 2009 - 15 Should we stay or should we go? Irregular Migration and duration of stay: the case of Moldovan Migrants, Daniela BORODAK, Ariane TICHIT MINISCLOUX
- 2009 - 14 L'indexation des créances selon Maurice Allais : leçons pour la crise actuelle, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY
- 2009 - 13 Assessing the Economic Vulnerability of Small Island Developing States and the Least Developed Countries, Patrick GUILLAUMONT
- 2009 - 12 Union Monétaire en Afrique de l'Ouest: Quelles Réponses à l'Hétérogénéité des Chocs ?, Sampawende Jules TAPSOBA
- 2009 - 11 The Doha Round and Market Access for LDCs: Scenarios for the EU and US Markets, Céline CARRERE, Jaime MELO de
- 2009 - 10 Mutual Supervision in Preshipment Inspection Programs, Vianney DEQUIEDT, Anne-Marie GEOURJON, Grégoire ROTA-GRAZIOSI
- 2009 - 9 OECD Imports: Diversification and quality search, Olivier CADOT, Céline CARRERE (co-auteurs Madina KUKENOVA, Vanessa STRAUSS-KHAN)
- 2009 - 8 The Distance Effect and the Regionalization of the Trade of Low-Income Countries, Céline CARRERE, Jaime MELO de (co-auteur John WILSON)
- 2009 - 7 An Economic Vulnerability Index: Its Design and Use for International Development Policy, Patrick GUILLAUMONT
- 2009 - 6 Contrats Incitatifs et Réforme des Douanes dans les PED : une Application des Modèles d'Agence Hiérarchique, Vianney DEQUIEDT, Anne-Marie GEOURJON, Grégoire ROTA-GRAZIOSI
- 2009 - 5 L'indice de développement humain : une évaluation rétrospective pour La Réunion (1985-2005), Michaël GOUJON
- 2009 - 4 Pro cyclicité de la politique budgétaire et surveillance multilatérale dans les unions monétaires africaines, Sylviane GUILLAUMONT JEANNENEY, Sampawende Jules TAPSOBA

- 2009 - 3 Deforestation and Seigniorage in Developing Countries: Better Environment or Lower Inflation?, Jean-Louis COMBES, Pascale COMBES MOTEL, Alexandru MINEA (co-auteur P. VILLIEU)
- 2009 - 2 A response to the commentary on “Compensated Successful Efforts”, Pascale COMBES MOTEL, Romain PIRARD, Jean-Louis COMBES
- 2009 - 1 Aide publique au développement et transition fiscale, Gbewopo ATTILA, Gérard CHAMBAS, Jean-Louis COMBES

2010

- 2010 - 19 Decentralization in Africa and the nature of local governments' competition: evidence from Benin, Emilie CALDEIRA, Grégoire ROTA-GRAZIOSI (co-auteur Martial FOUCAULT)
- 2010 - 18 Yardstick competition in a Federation: Theory and Evidence from China, Emilie CALDEIRA
- 2010 - 17 Endogenous timing game with non-monotonic reaction functions, Grégoire ROTA-GRAZIOSI (co-auteur Magnus HOFFMANN)
- 2010 - 16 Historical and Comparative Institutional Analysis: Evidences from Deforestation, Sébastien MARCHAND
- 2010 - 15 Remittances and Household Consumption Instability in Developing Countries, Jean-Louis COMBES, Christian EBEKE
- 2010 - 14 Disinflation against the Environment? An application to the trade-off between seigniorage and deforestation, Jean-Louis COMBES, Pascale COMBES MOTEL, Alexandru MINEA (co-auteur P. VILLIEU)
- 2010 - 13 Does Land Tenure Insecurity Drive Deforestation in the Brazilian Amazon?, Claudio ARAUJO, Catherine ARAUJO BONJEAN, Jean-Louis COMBES, Pascale COMBES MOTEL, Eustaquio J. REIS
- 2010 - 12 Technical Efficiency, Farm Size and Tropical Deforestation in the Brazilian Amazonian Forest, Sébastien MARCHAND
- 2010 - 11 Transferts des migrants, ouverture sur l'extérieur et dépenses publiques dans les pays en développement, Christian EBEKE
- 2010 - 10 Exchange Rate Undervaluation to Foster Manufactured Exports: A Deliberate Strategy?, Patrick PLANE (co-auteurs Ridha NOUIRA, K. SEKKAT)
- 2010 - 9 Civil Conflicts and Regional Economic Integration Outcomes in Africa, Adama BAH, Sampawende Jules TAPSOBA
- 2010 - 8 How Remittances Contribute to Poverty Reduction: a Stabilizing Effect, Maëlan LE GOFF
- 2010 - 7 Ukraine et Biélorussie : des crises jumelles ?, Michaël GOUJON, Samuel GUERINEAU

- 2010 - 6 Impact of Income Inequality on Health: Does Environment Quality Matter?, Alassane DRABO
- 2010 - 5 Interrelationships between Health, Environment Quality and Economic Activity: What Consequences for Economic Convergence, Alassane DRABO
- 2010 - 4 Remittances, Public Health Spending and Foreign Aid in the Access to Health Care Services in Developing Countries, Alassane DRABO, Christian EBEKE
- 2010 - 3 Price Transmission in the Cocoa-Chocolate Chain, Catherine ARAUJO BONJEAN, Jean-François BRUN
- 2010 - 2 West African Monetary Integration and Interstates Risk-Sharing, Sampawende Jules TAPSOBA
- 2010 - 1 Choc pétrolier et performance des marchés du mil au Niger, Claudio ARAUJO, Catherine ARAUJO BONJEAN (co-auteur Johny EGG)

ETUDES ET DOCUMENTS

Octobre 2006 / octobre 2010

Auteurs	ED 2006	ED 2007	ED 2008	ED 2009	ED 2010
Permanents					
Araujo Claudio			2008.20, 2008.30		2010.01, 2010.13
Araujo Bonjean Catherine			2008.20, 2008.30, 2008.31		2010.01, 2010.03, 2010.13
Audibert Martine		2007.19	2008.23	2009.22	
Batisse Cécile				2009.25	
Brun Jean-François		2007.17, 2007.33	2008.12		2010.03
Carrère Céline		2007.24, 2007.25, 2007.26	2008.01, 2008.28	2009.08, 2009.09, 2009.11, 2009.31, 2009.32, 2009.33, 2009.34	
Chambas Gérard		2007.16, 2007.17, 2007.33	2008.12	2009.01	
Combes Jean-Louis		2007.16	2008.05, 2008.08, 2008.20	2009.01, 2009.02, 2009.03	2010.13, 2010.14, 2010.15
Combes Motel Pascale			2008.05, 2008.08, 2008.20	2009.02, 2009.03	2010.13, 2010.14
Dequiedt Vianney				2009.06, 2009.10	
Goujon Michaël			2008.06, 2008.25	2009.05, 2009.35	2010.07
Grigoriou Christopher			2008.01, 2008.14, 2008.15		
Guérineau Samuel		2007.03, 2007.20	2008.08, 2008.12		2010.07
Guillaumont Patrick	2006.37, 2006.38, 2006.39, 2006.40, 2006.41	2007.02, 2007.07, 2007.14, 2007.15	2008.10, 2008.14, 2008.27	2009.07, 2009.13, 2009.17, 2009.18	
Guillaumont Jeanneney Sylviane	2006.36	2007.02, 2007.03, 2007.18, 2007.20	2008.09, 2008.24	2009.04, 2009.14, 2009.16, 2009.18	
Hua Ping	2006.36	2007.18	2008.24		
Mathonnat Jacky		2007.19			
Minea Alexandru				2009.03, 2009.26	2010.14,
Plane Patrick			2008.19	2009.23, 2009.28	2010.10
Renard Mary-Françoise		2007.28, 2007.30			
Rota Graziosi Grégoire			2008.17	2009.06, 2009.10, 2009.21	2010.17, 2010.19
Tichit Miniscloux Ariane		2007.21	2008.18	2009.15	
Veganzones- Varoudakis Marie-Ange			2008.02, 2008.19		

Doctorants					
Attila Gbewopo		2007.16	2008.11, 2008.13, 2008.29	2009.01	
Bah Adama					2010.09
Boussichas Mathieu			2008.06, 2008.07	2009.35	
Bresson Florent		2007.04, 2007.27			
Caldeira Emilie					2010.18, 2010.19
Chabe-Ferret Sylvain		2007.12			
Drabo Alassane					2010.04, 2010.05, 2010.06
Dukhan Yohanna		2007.19			
Ebeke Christian				2009.19, 2009.24	2010.04, 2010.11, 2010.15
Ehrhart Hélène				2009.26, 2009.30	
Gourdon Julien		2007.06, 2007.08, 2007.09, 2007.10, 2007.11, 2007.12, 2007.13			
Hao Rui		2007.23			
Kangoye Thierry			2008.21		
Kinda Tidiane			2008.19	2009.23	
Korachais Catherine	2006.38, 2006.39		2008.27		
Kpodar Kangni		2007.01	2008.03, 2008.04		
Labar Kelly		2007.27, 2007.29			
Laajaj Rachid	2006.37				
Le Goff Maëlan				2009.19	2010.08
Liang Zhicheng		2007.32			
Marchand Sébastien					2010.12, 2010.16
Monier Aline			2008.16		
Philippot Louis-Marie			2008.26	2009.27	
Schiere Richard		2007.28			
Subervie Julie	2006.39	2007.22			
Tapsoba Jules				2009.04, 2009.12, 2009.16	2010.02, 2010.09
Terra Sébastien				2009.20	
Tranchant Jean-Pierre		2007.05			
Vergne Clémence				2009.29	
Wagner Laurent			2008.22		
Xu Zelai		2007.30			
Zhang Tianding		2007.31			

Autres					
Borodak Daniela				2009.15	
Cadot Olivier		2007.24		2009.09, 2009.31, 2009.34	
Chaffai Mohamed				2009.23	
De Melo		2007.11, 2007.25	2008.28	2009.08, 2009.11, 2009.32, 2009.33	
Geourjon Anne-Marie				2009.06, 2009.10	
Mourji Fourzi		2007.33			
Pirard Romain			2008.05	2009.02	

Nous pouvons relever notamment que l'intégration tardive des Etudes et Documents du CERDI à la base IDEAS a été rapidement compensée. Les Etudes et Documents ont suscité 7515 téléchargements de documents depuis juin 2008. Le nombre de documents disponibles en ligne est élevé (358), preuve d'une activité de recherche soutenue. Celui des consultations (téléchargements) par document, de l'ordre de 13,1, est plutôt satisfaisant en comparaison de ce que l'on peut observer sur d'autres laboratoires également répertoriés.

(ACTN :Communication avec actes dans un congrès international ou national)

GUERINEAU S., GOUJON M., "Ukraine et Biélorussie : des crises jumelles ?", in *Crise financière, 3 ans après, quels enseignements ?*, à paraître. (Actes du colloque « Crise financière, 3 ans après, quels enseignements ? », IUFM-Univ. Blaise Pascal, PAEDI-PHARE, 9 février 2010, Clermont-Ferrand.

(COM : Communications orales sans actes dans un congrès international ou national)

Communications 2006

- 26^{ème} Conférence annuelle de la Middle East Economic Association (MEEA) Boston, 6-8 janvier 2006
 - M-A. Veganzones-Varoudakis : Institutions, Governance and Private Investment : An application to the Middle East and North Africa.
- Seventh Annual Global Development Conference : "Institutions and Development: At the Nexus of Global Change", Saint-Petersbourg, 18-23 janvier 2006.
 - P. Plane : Développement économique, croissance et réduction de la pauvreté : arbitrage ou synergie ?
- Journées d'étude "Economie politique et économie publique locale" Maison des Sciences Economiques Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, Paris, 27-28 janvier 2006
 - G. Rota-Graziosi : Political Integration : Strategic Delegation and Ratification.
- Groupe Inter-académique pour le Développement – Institut de France, Académie des Sciences Morales et Politiques, Paris, 17 mars 2006
 - M. Audibert : Secteur de la santé en Afrique sub-saharienne et besoins de formation en économie de la santé (en collaboration avec J. Mathonnat) (conférence invitée).
- CSAE Conference 2006 : "Reducing Poverty and Inequality: How can Africa be included?", St Catherine's College, Oxford, 19-21 mars 2006
 - L. Bassole (en collaboration avec J-L. Arcand) : Does Community Driven Development Work? Evidence from Senegal.
 - C. Korachais (en collaboration avec P. Guillaumont) : Macroeconomic instability makes growth less pro poor, in Africa and elsewhere.
- Asian Economic Panel Meeting, Séoul, 19-21 mars 2006
 - S. Démurger (en collaboration avec M. Fournier, L. Shi et W. Zhong) : Economic Liberalization with Rising Segmentation on China's Urban Labor Market.
- Conférence European Public Choice Society, Turku, 19-23 avril 2006
 - G. Rota-Graziosi : On the Strategic use of Strategic Delegation in Political Integration.
 - M-A. Veganzones-Varoudakis : Governance Institutions and Private Investment : An application to the Middle East and North Africa.
- Colloque international : Les systèmes productifs locaux, réalités et perspectives maghrébines, Marrakech, 20-22 avril 2006
 - P. Dulbecco (en collaboration avec P. Plane, M. Chaffai et F. Bresson) : La production textile à Sfax : le développement territorial à l'épreuve de la globalisation.
- International Conference "The Political Economy of Currency Unions in a Globalizing World" - The Leonard Davis Institute for International Relations - Hebrew University of Jerusalem, 30 avril-1^{er} mai 2006
 - J-A. Tapsoba : Asymmetric Shocks and Currency Unions : Is there any Risk-sharing within CFA's Countries ?

- 46^{ème} Congrès de la Société Canadienne de Science Economique (SCSE), Montréal, 3-4 mai 2006
 - R. Hao : Efficience technique, croissance économique et égalité régionale en Chine : une approche de frontières stochastiques.
- Workshop on the linkages between land reform, land tenure, and land use, Berlin, 24-27 mai 2006
 - C. Araujo Bonjean, P. Combes Motel (en collaboration avec J-L. Combes et E. Reis) : Land tenure and deforestation in the Brazilian Amazonia.
- Colloque GDR CNRS-EMMA "Le partenariat euro-méditerranéen : construction régionale ou dilution dans la mondialisation", Istanbul, 24-27 mai 2006
 - P. Plane (en collaboration avec P. Dulbecco, F. Bresson et M. Chaffai) : La production textile à Sfax : le développement territorial à l'épreuve de la globalisation.
- 5Th International Conference on Health Economics, Management & Policy : Université d'Athènes, Athènes, 5-7 juin 2006
 - C. Korachais : Role of Official Development Assistance in Improving Health in the World, and Illustration with Unver Five Mortality Rate.
- Séminaire FAO (Food Agriculture Organization), Rome, 7-9 juin 2006
 - J. Subervie : The Impact of World Price Instability on Agricultural Supply according to Macroeconomic Environment.
- Spring School in International Economics and in Industrial Organization, Aix-en-Provence, 8-9 juin 2006
 - J-P. Tranchant : Cooperation Breakdowns under Incomplete Property Rights.
- The World Bank and the Department of Health Policy and Management, School of Public Health, Columbia University New-York : Groupe de travail sur le financement de la santé en Afrique, New-York, 1^{er}-2 juin 2006
 - J. Mathonnat (en collaboration avec Y. Dukhan) : Public Expenditures on Health and Some Fiscal Space Issues in Africa.
- 11^e Colloque International Développement, Environnement et Santé, Bamako 12-16 juin 2006
 - M. Yelkouni (en collaboration avec C. Charasse-Pouele) : Médecine traditionnelle et stratégies de gestion des ressources naturelles au Burkina Faso.
- WIDER Conference on Aid : Principles, Policies and Performance, Helsinki, 16-17 juin 2006
 - P. Guillaumont (en collaboration avec S. Guillaumont Jeanneney) : Big Push versus Absorptive Capacity : How to Reconcile the Two Approaches.
 - P. Guillaumont (en collaboration avec J. Amprou et S. Guillaumont Jeanneney) : Aid, Selectivity According to Augmented Criteria.
- Fifteenth Annual World Business Congress, Graduate School of Business, Sarajevo, 18-21 juin 2006
 - M.A. Veganzones-Varoudakis : Are Governance Institutions Responsible for Deficient Private Investment in the Middle East and North Africa?
- 5Th Réunion annuelle du PEP (Politiques Economiques et Pauvreté), Addis-Abeba, 18-22 juin 2006
 - D. Mededji : Dynamique de la pauvreté urbaine au Bénin : une analyse en termes d'entrées et sorties.

- C. Djofack-Zebaze (en collaboration avec A. Keck) : Multilateral Services trade Negotiations : Case Study of Telecommunications Services in Africa.
- WTO, China and the Asian Economies, IV, Economic Integration and Economic Development, Pékin, 24-25 juin 2006
 - P. Hua : International Price-Competitiveness of China and its Asian Neighbour Countries.
 - Conference CES 2006 Governing Rapid Growth in China : "Efficiency, Equity and Institutions", Shanghai, 1-4 juillet 2006
 - P. Hua : Real Exchange Rate, Openness and Income Disparities in China.
 - K. Labar : Multidimensional Inequalities in China.
 - Z. Xu (en collaboration avec N. Zhu) : Urban growth in China
 - R. Hao : Economic Efficiency and Regional Equality : An Empirical Study of Growth and Disparities among Chinese Provinces (1978-2003).
 - Y. Chen (en collaboration avec S. Démurger et et M. Fournier) :The Evolution of Gender Earnings Gaps and Discrimination in Urban China : 1988-1995.
 - J. He : What is the Role of Economic Growth and openness for China's Environment ? An Analysis based on Divisia Decomposition Method from the Regional Angle.
 - M-F. Renard (en collaboration avec N. Ary Tanimoune et C. Batisse) : FDI Growth and Spatial Dependency between Chinese Provinces.
 - Third World Congress of Environmental and Resource Economists, Kyoto, 3-7 juillet 2006
 - T. K. Pham : Status-Seeking, Sustainable Growth and Endogenous Public Policy.
 - S. Démurger : Rural Poverty and Fuelwood Consumption : Evidence from Labagoumen Township.
 - J. He (en collaboration avec H. Wang) : The New Development of Uncertainty Treatment in Contingent Valuation Estimation using MBDC data format : a Comparison.
 - PACE Summer Camp for Environmental and Natural Resource Economists, Qingdao, Chine, 18 -21 juillet 2006
 - H. Jie : What is the Role of Economic Growth and Openness for China's Environment ? An Analysis based on Divisia Decomposition Method from the Regional Angle.
 - H. Jie (en collaboration avec H. Wang) : The New Development of Uncertainty Treatment in Contingent Valuation Estimation using MBDC date format : a Comparison.
 - T. Poder : Environment and Statistical Value of Life In China.
 - 7th International Congress of the Association for Public Economic Theory, Hanoï, 30 juillet-3 août 2006
 - T. K. C. Pham : Status-Seeking, Sustainable Growth and Endogenous Public Policy.
 - International AIDS Economics network, Toronto, 11 août 2006
 - C. Tsafack : Income inequality and HIV/AIDS epidemic in Sub-Saharan Africa. Gender discriminations and HIV/AIDS epidemic in Sub-Saharan Africa
 - Congrès de l'European Economic Association, Vienne, 24 -28 août 2006
 - G. Rota Graziosi : Political Integration : Strategic Delegation and Referendum.

- Health Forum : Towards Global Access to Health, Genève, 30 août-1er septembre 2006
 - T. Poder : How can Infrastructures Reduce Child Malnutrition and Health Inequality ? Evidence from Guatemala.

- 7^{èmes} Journées scientifiques du réseau Analyse Economique et Développement de l'AUF sur le thème "Institutions, développement économique et transition", Paris, 6-7 septembre 2006
 - K. Kpodar : Impact de l'accroissement du prix des produits pétroliers sur la pauvreté et la distribution des revenus au Mali.
 - C. Korachais (en collaboration avec P. Guillaumont et J. Subervie) : Comment l'instabilité macroéconomique diminue la survie des enfants.
 - F. Bresson : Pauvreté à la recherche des élasticités réelles.
 - Y. Gnégny : Politique budgétaire et performances de développement durable.
 - C. Araujo en collaboration avec C. Araujo-Bonjean, J-L. Combes, P. Combes-Motel et E-J. Reis) :
 - . L'impact relatif des aides américaines et européennes sur le marché international du coton.
 - . Land tenure insecurity and deforestation in the Brazilian Amazonia.
 - G. Attila (en collaboration avec G. Chambas et J-L. Combes) : Corruption et mobilisation des recettes fiscales, théorie et évidence empirique sur les pays africains.
 - F. Puech : Education, police et criminalité : une étude de cas du Minas Gerais à l'aide d'un modèle d'équilibre général calculable.
 - P. Hua : Capital humain et croissance de la productivité en Chine.
 - F. Traore (en collaboration avec C. Araujo-Bonjean et S. Calipel) : L'impact des aides américaines et européennes sur le marché international du coton : résultat d'un modèle d'équilibre partiel dynamique.
 - G. Rota Graziosi (en collaboration avec C. Grigoriou) : L'impact des dépenses sociales sur le travail des enfants entre aversion absolue au risque et aversion relative.

- 55^{ème} Congrès de l'AFSE, Paris, 14-15 septembre 2006
 - T. Poder : Rôle de la discrimination ethnique et rurale dans la relation entre inégalité de revenu et santé au Guatemala.
 - R. Hao : Efficience technique, croissance économique et inégalité régionale en Chine : une approche de frontières stochastiques.
 - J. He : New Efforts to Demystify the Environmental Kuznets Curve : Reopen the Black Box for Policy Discussion with the Cases of Chinese Cities.

- Workshop on Institutional Analysis, 10Th Annual Conference ISNIE : Institutions : Economic, Political and Social Behavior Boulder, 16-20 septembre 2006
 - Mijiyawa : Economic Growth Sustainability : Do Institutions Matter and Which one Prevails ?

- Eighth International Network for Economic Research (INFER) Annual Conference, Cork, 22-24 septembre 2006
 - M-A. Veganzones-Varoudakis : Governance and Private Investment in the Middle East and North Africa.

- Conférence WIDER "Advancing Health Equity", Helsinki, 29-30 septembre 2006
 - P. Guillaumont (en collaboration avec J. Subervie et C. Korachais): How Macroeconomic Instability Lowers Child Survival?

- CRISE Conference : Decentralization, Federalism and Conflict, Oxford, 5-6 octobre 2006
 - J-P. Tranchant : Federalism and Conflict a Conditional Relationship ?

- Conference on Poverty, Addis-Abeba – Ethiopie, 12-13 octobre 2006
 - D. Mededji : La pauvreté au Bénin : analyse dynamique. Rôle de la croissance et de l'inégalité et ciblage des populations vulnérables.

- International Workshop on "Transition towards Sustainable Resource Use in Rural China", Kunning, Chine, 20-26 octobre 2006
 - S. Démurger (en collaboration avec M. Fournier): Rural Poverty and Fuel Wood Consumption : Evidence from Labagoumen Township (China).

- The European Association for Evolutionary Political Economy Conference: Developing Economies; Multiple Trajectories, Multiple Developments, Université Galatasaray, Istanbul, 2-4 novembre 2006
 - M-A. Vezanzones-Varoudakis : Government and Private Investment in the Middle East and North Africa.

- Séminaire de Politique agricole SFER, Paris, 10 novembre 2006
 - S. Chabe-Ferret : Comment évaluer l'impact des politiques publiques ? Quelques enseignements pour l'évaluation en France.

- Ecole Nationale de Santé Publique, Rennes, 20-21 novembre 2006
 - J. Mathonnat : Financement de la santé dans les pays d'Afrique et d'Asie à faible revenu.

- Conférence de la Banque Africaine de Développement (BAD) : "Accélérer le développement de l'Afrique cinq ans après le début du XXIème siècle", Tunis, 22-24 novembre 2006
 - P. Guillaumont : Présentation à la plénière d'ouverture sur "La Vulnérabilité,défi persistant de la croissance en Afrique"
 - S. Guillaumont : Présidente de l'atelier "Création de richesse et équité en Afrique"

- 28^{èmes} Journées des Economistes de la Santé, Dijon, 23-24 novembre 2006
 - T. Poder : Rôle de la discrimination ethnique et rurale dans la relation entre inégalité de revenu et santé au Guatemala.

- Colloque UNU-WIDER : "Fragility and Development", Suva – Fidji, 1-2 décembre 2006
 - P. Guillaumont : Assessing the Vulnerability of Small Island Developing States.

- Centre International de Conférences : Conférence Médecins sans Frontières - Organisation Mondiale de la Santé "Médecine humanitaire et santé publique", Genève, 4 décembre 2006
 - J. Mathonnat : Le financement de l'élargissement de l'accès aux ARV : enjeux et débats.

- Economic Research Forum (ERF) Thirteenth Annual Conference, Kuwait , 16-18 décembre 2006
 - M-A. Vezanzones-Varoudakis : Governance Institutions and Private Investment: An application to the Middle East and North Africa.

Communications 2007

- Eight Annual Global Development Conference (GDN), Pékin, 13-18 janvier 2007
 - F. Traore : L'impact des subventions américaines sur le prix mondial du coton : une approche par les VARs bayésiens.
- 4ème séminaire du CERI «Stabilisation des prix et gestion des risques en agriculture », Sénat, Paris, 15 janvier 2007.
 - C. Araujo Bonjean : Produits concurrents : comment réguler la concurrence ? (coton, sucre, oléagineux).
- Sixth International Conference of the Middle East Economic Association, Zayed University, Dubai, 14-16 mars 2007
 - M-A. Veganzones-Varoudakis : The Role of Institutions on Private Investment: The Case of Middle East and North Africa.
- Conférence internationale "Couverture du risque maladie dans les pays en voie de développement : rompre le cercle vicieux de la maladie et de la pauvreté", Paris, 15-16 mars 2007
 - J. Mathonnat : La contribution de la couverture maladie au renforcement des systèmes de santé.
- Conférence Centre for the Study of African Economies (CSAE) "Economic Development in Africa", Oxford, 18-20 mars 2007
 - L. Yougbare : Exchange Rate Regimes and Growth Volatility
 - C. Tsafack Temah : Gender discriminations and HIV/AIDS Epidemic in Sub-Saharan Africa.
- Commission on Trade in Goods and Services, and Commodities and related Expert Meetings à la CNUCED, Genève, 21 mars 2007
 - C. Araujo Bonjean : An Appraisal of Former and New Compensatory Financing Schemes.
- 49th Annual Conference WSSA : "Crossing Borders", Calgary – Canada, 11-14 avril 2007
 - T. Poder : What is Really Social Capital and How does it Relate to Health? A Review.
- 18th CEA annual conference «Integrating China into the world economy », Nottingham - Royaume-Uni, 16-18 avril 2007
 - P. Hua : How does China Affect the Exports of other Asian Economies?
- 10TH IZA European Summer School in Labor Economics, Buch am Ammersee - Allemagne, 24-29 avril 2007
 - K. Labar (en collaboration avec J-L. Arcand) : Human Capital and Wages: Controlling for Measurement Errors, Unobserved Heterogeneity and Endogeneity. Application to China.
- Economic Transition at Midlife: Lessons from the Development of Markets and Institutions, Portoroz, Slovenia, 11-14 mai 2007
 - P. Hua : How does China exert effects on its Asian neighbors' exports?
- Colloque de Science Politique « Do They Walk Like They Talk ? », Québec – Université de Laval, 22-30 mai 2007
 - G. Rota-Graziosi : Speech and Action in Policy Processes : Approaches from Political Science and Economics.

- 4th Minnesota International Economic Development Conference, University of Minnesota, St. Paul, 4-5 mai 2007
 - L. Bassole : Does Community Driven Development Work? Evidence from Senegal.
- Journées de Microéconomie Appliquée, Fribourg, 31 mai -1er juin 2007
 - G. Rota-Graziosi : Endogeneous Cooperation Between Local and Central Governments in Federations.
 - K. Labar (en collaboration avec J-L. Arcand) : Human Capital and Wages : Measurement Errors, Unobserved Heterogeneity and Endogeneity.
- Journée d'Economie Publique – Groupe d'Economie Publique, ENS Cachan-CES, Paris, 6 juin 2007
 - G. Rota-Graziosi (en collaboration avec M. Cochinard et M. Foucault) :Public Goods, Endogeneous Coalitions and Asymmetric Externalities.
- Third Annual Conference on Global Asian Perspectives “De Shanghai à Bangalore : des modèles d'affaires à revisiter”, Paris, 7-8 juin 2007
 - P. Hua : The Impact of China’s Rise on the Exports of its Asian Neighbors.
- Conférence UNU-WIDER "Fragile States - Fragile Groups", Helsinki – Finlande, 15-16 juin 2007
 - P. Guillaumont : EVI and issues.
 - R. Schiere : Regional Income Vulnerability and Inequality in China from 1985 to 2001 : An Analysis Using an Asset Based Framework.
- Atelier grossesse et paludisme, Institut de France, Académie des Sciences, Académie Nationale de Médecine, Equilibres & Populations, Paris, 26 juin 2007
 - M. Audibert : Poids économique du paludisme lors de la grossesse (en collaboration avec J-C. Berthélemy), (conférence invitée).
- 12th annual Conference on Econometric Modeling in Africa, Cape Town - Afrique du Sud, 4-6 juillet 2007
 - C. Araujo Bonjean : Price Shocks Transmission in the Chocolate Chain.
 - J-F. Brun : Econometric Society 2007.
 - L. Bassole : Child Malnutrition in Senegal : Does Access to Public Infrastructure Really Matter ? A quantile Regression Analysis.
 - F. Traore : The impact of United States Subsidies on World Cotton Price : Evidence from a Simultaneous Equations Model.
- 4th International Conference "Developments in Economic Theory and Policy", Bilbao, 5-6 juillet 2007
 - Y. Dosmagambet : Optimizing the Composition of Secondary Educational Stock.
- Premières journées du GDR 2989 « Economie du développement et de la Transition », Clermont-Ferrand, 2 et 3 juillet 2007
 - C. Araujo-Bonjean et J-F. Brun : Transmission des prix dans la filière cacao.
 - S. Guillaumont et P. Hua : L’appréciation du renminbi et l’inégalité des revenus entre la ville et la campagne en Chine.
- Conférence AIDSIMPACT 2007, Marseille, 1-4 juillet 2007
 - C. Tsafack Temah : Socio-economic inequalities and HIV/AIDS Epidemic : Evidence from Sub-Saharan Africa.

- Public Economic Theory International Meeting, Nashville, Etats-Unis, 6-8 juillet 2007
G. Rota-Grasiozi : Oates Theorem Revisited.

- 2nd Meeting of the Society for the Study of Economic Inequality (ECINEQ), Berlin, 12-14 juillet 2007
F. Bresson : A general class of inequality elasticities of poverty in China.

- CES the 4th Annual Conference of the Consortium for Western China Development Studies : "Increasing Growth in Under-Developed Regions and Construction of a Harmonious Society", Guiyang - Chine, 24-26 juillet 2007
R. Hao : Sources of income differences across Chinese provinces during the reform period: A development accounting exercise.

- CES Annual China Conference 2007: "Economic Transition, Regional Growth, and Sustainable Development", Changsha - Chine, 28-30 juillet 2007
R.Hao : Opening up, marketization reforms, and convergence clubs in China.
Z. Xu : Productivity and agglomeration economies in Chinese cities.
M-F. Renard (en collaboration avec X. Zelai, N. Zhu) : Migration, urban population growth and distance: the case of China.

- Biennial Conference of The Economic Society of South Africa, Johannesburg - Afrique du Sud, 10-12 septembre 2007
J-A. Tapsoba : African Bilateral Trade and Macroeconomic Asymmetries.

- 39TH Annual Conference "Money, Macro and Finance Research Group", Birmingham - Royaume-Uni, 12-14 septembre 2007
T. Kinda : Increasing Private Capital Flows to Developing Countries : The Role of Physical and Financial Infrastructure

- 56^{ème} Congrès annuel de l'Association Française de Science Economique (AFSE), Paris - Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, 20-21 septembre 2007
J-A. Tapsoba : African Bilateral Trade and Macroeconomic Asymmetries.
T. Kinda : Accroître les flux de capitaux privés vers les pays en développement : le rôle des infrastructures physiques et financières.
P. Gyselink : Impact de l'éducation sur l'efficacité des paysans dans un contexte de changement institutionnel : une application sur données vietnamiennes.
R. Hao : Sources of Income Differences Across Chinese Provinces During the Reform period : A Development Accounting Exercise.

- 2007 Labsi International Conference on Political Economy and Public Choice : Theory and Experiments, Sienne, 27-29 septembre 2007
A. Mijayawa : Inflation and Democracy in Former Extractive Colonies : Analysis with Instrumental Variables.

- Journée René Gendarme, Nancy - Faculté des Sciences Economiques, 27 septembre 2007
H-F. Henner : L'OMC et les PED.

- Journées doctorales d'économie du développement et de la transition Université d'Auvergne, CERDI – Université Paris 1 CES, Paris, 11-12 octobre 2007
S. Cassilde : Auto déclarer la couleur de sa peau dans le Brésil contemporain : quels déterminants ?
C. Djofack-Zebaze : Telecommunications Services in Africa : The Impact of Multilateral Commitments and Unilateral Reform on Sector Performance and Economic Growth.

- R. Hao : Sources of income differences across Chinese provinces during the reform period : A development accounting exercise.
- T. Kinda : Investment Climate and FDI location In Developing Countries : Firm-Level Evidence.
- A-G. Mijiyawa : Inflation and Democracy in Former Extractive Colonies : Analysis with Instrumental Variables.
- J-A. Tapsoba : Bilateral Trade, Macroeconomic Synchronization and African Monetary Integration.
- L. Wagner : Thresholds in Aid Effectiveness.
- Séminaire CSAE, Université d'Oxford, Oxford - Grande-Bretagne, 15-16 octobre 2007
- L. Bassole : Child Malnutrition in Senegal : Does access to public infrastructure really matter ? A quantile regression analysis.
- 6ème Colloque International sur l'Economie Chinoise « Le développement de la Chine est-il soutenable ? », Clermont-Ferrand, 18-19 octobre 2007
- R. Hao : Sources of Income Differences across Chinese Provinces during the Reform Period: A Development Accounting Exercise.
- F. Bresson, K. Labar : "Leftist", "Rightist" and Intermediate Decompositions of Poverty Variations with an Application to China from 1990 to 2003.
- Z. Liang : Financial Reforms, Growth and Regional Disparity in China.
- R. Schiere Richard, M-F. Renard : Vulnerability and public service delivery in China from 1985 to 1999.
- X. Huang, M. Audibert, J. Mathonnat : Catastrophic cost of the illness shock, lost of income and access to the health care: what's the implication for the health insurance in China.
- K. Labar : Intergenerational mobility in China.
- M-F. Renard, Z. Xu (en collaboration avec N. Zhu) : Migration, urban population growth and distance: the case of China.
- T. Zhang : Endogenous Discounting, Precautionary Savings and the Current Account: the Case of China.
- China's Trade Strategy in Africa » He Yong et Renard Mary-Françoise
- Forum international "Equité et développement. Des pratiques de mise en œuvre de l'équité", Haut Conseil de la Coopération Internationale du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, Paris Bercy, 6-7 novembre 2007
- G. Chambas : Transition fiscale et équité.
- Table ronde Réseau Remed "Pérennité des systèmes de santé dans les pays en développement" ? Paris, UFR Sciences Pharmaceutiques et Biologie, Université Paris V, 11-12 novembre 2007
- M. Audibert, J. Mathonnat : Financement des médicaments. Où sont les véritables enjeux ?
- Atelier « Intégration des marchés des céréales et du bétail en Afrique de l'Ouest », CILSS, Ouagadougou, 12-13 novembre 2007
- C. Araujo Bonjean :
- . Commerce et sécurité alimentaire : un état de la recherche
 - . Intégration spatiale des marchés : revue des principales méthodes d'estimation.
- African Economic Conference II, United Nations Economic Commission for Africa, Addis Abeba – Ethiopie, 15-18 novembre 2007
- J-L. Arcand : The Making of a (vice-) President: Party Politics, Ethnicity, Village Loyalty and Community-Driven Development.

- L. Bassole : Child Malnutrition in General : Does Access to Public Infrastructure Really Matter ? An instrumental Variables Quantile Regression Approach.
- Union Africaine : Inaugural Meeting of Task Force on Commodities, Addis Abeba – Ethiopie, 16-17 novembre 2007
F. Traore : La gestion de l'instabilité des cours des matières premières.
- Journées COPED "La santé dans les politiques de développement", Paris - Académie des Sciences, 19 -20 novembre 2007
M. Audibert : Enjeux, approches et contraintes de l'évaluation dans les pays à faible revenu
J. Mathonnat : Financement public, paiements directs et contraintes macro-économiques.
- 22^{ème} session des Journées de l'Entreprise : "L'entreprise maghrébine et l'Asie : opportunités et défis", Port El Kantaoui – Tunisie, 29 novembre-1^{er} décembre 2007
P. Plane : L'émergence du pôle Asie et les implications compétitives pour la Tunisie.
- Workshop OMS, Genève, 5-7 décembre 2007
Y. Dukhan, C. Korachais : Household Survey Analysis and the Financial Burden of Health Payments
- 20^{ème} anniversaire Journées des Economistes de la Santé Français, Lille - Université Catholique, 5-8 décembre 2007
M. Audibert : Paludisme, production et revenu des producteurs de café et cacao : une étude sur données d'enquête en Côte d'Ivoire.
- Conference on Institutional and Social Dynamics of Growth and Distribution, Barcelone, 12 décembre 2007
A. Mijiyawa : Which Institutions for Sustained Economic Growth?
- Journées d'Etudes sur le Travail et l'Education des Enfants, Paris, 13-14 décembre 2007
C. Grigoriou, G. Rota-Graziosi : L'impact des dépenses sociales sur le travail des enfants entre aversion absolue au risque et aversion relative.

Communications 2008

- First Asia Workshop on Institutional Analysis - The Ronald Coase Institute, Singapour, 5-10 janvier 2008
T. Kangoye : Foreign Aid, External shocks and Institutions.
- Ninth Annual Global Development Conference GDN "Security for Development: Confronting Threats to Survival and Safety", Brisbane – Australie, 29-31 janvier 2008
C. Tsafack Temah : Gender discrimination and HIV/AIDS epidemic: Evidence from Sub-Saharan Africa.
- Global Development Network (GDN) "Promoting Innovative Programs from the Developing World: Towards Realizing the Health MDGs in Africa and Asia". Post-conference workshop held in conjunction with the Ninth Annual Global Development Conference, Brisbane – Australie, 29 janvier-4 février 2008
J-L. Arcand : Présentation des enquêtes de référence pour le Fundo de Apoio Social (FAS III Angola) le VF/EMP/VIH et SIDA (Cameroun).

- Colloque GDR CNRS 2989 "Economie du développement et de la transition", Clermont-Ferrand, 15 février 2008
 - C. Tsafack Temah : What Drives HIV/AIDS Epidemic in Sub-Saharan Africa ?
 - M. Audibert, J-F. Brun, J. Mathonnat : Effet économique du paludisme en Côte-d'Ivoire.

- CSAE Conference 2008 "Economic Development in Africa", St-Catherine's College, Oxford, Grande-Bretagne, 16-18 mars 2008
 - Y. He (en collaboration avec C. Djofack) : Impact of China's exports on African Trade Performance.
 - T. Kangoye : Macroeconomic Instability and The Quality of Institutions: What Role for Aid.

- Conférence Finances publiques : "Whole of Government Approaches to Public Finances Management in Fragile States", Paris, Ministère des Finances, 17-18 mars 2008
 - G. Chambas : Defining priorities for revenue policy and administration.

- Chinese Economic Association CEA (UK) -19th Annual Conference "China's Three Decades of Economic Reform (1978-2008)", Cambridge - Grande-Bretagne, 1-2 avril 2008
 - R. Hao (en collaboration avec Z. Wei) : Fundamental causes of inland-coastal income inequality in post-reform China.

- The Chinese Economists Society 2008 Annual Conference - Nankai University, Tianjin, 15-25 avril 2008
 - R. Hao (en collaboration avec Z. Wei) : Fundamental Causes of Inland-coastal Income Inequality in Post-reform China.
 - Y. He : Does China's Trade Expansion Help African Development ?- A gravity-model Approach.
 - M-F. Renard (en collaboration avec L. Moulin) : China after thirty years of reforms: still in transition? The experience of Liaoning province.
 - Z. Xu : Size, efficiency and agglomeration economies in Chinese cities.

- 11th IZA Summer School in Labor Economics, Buch Ammersee–Allemagne, 12-18 mai 2008
 - S. Cassilde : On the Endogeneity of Self-Declared Skin Color in Contemporary Brazil.

- The Chinese Economist Society Annual Conference 2008, Tianjing Chine, 18-19 avril 2008
 - Y. He : Does China's Trade Expansion Help African Development? - A South-South Trade Model Approach

- ESNIE 2008, the 7th Session of the European School on New Institutional Economics, Cargèse – Corse, 19-23 mai 2008
 - A. Mijiyawa : Determinants of Private Property Rights Institutions: Empirical Evaluations of Four Various Theoretical Approaches.
 - T. Kangoye : Macroeconomic Instability and the Quality of Institutions: The Impact of Aid.

- Annual Conference of the Research Committee Development Economics, Zurich – Suisse, 30-31 mai 2008
 - A. Mijiyawa : Inflation and Democracy in Former Extractive Colonies: Analysis with a New Instrumental Variable.

- VII^{èmes} Journées internationales d'Etudes Jean Monnet dans le cadre des "1001 Actions pour le Dialogue", Rabat, 3-6 juin 2008

- Y. He : Les positions commerciales de la Chine, EU-15 et les Etats-Unis dans les pays de l'Afrique du Nord : Implication sur le développement de la Zone méditerranéenne.
- XVIIth Aix-Marseille Doctoral Spring School in Economies: "The Theory and Empirics of Discrimination", Aix-en-Provence, 5-6 juin 2008
S. Cassilde : On the Endogeneity of Self-Declared Skin Color in Contemporary Brazil.
 - 2008 AFSE Thematic Meeting "Frontiers in Environmental Economics and Natural Resources Management", Toulouse, 9-11 juin 2008
J-L. Combes, P. Combes-Motel (en collaboration avec S. Guerineau) : Deforestation and credit cycles in Latin American countries.
 - Second Summer School on the Chinese Economy, CERDI, Clermont-Ferrand, 30 juin-2 juillet 2008
X. Huang (en collaboration avec M. Audibert, J. Mathonnat) : Health spending and income losses: what implications for insurance in China.
L. Moulin (en collaboration avec M-F. Renard) : China after thirty years of reforms : still in transition ? The experience of The Liaoning province.
 - Colloque du GDR CNRS "Economie du Développement et de la Transition", CERDI, Clermont-Ferrand, 3-4 juillet 2008
E. Djimeu Wouabe : Impact et ciblage d'un fonds social dans un environnement post-conflit : le cas de l'Angola.
S. Cassilde : On the endogeneity of self-declared skin color in contemporary Brazil.
J-F. Brun, G. Chambas, S. Guerineau : Aide publique au développement et mobilisation fiscale.
S. J. Tapsoba : Trade intensity and business cycle synchronicity in Africa.
C. Carrère (en collaboration avec J. De Melo): Fiscal spending and economic performance: some stylized facts.
J-L. Combes, P. Combes-Motel, S. Guerineau: Credit cycles and deforestation in Latin American countries.
 - 13th Annual Conference of the African Econometric Society, University of Pretoria, Pretoria - Afrique du Sud, 9-11 juillet 2008
E. Djimeu Wouabe: Do HIV-AIDS teacher training programs work? Instrumental variables results for the Cameroon.
L. Yougbare : Exchange rate regimes, growth and volatility: An empirical reappraisal;
 - Asia-Pacific Productivity Conference 2008, Institute of Economics, Academia Sinica, Taipei – Taïwan, 17-19 juillet 2008
Y. Dosmagambet : Optimizing the Composition of Secondary Educational Stock: The Case of Taïwan.
 - XLVI Congresso da Sociedade Brasileira de Economia, Administracao e Sociologia Rural (SOBER), Rio Branco - Brésil , 20-25 juillet 2008
C. Araujo-Bonjean en collaboration avec C. Araujo, J-L. Combes, P. Combes-Motel et E. Reis) : Land Reform and Deforestation in the Brazilian Amazonia.

- 57^{ème} Congrès annuel AFSE, Paris, 18-19 septembre 2008
 - S. Cassilde : On the Endogeneity of Self-Declared Skin Color in Contemporary Brazil"
 - A. Minea : Tax deficit and economic growth.
 - L-M. Philippot : Rente naturelle et composition des dépenses publiques.

- UNU-WIDER : conférence "Frontiers of Poverty Analysis", Helsinki, 26-27 septembre 2008
 - C. Korachais (en collaboration avec P. Guillaumont) : When unstable, growth is less pro poor.

- Séminaire invité Département de Science Politique de l'Université Laval, Québec, 8 octobre 2008
 - G. Rota-Graziosi : Leadership et hégémonie pour la fourniture de biens publics mondiaux".

- Workshop AC12, ANRS, Paris, 10 octobre 2008
 - M. Audibert : Stratégies d'augmentation de la couverture des programmes PTME : Comment évaluer les stratégies d'incitation ? (en collaboration avec H. Toure) (conference invitée).

- 66^{ème} Atlantic Economic Conference, Montréal, 9-12 octobre 2008
 - G. Rota-Graziosi: Tax Competition Revisited: And Endogenous Timing Game.

- "La Chine : défis économiques et financiers", Université de Caen, Caen, 13-14 octobre 2008
 - P. Hua : Sources et limites de la croissance économique de la Chine (conférence invitée).

- GDR 2989 du CNRS "Economie du développement et de la transition", Bordeaux - Université Montesquieu, 16 octobre 2008
 - J-L. Combes : Animation journée thématique : Envoi de fonds, inégalité et pauvreté dans les pays en développement.

- Colloque CCER-BAsD: "Thirty Years of Reform and Development : What Can China Offer to the Developing World", Pékin, 23-30 octobre 2008
 - M-F. Renard (en collaboration avec L. Moulin) : Market Integration Across Regions.

- Colloque International Intégration des marchés et sécurité alimentaire dans les pays en développement, CERDI, Clermont-Ferrand, 3-4 novembre 2008
 - C. Araujo., C. Araujo-Bonjean (en collaboration avec J. Egg) : Choc pétrolier et performance du marché du mil au Niger.
 - _Subervie J. : Rupture et asymétrie dans la transmission des prix agricoles mondiaux..
 - C. Araujo-Bonjean (en collaboration avec M. Aubert et J. Egg) : Commerce du mil en Afrique de l'Ouest : les frontières abolies ?

- Conférence économique africaine 2008, Tunis, 12-14 novembre 2008
 - J-A. Tapsoba : Trade Intensity and Business Cycle Synchronicity in Africa.
 - P. Guillaumont : Adapting Aid Allocation Criteria to Development Goals.
 - T. Kinda : Small Enterprise Growth and the Rural Investment Climate: Evidence from Tanzania.

- 3^{èmes} Journées scientifiques du Sud Toulon-Var, Toulon, 13-14 novembre 2008
 - P. Plane (en collaboration avec M-A. Veganzones-Varoudakis) : Business Environment and Performance of the Manufacturing Industry: The Case of the Middle East and North Africa.
- Atelier International : Déforestation tropicale : déterminants & implications politiques, CERDI, Clermont-Ferrand, 14 novembre 2008
 - C. Araujo, C. Araujo Bonjean, J-L. Combes, P. Combes Motel, E.J. Reis : Land tenure insecurity and deforestation in the Brazilian Amazonia
 - J-L. Combes, P. Combes Motel, S. Guérineau : Deforestation and credit cycles in Latin American countries.
- Journées de présentation de la Fondation des Emigrés Sénégalais (FES), Barcelone, 21 - 22 novembre 2008
 - L. M'Baye : Analyse de l'émigration illégale du Sénégal vers les pays du Nord : qui est prêt à risquer sa vie et pourquoi ?"
- Economic Research Forum (ERF) Fifteenth Annual Conference, Le Caire, 23-25 novembre 2008
 - P. Plane: Business Environment and Performance of the Manufacturing Industry: The case of the Middle East and North Africa.
 - T. Kinda, P. Plane, M-A. Veganzones-Varoudakis : Productivity and Technical Efficiency in MENA Manufacturing Industries: The Role of the Business Environment.
 - M-A. Veganzones-Varoudakis : Productivity and Technical Efficiency in MENA Manufacturing Industries: The Role of the Business Environment.
- Conférence internationale sur le financement du développement ? *Side event* organisé pour le gouvernement par la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International, FERDI Doha – Qatar, 29 novembre - 2 décembre 2008
 - P. Guillaumont, P.Mésseant :Face à la crise, quelles priorités dans l'allocation de l'aide ?
- AERC : Biannual Research Workshop, Nairobi – Kenya, 29 novembre-4 décembre 2008
 - M. Audibert : Endemic diseases and agricultural sector productivity: challenges and policy responses.
- Séminaire à l'Institut d'Asie Orientale, Lyon - ENS LSH, 27 novembre 2008
 - C. Batisse : La Chine contemporaine : une société harmonieuse ? Défis et pressions sur le développement socio-économique chinois.
- Conférence FEMISE, Istanbul, 13-15 décembre 2008
 - P. Plane : Compétitivité, prix et efficacité productive dans les secteurs manufacturiers du Maroc et de la Tunisie.

Communications 2009

- 29Th Annual Meeting of The Middle East Economic Association in conjunction with the Annual Meeting of the Allied Social Science Associations (ASSA), San Francisco- Etats-Unis, 2-5 janvier 2009
 - T. Kinda (en collaboration avec P. Plane et M-A. Veganzones-Varoudakis) : Firm-Level Productivity and Technical Efficiency in MENA Manufacturing Industry: The Role of the Investment Climate.

- P. Plane (en collaboration avec M. Chaffai): Total Factor Productivity of Tunisia's Manufacturing Sectors: Measurement, Determinants and Convergence towards OECD Countries.
- Veganzones-Varoudakis M-A. : Business Environment and Performances of the Manufacturing Industry: The Case of the Middle East and North Africa.
- 13th Conference Theories and Methods in Macroeconomics, Strasbourg - Université Louis Pasteur, 8-9 janvier 2009
- A. Minea (en collaboration avec P. Villieu) : Taxes, déficit et croissance économique : la courbe de Laffer revisitée.
- M. Ly : Fiscal Policy Shocks in developing countries: a panel structural VAR approach.
- Conférence-Formation "Chine - Nouvelles règles du jeu : d'une position défensive vers une politique de partenariats en Chine", Paris - Centre culturel de Chine à Paris, 22-23 janvier 2009
- I. Goi : Etat des échanges industriels entre la France et la Chine.
- GDN 10th Annual Global Development Conference "Natural Resources and Development", Koweït City – Koweït, 3-5 février 2009
- L-D. Omgba : On the duration of political power in Africa: the role of oil rent.
- Bocconi University : International Conference "Macroeconomic and Policy Implications of Underground Economy and Tax Evasion", Milan, 5-6 février 2009
- G. Attila : Corruption, taxation and economic growth: theory and evidence.
- Annual Meeting of the Public Choice Society, Las Vegas - Etats-Unis, 5-8 mars 2009
- G. Rota-Graziosi (en collaboration avec avec S. Cochinard et M. Foucault) : Public Goods and Strategic Complements: A Tale of (Non-Cooperation ?
- G. Rota-Graziosi (en collaboration avec H. Kempf): Tax Competition Revisited: An Endogenous Timing Game.
- C. Vergne : Turnout in Developing Countries: The Effect of Mass Media on National Voter Participation.
- 8th International Conference of the Middle East Economic Association (MEEA), Nice, 18-20 mars 2009
- M. Legoff : How Remittances Contribute to Poverty Reduction: a Stabilising Effect.
- M-A. Veganzones-Varoudakis : Does Investment Climate Explains MENA Low Productive Performance of the Manufacturing Industry ?
- CSAE Conference 2009 "Economic Development in Africa", Oxford, 21-24 mars 2009
- E. Djimeu Wouabe : War, human capital, expenditures and fertility: Instrumental variables evidence for Angola.
- T. Kinda (en collaboration avec P. Plane et M. Chaffai) : Textile in eight developing countries: does business environment matter for productive inefficiencies?
- AfrEA-NONIE-3ie International Conference "Perspectives In Impact Evaluation : Approaches To Assessing Development Effectiveness", Le Caire, 31 mars-2 avril 2009
- G. Balineau: The impact of Fair Trade on cotton producer organisations' efficiency.
- E. Djimeu (en collaboration avec J-L. Arcand) : How effective are social programs during conflicts? Instrumental variables evidence from the Angolan civil war.

- Journée d'étude pluridisciplinaire : "Désinvestir, réinvestir le terme de 'race' en sciences sociales. De ses utilisations à ses effets", Strasbourg, Université de Strasbourg - Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe, 31 mars 2009
 - S. Cassilde : Stratégies individuelles versus stratégies collectives : cor [couleur] et raça [race] au Brésil.

- 2009 Society for Nonlinear Dynamics and Econometrics Conference: Federal Reserve Bank of Atlanta, 16-17 avril 2009
 - A. Minea : Persistent Deficit, Growth and Indeterminacy: The "Golden Rule of Public Finance" Revisited.

- Fifth Multilateral Development Banks/Multilateral Financial Institutions, Technical Meeting on Performance-Based Allocation System, La Barbade, 16-17 avril 2009
 - P. Guillaumont : Adapting Aid Allocation Criteria to Development Goals.

- Center for Global Development, Washington, 22-25 avril 2009
 - P. Guillaumont : Séminaire : "Adapting Aid Allocation Criteria to Development Goals"

- Meeting "Health, Economic Growth and Poverty Reduction in Africa", Accra – Ghana, 19-24 avril 2009
 - M. Audibert : Mesure des indicateurs de santé, état des lieux et perspectives

- Conference : The challenges of fragility to development policy, Barcelone, 7-8 mai 2009
 - P. Guillaumont : How to measure fragility: What the data and indices capture?

- Conférence : Defining the State-of-the-Art on Remittances and Return, Maastricht- Pays-Bas, 14 mai 2009
 - M. Boussichas: Illegal migrants' remittances: Does the legal status of migrant change remittances and their use?

- Workshop "Spring of Incentives", Toulouse - Manufacture des Tabacs, 18-19 mai 2009
 - V. Dequiedt : Mechanism Design with Bilateral Contracting.

- Colloque international "Inégalités et développement dans les pays méditerranéens", Université de Galatasaray : Istanbul, 21-23 mai 2009
 - P. Plane, M-A. Veganzones-Varoudakis : Productivity and Investment Climate in Developing Countries: How Do MENA Industries Perform?"
 - C. Ebeke, M. Legoff : Why Migrants' Remittances Reduce Income Inequality in Some Countries and not in Others?

- University of Linz : The Annual Meeting of the Austrian Economic Association 2009, Linz – Autriche, 21-23 mai 2009
 - X. Huang : Catastrophic costs of health shock, income losses: What implications for insurance in China.

- Journée CRITERR en Sciences du Développement, Tours - Université François Rabelais, 28 mai 2009
 - A. Minea (en collaboration avec J-L. Combes, P. Combes-Motel et T. Villieu) : Déforestation et seigneurage.
 - Y. Gnegne : The impact of adjusted net saving on long-run economic growth: An empirical analysis.

- ISS 7th Development Dialogue Conference, La Haye - Pays-Bas, 2-3 juin 2009
 - G. Diarra : The Pipeline Approach of Absorptive Capacity: What can Explain Differences Between Bilateral and Multilateral Donor's Aid Disbursement Delays?
- 8th Workshop "Spatial Econometrics and Statistics", Besançon - Université de Franche-Comté, 2-3 juin 2009
 - E. Caldeira (en collaboration avec M. Foucault) et G. Rota Graziosi) : Decentralization in Africa and the Nature of Local Governments' Competition: Evidence from Benin.
- 12th Annual Conference GTAP, Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC): "Trade Integration and Sustainable Development: Looking for an Inclusive World", Santiago – Chili, 10-12 juin 2009
 - F. Traore: The impact of Developed Countries' Cotton Subsidies on the Malian Economy: a CGE Assessment.
- Association of Public Economic Theory, Galway – Irlande, 15-21 juin 2009
 - G. Rota-Graziosi (en collaboration avec H. Kempf) : Tax Competition Revisited: An Endogenous Timing Game.
 - A. Minea (en collaboration avec P. Villieu): Can Inflation Targeting Improve Institutional Quality in Developing Countries?
- 13th Annual Conference of the International Society for New Institutional Economics, Berkeley, University of California, Walter A. Haas School of Business - Etats-Unis, 18-20 juin 2009
 - A. Mijiyawa :
 - Fighting Inflation in Developing Countries: Does Democracy Help? An Empirical Investigation.
 - Democracy Rules: The Prevalence of Political Approach in Determining the Quality of Private Property Rights Institutions.
- Académie Hassan II des Sciences et Techniques et Université Mohamed V : Colloque "Epidémiologie des accidents vasculaires cérébraux au Maroc et comparaisons internationales", Rabat, Casablanca – Maroc, 18-22 juin 2009
 - M. Audibert :
 - Evaluation économique des interventions en santé : quels enjeux ?
 - Intensification du secteur agricole et risques pour la santé publique.
 - J. Mathonnat : Financement de la santé et accès des pauvres aux services de santé.
- Annual International Conference of the Verein für Socialpolitik - Research Committee Development Economics, Francfort – Allemagne, 26-27 juin 2009
 - H. Ehrhart : The Political Economy Determinants of Domestic Tax Mobilization in Developing Countries.
- EAERE 2009 : 17th Annual Conference of the European Association of Environmental and Resource Economists, Department of Spatial Economics of the Faculty of Economics and Business Administration, Institute for Environmental Studies, Vrije Universiteit (VU University Amsterdam), Amsterdam, 24 - 27 juin 2009
 - J-L. Combes, P. Combes-Motel, S.Guérineau : Crédit Cycles and Deforestation in Latin American Countries.
 - A. Minea (en collaboration avec P. Villieu) : Deforestation and Seigniorage in Developing Countries: Better environment or Lower Inflation.

- Colloque ASRDLF (Association de Science Régionale de Langue Française", Clermont-Ferrand, 6 juillet 2009
 - G. Rota-Graziosi (en collaboration avec M. Foucault) : Decentralization in Africa and the nature of local government competition: Evidence from Benin.
 - E. Caldeira (en collaboration avec G. Rota-Graziosi et M. Foucault) : Public Spending Interactions among Beninese Municipalities.

- Workshop sur la « Productivité des firmes, Commerce et Développement» organisée dans le cadre du FEMISE et du GDR "Economie du développement et de la transition", Aix-en-Provence, 8-9 juillet 2009.
 - M-A. Vezanzones-Varoudakis, P. Plane, Chaffai M. : Textile manufacturing in eight developing countries: how far does the business explain firm's productive inefficiency ?

- 7th World Congress on Health Economics "Harmonizing Healths and Economics", Beijing, 12-15 juillet 2009
 - C. Korachais (en collaboration avec Y. Dukhan): Financial Burden of health payments in France: 1995-2006.
 - J. Mathonnat : Comments on health care catastrophic payments in Finland, France and Korea.

- 15th International Conference on Computing in Economics and Finance - University of Technology, Sydney – Australie, 15-17 juillet 2009
 - A. Minea : Financial Development, Institutional Quality and Maximizing-Growth Trade-Off in Government Finance.

- 3rd International AMMA Conference, Ouagadougou, 20-24 July 2009.
 - Araujo Bonjean C. (en collaboration avec S. Simonet) : Impact of the Monsoon on Grain Markets in Sahelian countries.

- 65th Congress of the International Institute of Public Finance "Public Policy and Development", Cape Town - Afrique du Sud, 13-16 août 2009
 - E. Caldeira (en collaboration avec Martial Foucault (Université de Montréal) et Grégoire Rota-Graziosi) : Decentralization in Africa and the nature of local governments' competition: evidence from Benin.
 - V. Dequiedt (en collaboration avec Anne-Marie Geourjon et Grégoire Rota-Graziosi) : On the Design of Preshipment Inspection Programs.
 - G. Rota-Graziosi (en collaboration avec Hubert Kempf (Banque de France et Université Paris 1) : And the tax winner is....Endogeneizing leadership in commodity taxation race.

- 4th annual International Conference for Quality Management and Environment (ICQME 2009), Paris - Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique, 27-28 août 2009
 - A. Drabo : Interrelationships Between Health, Environment Quality and Economic Activity: What Consequences for Economic Convergence?

- Colloque AFSE - Campus de l'Université PARIS X –Nanterre, Paris, 10-11 septembre 2009
 - J-L. Combes (en collaboration avec T. Kinda et P. Plane) : Private Capital Flows and the Real Exchange Rate in Developing Countries.
 - E. Djimeu Wouabe (en collaboration avec J-L. Arcand) : Do HIV-AIDS teacher training programs work? Instrumental variables results for the Cameroon.
 - C. Ebeke : L'impact des remittances sur le travail des enfants en présence d'instabilités de revenus et de contraintes financières.

- T. Kangoye : On the potential of foreign aid to protect democracy against instability from trade.
- A. Minea : Can Inflation Targeting Increase the Quality of Institutions in Developing Countries?
- L.D. Omgba (en collaboration avec C. Djiofack) : Equilibre général et revenu permanent dans un pays en transition post-pétrolière : le cas du Cameroun.
- L-M. Philippot : Rente naturelle et institutions.
- EAAE PhD Workshop 2009, European Association of Agricultural Economists - University of Giessen, Giessen – Allemagne, 10-11 septembre 2009
- S.R. Kinda : Does human capital matter for convergence in carbon dioxide per capita emissions?
- Colloque XXIXèmes Journées de l'Association d'Economie Sociale - Université Paris XII, Paris, 17-18 septembre 2009
- C. Batisse (en collaboration avec N. Zhu) : L'effet des politiques sociales sur l'emploi des nouveaux immigrants à Montréal.
- Inequalities in the World System: Political Science, Philosophy, Law – CEBRAP, São Paulo, Brazil, 3-6 septembre 2009
- G. Diarra : Does multilateral aid contribute to smooth World System inequalities?
- International Conference on Health & Human Sciences (ICHHS 2009), Baltimore, 24-26 septembre 2009
- A. Drabo : Interrelationships Between Health, Environment Quality and Economic Activity: What Consequences for Economic Convergence?
- Conférence GLOBELICS 2009 : Croissance inclusive par l'innovation et le changement technologique, pour l'éducation, le capital social et le développement durable, Dakar, 5-8 octobre 2009
- B. Niang : Education de la mère et la santé de son enfant : évidence pour le monde rural du Sénégal.
- C. Ebeke : On the impact of Remittances on the prevalence of Child Labor.
- S.R. Kinda : Does Education matter for Convergence in Carbon dioxide per capita Emissions?
- Conférence "Competition among Nation States". Conférence annuelle organisée pour le projet ANR-DFG, Berlin, 16-17 octobre 2009
- N. Exbrayat (en collaboration avec B. Geys) : Trade Integration and Business Tax Differentials: Theory and Evidence from OECD Countries.
- 7th International Conference on the Chinese Economy : Thirty years of reforms : What about Capitalism in China ? (organisé en collaboration avec CCES, Fudan University, Shanghai), Clermont-Ferrand, 22-23 octobre 2009
- C. Batisse (en collaboration avec Z. Nong et Q. Li) : The flow of "peasant-workers" in China since the economic reform: a longitudinal and spatial analysis.
- L. Moulin : Sulphur emissions in the Chinese provinces.
- J-L. Combes, M-F. Renard (en collaboration avec J.Tapsoba) : Political Turnover of Provincial Leaders and Optimal Fiscal Policy in China.
- H. Xiong : Decentralization and Local Environmental Protection: Evidence from Chinese Municipalities.
- H. Yong (en collaboration avec G. Zhen Sun) : On Risk-Taking and Income Mobility in Rural China since the Late 1980s: A Theoretical and Empirical Analysis.
- P. Hua, S. Guillaumont : Taux de change réel et productivité du travail en Chine.

- Young Researchers Workshop on Contests and Tournaments, Magdeburg, Allemagne, 27-30 octobre 2009
 - G. Rota Graziosi (en collaboration avec M. Hoffmann) : When the Underdog does not Lead - Endogenous Prize and Leadership in Contests.

- XIXème colloque fédérateur de CEDIMES, Bamako, Mali, 26-28 octobre 2009
 - S. Diarra : Effets des Chocs de Matières Premières sur la Mobilisation des Recettes Publiques dans les Pays d'Afrique Sub-saharienne.

- Journées Doctorales (CES -CERDI - Graduate Institute –LEO), Paris, 5-6 novembre 2009
 - C. Ebeke : Remittances and Household Consumption Growth Volatility in developing Countries.
 - E. Caldeira : Fiscal Decentralization and Public Spending Interactions in China.
 - H. Ehrhart : The Political Economy Determinants of Domestic Tax Mobilization in Developing Countries.
 - S. Diarra : Effects of Civil Wars on Public Revenues Mobilization: Do Oil States Differ from Others?
 - S. Terra : Zipf's Law for Cities: On a New Testing Procedure.
 - D. Landivar : Le rationnement régional du crédit : Analyse de la localisation des Instituts de Micro Finance en Bolivie.
 - S. Marchand : Property Rights, Legal Origin and Deforestation.

- Conférence annuelle FEMISE, Bruxelles, 13-15 novembre 2009
 - M-A. Veganzones-Varoudakis : Do Investment Climate Deficiencies Explain Low Manufacturing Productivity in Developing Countries? An Application to the Middle East and North Africa.

- 16th IDEI Annual Conference and Jean-Jacques Laffont Prize 2009, Workshop organisé en l'honneur de Roger Myerson, Toulouse, Institut d'Economie Industrielle IDEI, 7-8 décembre 2009
 - V. Dequiedt (en collaboration avec D. Martimort) : Mechanism design with bilateral contracting.

- International conference, From GDP To Well-Being: Economics On The Road To Sustainability, Ancona, Italie, 3-5 décembre 2009
 - Y. Gnegne : A constructive survey of sustainability indices: toward a portfolio of indices.

- UNU-WIDER Project Conference on African Development: Myths and Realities? Accra, Ghana, 9-12 décembre 2009
 - A. Drabo : Interrelationships between health, environment quality and economic activity: What consequences for economic convergence?
 - G. Diarra : Explaining the uncertainty of foreign financing for African states development: A pipeline approach of aid delays and absorptive capacity.
 - T. Kangoye : Does Foreign Aid promote Democracy ? Aid, Democracy and Instability from Trade.

- Expert meeting avec la Banque Africaine de Développement : Public Resource Mobilisation & Aid in Africa, Paris – OCDE, 14 décembre 2009
 - G. Chambas : Taxation du secteur informel.
 - J-F. Brun : Les ressources locales propres dans les pays africains.

- Journée "Taux de change" organisée dans le cadre du GDR "Economie du développement et de la transition", Orléans - Laboratoire d'Economie, 17 décembre 2009
 - J-L. Combes : Private capital flows and the real exchange rate in developing countries.

Communications 2010

- 11th Global Development Network Annual Conference, Prague, 16-18 janvier 2010
 - A. Bah : Civil Conflicts and Regional Integration Outcomes in Africa.
 - C. Ebeke, A. Drabo : Remittances, Public Health Spending and Foreign Aid in the Access to Health Care Services in Developing Countries.
- Fifth Households in Conflict Network Workshop Berlin - German Institute for Economic Research, 1-2 février 2010
 - A. Bah (en collaboration avec J.Tapsoba) : Civil conflicts and regional economic outcomes in Africa.
- International symposium *Governing through Standards* Copenhagen, Danish Institute for International Studies, DIIS, 23-27 février 2010
 - G. Diarra : Assessing the World Bank's influence on the worldwide diffusion of good governance norms: a bibliometric analysis.
- Monterey USA , Public Choice Society Annual Conference, 10-18 mars 2010
 - E. Caldeira : Fiscal Decentralization and Yardstick competition "from the top" in China.
 - H. Ehrhart : Elections and the structure of taxation in developing countries.
- Colloque «Développements récents en économie de la famille », Institut National d'Etudes Démographique (INED) , Paris, 18-19 mars 2010.
 - R. D'Aiglepiere : Choisir un établissement éducatif dans un pays en développement : une enquête sur l'enseignement secondaire à Madagascar.
- CSAE Conference 2010 : Economic Development in Africa, Oxford, 21-23 mars 2010
 - A. Drabo : Impact of Income Inequality on Health: Does Environment Quality Matter?
 - C. Ebeke (en collaboration avec J-L. Combes) : Remittances and Household Consumption Instability in Developing Countries.
 - H. Ehrhart : Elections and the structure of taxation in developing countries.
- Royal Economic Society Conference, University of Surrey, Guildford, 30-31 mars 2010
 - H. Ehrhart (en collaboration avec A. Minea et P. Villieu) : Deficit, Seigniorage and the Growth Laffer Curve in Developing Countries.
- 6th International Student Conference : Empirical Studies in Social Science Université d'Economie d' Izmir, Turquie, 14-15 avril 2010
 - R. Tapsoba : Does Inflation Targeting Improve fiscal discipline?
 - S. Cassilde : Describing Skin Color in Contemporary Brazil.
- XVth Spring Meeting of Young Economists (SMYE), Luxembourg, 15-17 avril 2010
 - L-M. Philippot : Are Natural Resources a Curse for Human Capital Accumulation ?
- Workshop in Public Economics, Maison des Sciences Economiques, Paris, 14 avril 2010
 - G. Rota Groziosi (en collaboration avec E. Caldeira et M. Foucault) : Decentralization in Africa and the nature of local governments' competition:evidence from Benin.
- Conférence-séminaire, Rome, FAO, 19 avril 2010
 - P. Guillaumont : Rationale of the least developed countries category and the criteria used for their identification.

- Conférence NAKE Research Day, Utrecht University, 23 avril 2010
S. Marchand : Are there institutional persistences to explain current deforestation?
- Joint IMF and IGC Conference on Managing Volatility and Increasing Resilience in Low-Income Countries, Washington, FMI, 27 avril 2010
P. Guillaumont : How can aid enhance resilience: ex ante or ex post?
- 68th Annual Midwest Political Science Association Conference, Chicago, 21-27 avril 2010
G. Diarra :
 - Multilateral aid and world system inequalities: linking Good Governance to Efficiency versus Equity trade-off in the Samaritan Dilemma.
 - A pipeline approach of aid delays and absorptive capacity: explaining the uncertainty and unpredictability of donors funding to Africa
- 3rd Doctoral Meeting of Montpellier in Economics, Management and Finance, Montpellier, 3-5 mai 2010
L-M. Philippot : Are Natural Resources a Curse for Human Capital Accumulation ?
- Collège de France, Paris, 4 mai 2010
S. Guillaumont : L'Afrique milliardaire : défis et opportunités de la métamorphose africaine.
- 50e Congrès annuel de la Société Canadienne de Science Economique, Québec, 12-14 mai 2010
P. Combes Motel (en collaboration avec J-L. Combes, A. Minea, P. Villieu) : La désinflation est-elle préjudiciable à l'environnement ? Une application à la substitution entre seigneurage et déforestation dans les pays en développement.
J-F. Brun (en collaboration avec G. Chambas, S. Guérineau) : Existe-t-il un effet d'éviction de l'aide sur le prélèvement public ?
- XIIIème Colloque International de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique sur "Les Institutions dans la pensée économique", Paris, 27-29 mai 2010
L-M. Philippot : Origine Légale et Développement : L'approche de La Porta, Lopez-de-Silanes, Shleifer, Vishny et ses limites.
- Troisième édition des séminaires de sciences du développement, Université d'Orléans, 27 mai 2010
S. Marchand (en collaboration avec G. Diarra) : Environmental Compliance, Governance and Deforestation in Developing Countries.
S. R. Kinda : Democratic Institutions and Environment Quality: Effect and Channel Transmissions.
- Doctoral workshop on Development and International Organizations at the World Bank ABCDE Conference, Stockholm, 29 mai-2 juin 2010
G. Diarra (en collaboration avec P. Plane) : Assessing the World Bank's influence on the worldwide diffusion of good governance paradigm.
- ABCDE Conference, Session organisée par la FERDI : Aid allocation criteria and addressing the vulnerability issue, Stockholm, 31 mai-1er juin 2010
P. Guillaumont, S. Guillaumont Jeanneney, L. Wagner : How to take into account vulnerability in aid allocation and lack of human capital as well: improving the performance-based allocation.
P. Guillaumont, M. MC Gillivray, L. Wagner : How vulnerability influences performance.

- International workshop "How Forest Sector Models Tackle Climate Policies", Nancy, 2-4 juin 2010
 - A. Sauquet (en collaboration avec F.Lecocq, P. Delacote, S. Caurila, A. Barkaoui) : Estimating Armington Elasticities for Sawntwood and Application to the French Forest Sector Model.

- Conference "Health, Happiness, Inequality", Darmstadt University, Allemagne, 4-6 juin 2010
 - A. Drabo : Impact of Economic Inequality on Health Inequality: Role of Political Institutions.

- European Network on Industrial Policy International Conference (EUNIP) Universitat Rovira i Virgili, Reus, Spain, 9-11 juin 2010
 - R.S. Kinda :
 - Democratic Institutions and Environment Quality : Effect and Channel Transmissions
 - Education, Growth and Convergence in Carbon Dioxide Per Capita Emissions.

- Conference "Critical appraisal of Global Governance. An international conference of the Swiss Network for International Studies", Lucerne, Suisse, 10-11 juin 2010
 - G. Diarra : Does multilateral aid contribute to smooth world system inequalities? A Samaritan dilemma in the good governance vs equity trade-off.

- 3rd Annual Economics and Finance PhD Student Conference, Brunel University, London, UK, 11 juin 2010
 - A. Pélissier (en collaboration avec X. Huang, M. Audibert, J. Mathonnat) : The Impact of the New Rural Cooperative Medical Scheme on Activities and Financing of Township Hospitals in Weifang, China.

- Colloque La Coutume dans tous ses états, à l'occasion du 500ème anniversaire de la rédaction de la coutume d'Auvergne, Clermont-Ferrand & Riom, 15-17 juin 2010
 - L-M. Philippot : Origine Légale et Performances Economiques : Les différences de systèmes juridiques permettent-elles d'expliquer les écarts de développement.

- ERD 2010 Research workshop « Expériences et leçons des programmes de protection sociale dans le monde en développement: quel rôle pour l'UE ? », Paris, 18 juin 2010
 - P. Guillaumont : What lessons can we learn from the Stabex and Flex for the European Policy?

- 2010 CES China Conference, Shanghai, 19-20 juin 2010
 - Y. He : Estimating Spillover Effects of Interprovincial Trade in China.

- International Energy Workshop (IEW 2010), KTH Royal Institute of Technology, Stockholm, Sweden, 21-23 juin 2010
 - S. R. Kinda : Education, Growth and Convergence in Carbon dioxide Emissions.

- 9th EUDN PhD Workshop, CERDI, Clermont-Ferrand, 24-25 juin 2010
 - L-M. Philippot : Are Natural Resources a Curse for Human Capital Accumulation ?
 - A. Pélissier, X. Huang (en collaboration avec J. Mathonnat, M. Audibert) : The Impact of the New Rural Cooperative Medical Scheme on Activities and Financing of Township Hospitals in Weifang, China.
 - A. Drabo : Do Political Institutions protect the poor? Intra Countries Health Inequalities and Air Pollution in Developing Countries

R. D'Aiglepierre, L. Wagner : Aid and Universal Primary Education.

- European Commission conference for the European Report on Development "Promoting Resilience Through Social Protection in Sub-Saharan Africa", Dakar, Sénégal, 26-30 juin 2010

G. Diarra : Good governance and Samaritan dilemma in multilateral aid allocation: what consequences for inequalities and social protection in Africa?

TABLE DES MATIERES

I- PRESENTATION GENERALE DE L'UNITE

I-1	Les moyens humains et financiers	8
I-11	Les personnels de recherche (au 1 ^{er} juin 2010)	8
I-12	Les moyens financiers mobilisés.....	12
I-2	L'organisation des formations et de la recherche	13
I-21	La démarche scientifique	15
I-22	Le fonctionnement interne.....	17
I-23	La production scientifique de l'unité	19
I-24	Information et diffusion de la culture scientifique	22
I-3	La formation permanente et l'hygiène	24
I-31	La formation permanente	24
I-32	L'hygiène et la sécurité	25

II- BILAN GENERAL DE L'UNITE

Axe 1 : Les comportements microéconomiques et le développement.....	26
A) <i>Economie de la production et des marchés agricoles.....</i>	26
1) Contrats agraires	26
2) L'impact des aides américaines et européennes sur le marché du coton.....	27
3) Formation des prix dans la filière de transformation du cacao	27
4) Sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest	28
B) <i>Microéconomie des entreprises.....</i>	29
1) Territoire et stimulation de l'efficacité : concurrence et coopération	29
2) Performance productive et convergence des productivités manufacturières	29
3) Marché du travail, institutions, capital humain et performances productives	30
C) <i>Le développement et le rôle de l'Etat</i>	31
1) Etats fragiles.....	31
2) Interactions stratégiques inter-juridictionnelles et concurrence fiscale	31
2) Efficacité de l'Etat	32
3) Décentralisation en Afrique Subsaharienne	33
4) Bien public mondial.....	33
5) L'Etat, les douanes et les entreprises de vérification des importations.....	34
D) <i>La microéconomie théorique.....</i>	34
1) La théorie des contrats	34
2) La théorie des jeux	35
Axe 2 : Macroéconomie ouverte et coopération internationale	36
A) <i>L'espace budgétaire.....</i>	36
1) La Fiscalité	37
2) L'Endettement public intérieur et financement des dépenses publiques	38
3) L'Aide publique au développement	38
4) Les Dépenses publiques.....	40
B) <i>Les flux de capitaux privés.....</i>	40
1) Investissements directs étrangers.....	40
2) Transferts privés et flux migratoires	41

C) <i>La politique économique</i>	42
1) Politique budgétaire	42
2) Développement financier et politique monétaire	44
3) Politique de change et taux de change réel	46
4) Politique économique et interaction à l'environnement	47
D) <i>L'intégration commerciale</i>	48
1) Intégration régionale	48
2) Diversification des exportations et développement	49
3) Chine-Afrique.....	50
4) Politique commerciale.....	50
E) <i>La croissance et les changements structurels</i>	50
1) Croissance et finance publique	50
2) Croissance, productivité des facteurs et réformes structurelles.....	51
3) Croissance et inégalités territoriales : le cas chinois	52
Axe 3 : Economie de la santé, économie de l'environnement et des ressources naturelles	53
A) <i>Economie de la santé</i>	54
1) Assurance maladie	54
2) Dépenses publiques de santé.....	55
3) Evaluation.....	56
4) La santé comme facteur de la prospérité économique.....	56
B) <i>Economie de l'environnement et des ressources naturelles</i>	57
1) Le rôle des institutions	57
2) Politiques économiques et déforestation.....	59
III- BILAN SCIENTIFIQUE DETAILLE	62
Publications	62
Etudes et documents	88
Communications à colloques	100



Vague B (2012-2015)

Unité de recherche : dossier unique

BILAN

de l'activité de recherche et des résultats obtenus par l'unité

Intitulé complet de l'unité de recherche CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (CERDI)				
responsable				
M./Mme	Nom	Prénom	Corps-Grade	Etablissement d'enseignement supérieur d'affectation ou
M.	PLANE	Patrick	DR2	Université Clermont-Ferrand 1
label(s) et n° : CNRS, UMR 6587				
établissement(s) de rattachement de l'unité (tutelles)				
Tout dossier déposé doit être préalablement validé par l'ensemble des tutelles de l'unité.				
établissement(s) d'enseignement supérieur et de recherche		organisme(s) de recherche		
établissement de rattachement : Université Clermont-Ferrand 1 ...		organisme : CNRS département ou comm. de rattachement : INSHS		
Préciser l'établissement ou organisme responsable du dépôt du dossier : (sauf exception, le dossier est déposé par l'hébergeur de l'unité de recherche)		Université Clermont-Ferrand 1		
Préciser le cas échéant le délégué unique de gestion :				
autres partenaires de l'unité (hors tutelles)				
établissement(s) d'enseignement supérieur et de recherche :				
organisme(s) de recherche :				
entreprise(s) :				
autres :				
école doctorale de rattachement au 30 juin 2010 (établissement support, n°, intitulé, responsable) Sciences Economiques, Juridiques et de Gestion (ED n° 245) (Directeur : Florent GARNIER ; Directeur adjoint : Jean-Louis COMBES)				
"Une unité de recherche ne participe qu'à une seule école doctorale. Toutefois, si la taille de l'unité et l'étendue du spectre scientifique le justifient, les équipes de recherche qui la composent peuvent être réparties entre plusieurs écoles doctorales." (art. 3 de l'arrêté du 7 août 2006). Dans ce cas, préciser sur le tableau suivant l'ED de rattachement de chacune des équipes internes.				

classement thématique**domaine(s) scientifique(s)**

indiquer, en début de ligne, "P" pour le domaine scientifique principal, "S" pour le ou les domaines scientifiques secondaires éventuels

- 1 Mathématiques et leurs interactions
- 2 Physique
- 3 Sciences de la terre et de l'univers, espace
- 4 Chimie
- 5 Biologie, médecine, santé
- 6 Sciences humaines et humanités

P 7 Sciences de la société

- 8 Sciences pour l'ingénieur
- 9 Sciences et technologies de l'information et de la communication
- 10 Sciences agronomiques et écologiques

secteur(s) disciplinaire(s) (cf. nomenclature)

reporter les codes des secteurs par ordre d'importance :

721

mots-clés (cf. nomenclature mots-clés)

microéconomie ; économétrie et méthodes quantitatives ; économie internationale ; économie du développement ;

prédéfinis : **économie de la santé ; économie de l'environnement ; politique économique**

libres : *(4 maximum)*

domaine applicatif, le cas échéant

indiquer, en début de ligne, "P" pour le domaine principal, "S" pour le ou les domaines secondaires éventuels

- Santé humaine et animale
- Alimentation, agriculture, pêche, agroalimentaire et biotechnologies
- Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et procédés
- Technologies de l'information et de communication
- Production de biens et de services & nouvelles technologies de production
- Energie nucléaire
- Nouvelles technologies pour l'énergie
- Environnement (dont changement climatique)
- Espace
- Aménagement, ville et urbanisme
- Transport (dont aéronautique) et logistique
- Cultures et société

P : Economie

- Sécurité
- Autre

nomenclature ERC (European Research Council)

indiquer, en début de ligne, "P" pour le secteur principal, "S" pour le ou les secteurs scientifiques secondaires éventuels

Physical Sciences & Engineering

- PE1 Mathematical foundations : all areas of mathematics, pure and applied, plus mathematical foundations of computer science, mathematical physics and statistics
- PE2 Fundamental constituents of matter : particle, nuclear, plasma, atomic, molecular, gas, and optical physics
- PE3 Condensed matter physics : structure, electronic properties, fluids, nanosciences
- PE4 Physical and analytical chemical sciences : analytical chemistry, chemical theory, physical chemistry/chemical physics
- PE5 Materials and synthesis : materials synthesis, structure-properties relations, functional and advanced materials, molecular architecture, organic chemistry
- PE6 Computer science and informatics : informatics and information systems, computer science, scientific computing, intelligent systems
- PE7 Systems and communication engineering : electronic, communication, optical and systems engineering
- PE8 Products and processes engineering : product design, process design and control, construction methods, civil engineering, energysystems, material engineering
- PE9 Universe sciences : astro-physics/chemistry/biology; solar system; stellar, galactic and extragalactic astronomy, planetary systems, cosmology, space science, instrumentation
- PE10 Earth system science : physical geography, geology, geophysics, meteorology, oceanography, climatology, ecology, global environmental change, biogeochemical cycles, natural resources management

Social Sciences & Humanities**P : SH1 Individuals, institutions and markets : economics, finance and management**

- SH2 Institutions, values and beliefs and behaviour : sociology, social anthropology, political science, law, communication, social studies of science and technology
- SH3 Environment and society : environmental studies, demography, social geography, urban and regional studies
- SH4 The Human Mind and its complexity : cognition, psychology, linguistics, philosophy and education
- SH5 Cultures and cultural production : literature, visual and performing arts, music, cultural and comparative studies
- SH6 The study of the human past : archaeology, history and memory

Life Sciences

- LS1 Molecular and Structural Biology and Biochemistry : molecular biology, biochemistry, biophysics, structural biology, biochemistry of signal transduction
- LS2 Genetics, Genomics, Bioinformatics and Systems Biology : genetics, population genetics, molecular genetics, genomics, transcriptomics, proteomics, metabolomics, bioinformatics, computational biology, biostatistics, biological modelling and simulation, systems biology, genetic epidemiology
- LS3 Cellular and Developmental Biology : cell biology, cell physiology, signal transduction, organogenesis, evolution and development, developmental genetics, pattern formation in plants and animals
- LS4 Physiology, Pathophysiology and Endocrinology : organ physiology, pathophysiology, endocrinology, metabolism, ageing, regeneration, tumorigenesis, cardiovascular disease, metabolic syndrome
- LS5 Neurosciences and neural disorders : neurobiology, neuroanatomy, neurophysiology, neurochemistry, neuropharmacology, neuroimaging, systems neuroscience, neurological disorders, psychiatry
- LS6 Immunity and infection : immunobiology, aetiology of immune disorders, microbiology, virology, parasitology, global and other infectious diseases, population dynamics of infectious diseases, veterinary medicine
- LS7 Diagnostic tools, therapies and public health : aetiology, diagnosis and treatment of disease, public health, epidemiology, pharmacology, clinical medicine, regenerative medicine, medical ethics
- LS8 Evolutionary, population and environmental biology : evolution, ecology, animal behaviour, population biology, biodiversity, biogeography, marine biology, ecotoxicology, prokaryotic biology
- LS9 Applied life sciences and biotechnology: agricultural, animal, fishery, forestry and food sciences; biotechnology, chemical biology, genetic engineering, synthetic biology, industrial biosciences; environmental biotechnology and remediation

date et signature du responsable de l'unité



30-juin-10

Patrick PLANE